

Andreas Malm

**Comment saboter**

**un pipeline**

La fabrique  
éditions



Andreas Malm

**Comment saboter  
un pipeline**

Traduit de l'anglais  
par Étienne Dobenesque

**La fabrique  
éditions**

© Verso Books, 2020

Titre original : *How to blow up a pipeline*

© La Fabrique éditions, 2020

pour la traduction française

**ISBN : 9782358721950**

**La Fabrique éditions**

64, rue Rébeval

75019 Paris

[lafabrique@lafabrique.fr](mailto:lafabrique@lafabrique.fr)

[www.lafabrique.fr](http://www.lafabrique.fr)

**Diffusion : Les Belles Lettres**

## **Sommaire**

Apprendre des luttes passées — 7

Rompre le charme — 81

Combattre le désespoir — 169

*Post-scriptum* — 186

Notes — 191



## Apprendre des luttes passées

Au dernier jour des négociations, nous nous sommes préparés pour notre action la plus audacieuse. Depuis une semaine, nous campions dans un gymnase miteux de l'est de la ville. Mes amis et moi avons débarqué dans un vieux bus délabré – il avait perdu son pot d'échappement sur la route au milieu de la nuit – mais en nous dispersant sur les terrains de sport du centre, nous avons senti monter en nous l'excitation d'un autre monde : là où nous venions d'entrer, le *business-as-usual* avait été suspendu. Une cuisine collective servait de la nourriture végétarienne. Des assemblées étaient ouvertes à quiconque avait quelque chose à dire. Dans un atelier, un homme venu du Bangladesh exposait les conséquences dévastatrices de la montée du niveau des eaux pour son pays; dans un autre, des délégués des micro-États insulaires étaient venus nous dire leur détresse et leur soutien. Avec mes amis, nous avons obtenu une audience auprès de notre ministre de l'Environnement où nous l'avons exhortée à revoir ses ambitions à la hausse. Après tout, la science était formelle depuis longtemps déjà.

## *Comment saboter un pipeline*

Un jour nous avons déferlé depuis différentes bouches de métro sur un carrefour stratégique au cœur de la ville et bloqué la circulation avec des banderoles appelant à la réduction drastique des émissions. Des militants jouaient de la guitare et du violon, d'autres dansaient; certains jonglaient; certains tendaient des graines de tournesol à des automobilistes furieux. Nous n'avions pas l'intention d'affronter la police ni qui que ce soit; nous préférons nous faire arrêter que lancer une bouteille ou une pierre. Le lendemain, nous avons installé un dispositif théâtral sophistiqué sur une grande artère. Déguisés en arbres, en fleurs, en animaux, nous nous sommes étendus sur le goudron pour nous faire écraser par un véhicule de bois et de carton symbolisant le *business-as-usual*. Enjambant dans l'indifférence nos corps aplatis, de faux délégués de l'ONU portaient des pancartes sur lesquels on pouvait lire « bla-bla-bla ».

C'était maintenant le dernier jour des négociations. Des bus loués pour l'occasion nous ont acheminés à proximité du site. Au signal, nous avons marché sur le bâtiment et tenté d'empêcher les délégués de quitter les lieux en nous enchaînant aux portes et en nous couchant par terre, aux cris de : « Plus de bla-bla, des actes! Plus de bla-bla, des actes! »

Nous étions alors en 1995. C'était la COP1, la toute première d'une série de sommets de l'ONU sur le climat, à Berlin. Les délégués sont sortis



## *Apprendre des luttes passées*

par une porte de service. Depuis, les émissions annuelles de CO<sub>2</sub> dans le monde ont augmenté de 60 pour cent<sup>1</sup>. L'année de ce sommet, la combustion d'énergies fossiles a relâché 6 gigatonnes de carbone dans l'atmosphère; en 2018, ce chiffre

est passé à 10. Dans les vingt-cinq ans qui ont suivi la dérobade des délégués, on a tiré plus de carbone des réserves souterraines que dans les soixante-quinze qui ont précédé leur rencontre.

Depuis la COP1, les États-Unis ont intensifié l'extraction de combustible fossile, redevenant le premier producteur mondial de pétrole et de gaz; abritant déjà le plus grand réseau de pipelines du monde, ils l'ont encore étendu de plus de 1,2 millions de kilomètres, multipliant et prolongeant les tuyaux à haute pression pour jeter toujours plus d'huile sur le feu<sup>2</sup>. L'Allemagne a continué à sortir de terre chaque année près de 200 millions de tonnes de lignite – le plus sale de tous les combustibles fossiles. Les mines à ciel ouvert avancent sans relâche, des forêts et des villages sont détruits pour laisser les excavatrices pelleter toujours plus de roche tendre à enflammer. Depuis la COP1, mon propre pays, la Suède, s'est lancé dans l'un des plus gros projets d'infrastructure de son histoire : une immense rocade. Rien d'extraordinaire, juste une autoroute de plus. Enroulée autour de Stockholm, elle est censée permettre la circulation de plus de voitures qui cracheront encore plus de millions de tonnes de l'élément propulseur. La

## *Comment saboter un pipeline*

COP1 a pris fin en avril 1995 ; la concentration de CO2 dans l'atmosphère s'élevait alors à 363 parties par million (ppm)<sup>3</sup>. En avril 2018, elle était au-delà de 410 ppm.

Un nuage de fumée tournoie au-dessus de la Sibérie tandis que j'écris ces mots<sup>4</sup>. C'est la conséquence de feux de forêt d'une ampleur et d'une violence sans précédent au-delà du cercle polaire arctique ; pendant des semaines, les flammes ont ravagé ces forêts censées être les plus froides du globe et lâché dans l'air des panaches formant une immense masse de suie. Ce nuage est désormais plus vaste que l'Union européenne. Avant qu'il ne se dissipe, des étendues entières d'Amazonie s'enflamment et sont réduites en cendres à une vitesse encore jamais vue.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que les classes dirigeantes de ce monde sont restées sourdes à ces signaux. Si elles ont jamais eu un peu de bon sens, elles l'ont aujourd'hui totalement perdu. Elles ne sont pas troublées par l'odeur des arbres en flammes. Elles ne s'inquiètent pas à la vue des îles qui sombrent ; elles ne fuient pas le gronde-ment de l'ouragan qui approche ; leurs doigts n'ont jamais à toucher les tiges des moissons flétries ; leurs bouches ne s'assèchent pas après une journée sans rien à boire. Il serait bien sûr parfaitement vain d'en appeler à leur raison et à leur sagesse. Si tant est qu'elles disposent encore de telles aptitudes à entrer en relation avec la réalité qui les entoure,

c'est le dévouement à l'accumulation infinie du capital qui l'emporte chaque fois. Après ces trois dernières décennies, il ne fait aucun doute que les classes dirigeantes sont foncièrement incapables de répondre à la catastrophe autrement qu'en la précipitant; d'elles-mêmes, par leur propre compulsion interne, elles ne peuvent que continuer à tracer leur chemin de feu jusqu'au bout.

Et donc nous sommes toujours là. Nous dressons nos campements de solutions durables. Nous faisons tourner nos cantines véganes et tenons nos assemblées. Nous manifestons, nous bloquons, nous montons des pièces de théâtre, nous adressons des listes de revendications à des ministres, nous nous enchaînons aux grilles, nous nous collons au bitume, nous manifestons à nouveau le lendemain. Nous sommes toujours parfaitement, impeccablement pacifiques. Nous sommes plus nombreux, incomparablement plus nombreux. Il y a maintenant un ton de désespoir dans nos voix; nous parlons d'extinction et d'avenir annulé. Et pourtant, les affaires continuent tout à fait comme avant – *business as usual*.

À quel moment nous déciderons-nous à passer au stade supérieur? Quand conclurons-nous que le temps est venu d'essayer autre chose? Quand commencerons-nous à nous en prendre physiquement aux choses qui consomment cette planète – la seule sur laquelle les humains et des millions d'autres espèces peuvent vivre – et à les

## *Comment saboter un pipeline*

détruire de nos propres mains ? Y a-t-il une bonne raison d'avoir attendu si longtemps ?

\*

Pendant l'été 2017, le golfe du Mexique a emmagasiné une quantité record de chaleur<sup>5</sup>. Ses eaux de surface n'avaient jamais été aussi chaudes. Quand les ouragans saisonniers ont commencé à se rassembler, ils ont tiré une partie de cette énergie excédentaire pour nourrir leur mouvement et leurs pluies. Le 18 septembre, le huitième ouragan de la saison, baptisé Maria, est soudain passé de catégorie 1 en catégorie 5 et a pris la forme, sur les images satellite, d'une monstrueuse lame de scie. Elle s'est abattue sur l'île antillaise de la Dominique et l'a anéantie<sup>6</sup>. La forêt tropicale qui couvrait les collines a été rasée, les arbres abattus et jetés à la mer, l'île privée de sa végétation emblématique en l'espace de quelques heures ; les bâtiments ont été soufflés comme des paillotes. Les estimations de la proportion de maisons anéanties ou gravement endommagées variaient de 60 à 97 pour cent. Par la suite, des tas de débris – toits, briques, meubles, câbles, canalisations, l'infrastructure en poussière d'une nation entière – jonchaient l'île. L'un de ceux qui ont perdu leur maison ce jour-là est le Premier ministre de la Dominique, Roosevelt Skerrit, qui, quatre jours après l'arrivée de Maria, a pris la parole à l'Assemblée générale des Nations unies.

Rarement un chef d'État s'est adressé à cette assemblée dans un tel état de choc. Skerrit a expliqué qu'il arrivait de la ligne de front d'une guerre. « Nous avons creusé des tombes aujourd'hui à la Dominique ! » s'est-il exclamé. « Nous avons enterré des êtres chers hier et je suis certain qu'en rentrant chez moi demain, nous découvrirons de nouvelles victimes. Nos maisons ont été rasées ! Nos bâtiments n'ont plus de toit ! Nos cultures ont été arrachées ! À la place des étendues vertes, ce n'est plus que boue et poussière. » Synthétisant parfaitement la science, Skerrit a expliqué à l'assemblée des dirigeants du monde que la chaleur dans les océans constituait une réserve de carburant pour les tempêtes, suralimentées et transformées en armes de destruction massive. La chaleur n'était pas le fait des peuples caribéens. Habitée presque exclusivement par des descendants d'esclaves et une minuscule population indigène, la Dominique reste pauvre – un monde la sépare de New York ou Londres. Elle est responsable d'une combustion d'énergie fossile si infime qu'à elle seule elle n'aurait laissé aucune trace sur la planète. « La guerre est venue à nous ! » a lancé Skerrit, luttant pour contenir sa peine : « Nous payons les conséquences des actes des autres. Des actes qui mettent en danger notre existence même [...] et pour le seul enrichissement de quelques-uns ailleurs. » Avant de supplier désespérément l'assistance : « Nous avons besoin d'actes » – des actes,

## *Comment saboter un pipeline*

autrement dit, une réduction des émissions – « et nous en avons besoin MAINTENANT !! »<sup>7</sup> – ce dernier mot était ainsi souligné par le procès-verbal officiel. Skerrit n'ignorait sans doute pas dans quelles oreilles ses mots risquaient de tomber. La métaphore de la guerre était juste; comme un missile à guidage de précision, l'ouragan Maria a quitté la Dominique et poursuivi sa route vers Porto Rico, où les mêmes scènes se sont répétées, les inondations et les coulées de boue détruisant des villages entiers et décimant la population. Le gouvernement a fait état de 64 morts mais plusieurs équipes de recherche indépendantes ont démontré qu'entre trois et six mille personnes étaient mortes du fait de l'ouragan. Aucune enquête de ce type n'a été menée à la Dominique<sup>8</sup>.

Deux semaines avant Maria, comme pour commenter la trépidante saison des ouragans qui venait de commencer, la *London Review of Books*, une revue qui s'intéresse depuis longtemps au changement climatique, a ressorti de ses archives des articles sur le sujet qu'elle a envoyés à ses abonnés. Le premier d'entre eux était écrit par le romancier et essayiste britannique John Lanchester. Il commence ainsi :

Il est étrange et frappant que les militants pour le climat n'aient pas commis d'actes de terrorisme. Après tout, le terrorisme est de loin la forme d'action politique individuelle la plus

efficace du monde moderne et le changement climatique est un sujet qui tient au cœur des gens tout autant que, mettons, les droits des animaux. C'est d'autant plus remarquable quand on pense à la facilité avec laquelle on peut faire sauter des stations-service ou vandaliser des SUV. Dans les villes, les SUV sont exécrés par tous ceux qui ne les conduisent pas; et dans une ville de la taille de Londres, dans un délai très bref, il suffirait de quelques dizaines de personnes pour rendre tout bonnement impossible la possession de ces véhicules en rayant systématiquement leurs flancs avec des clés, ce qui coûterait chaque fois plusieurs milliers de livres à leur propriétaire. Imaginons que cinquante personnes vandalisent chacune quatre voitures pendant un mois : six mille SUV bousillés en un mois et les tracteurs de Chelsea auront vite disparu de nos rues. Alors, pourquoi ce genre de choses n'arrive-t-il pas ? Parce que les gens auxquels le changement climatique tient à cœur sont simplement trop gentils, trop éduqués, pour faire quoi que ce soit de cet ordre ? (Mais les terroristes sont souvent des gens extrêmement éduqués.) Ou serait-ce que, d'une certaine manière, même les gens auxquels le changement climatique tient le plus à cœur ne peuvent toujours pas se résoudre à y croire totalement<sup>9</sup> ?

## *Comment saboter un pipeline*

Ces mots ont été écrits dix ans avant la saison des ouragans de 2017. Avant que des inondations submergent un cinquième du Pakistan et ruinent la vie de quelque 20 millions de personnes, avant que le cyclone Nargis fasse des centaines de milliers de morts en Birmanie et le typhon Haiyan plus de 6 000 aux Philippines, avant que le cyclone Idai dévaste le centre du Mozambique, avant Matthews, Isaac, Irma, Dorian, avant que les sécheresses s'installent en Amérique centrale et s'abattent sur l'Iran et l'Afghanistan, avant que les coulées de boue tuent plus de 1 000 personnes dans la capitale de la Sierra Leone et que des pluies diluviennes emportent des centaines de villages au Pérou et que le thermomètre atteigne régulièrement des niveaux à peine supportables pour le corps humain dans le golfe Persique, avant d'innombrables autres désastres – certains frappant jusqu'au cœur des pays du Nord : des vagues de chaleur terrassant l'Europe un été après l'autre, les pires feux de forêt de l'histoire de la Californie... – tous nés dans le chaudron d'un monde surchauffé. Et pourtant la situation est toujours la même. C'est incompréhensible. Pour au moins cinq raisons.

Premièrement, l'ampleur de ce qui est en jeu : à peu près tous les êtres vivants au ciel et sur la terre. Deuxièmement, l'omniprésence des cibles potentielles dans les pays capitalistes avancés. Une station-service ou un SUV se trouvent rarement à plus d'un jet de pierre – ce qui n'est pas



le cas, le point est capital, dans des pays comme la Dominique, où les sources d'émissions peuvent être rares. Troisièmement, la facilité avec laquelle de telles choses pourraient être mises hors service ; cela ne demande aucun outillage sophistiqué. Quatrièmement, la conscience de la structure et des dimensions de la crise, considérablement plus diffuse à présent qu'à l'époque où Lanchester écrivait ces mots, bien plus présente à l'esprit des gens qu'une chose comme les droits des animaux. À ces raisons difficilement contestables, Lanchester ajoutait une hypothèse spéculative : l'efficacité d'une campagne visant les engins qui émettent le plus de gaz à effet de serre. Nous ne savons pas si les résultats sont garantis puisqu'à l'heure où j'écris ces lignes, aucune campagne de ce type n'a jamais été menée. En revanche, on pourrait invoquer une sixième raison, qui se manifeste en d'innombrables occasions : l'énormité de l'injustice commise.

Pour toutes ces raisons, il est en effet étrange et frappant que le type d'actions décrit par Lanchester n'ait pas été mené. C'est une énigme : appelons-la simplement *l'énigme de Lanchester*. C'est une des dimensions du déficit général d'action en réponse à l'effondrement climatique. Elle témoigne d'une forme d'inaction au sein du monde militant lui-même. Il y a un rapport entre celle-ci et le bla-bla des politiciens.

## *Comment saboter un pipeline*

Le mouvement pour le climat dans les pays du Nord a connu plusieurs vagues d'activité intense, gagnant en ampleur à chaque fois<sup>10</sup>. L'une a traversé l'Europe du Nord entre 2006 et 2009. Au Royaume-Uni, des militants ont organisé les premiers camps climat : des villes de tentes qui étaient à la fois le site de festivals dédiés à l'éducation et à la mise en œuvre de modes de vie préfiguratifs et une base pour des actions de masse contre une source d'émissions située à proximité – un aéroport, une centrale à charbon, un quartier d'affaires. Un groupe baptisé Plane Stupid occupait les voies de circulation et se jetait sur les pistes des aéroports de tout le pays. Au Danemark, en Suède et en Allemagne, le tout jeune mouvement est passé à la vitesse supérieure lors de la préparation de la COP15 à Copenhague, où un accord global devait être négocié : cette fois, nous avons mis 100 000 personnes dans la rue pour une marche d'une journée entière jusqu'au lieu du sommet. 50 000 personnes ont participé au « Sommet des peuples sur le climat » dans un complexe sportif, plusieurs milliers à divers blocages et autres actions. Tout cela pour un résultat en deçà de zéro. La COP15 s'est achevée sur la mise en échec par les États-Unis et leurs alliés de toute idée de réduction obligatoire des émissions. Dans le même temps, le choc des politiques d'austérité à la suite du krach financier a mobilisé toute l'énergie des militants britanniques et en 2009,

après la débâcle de la COP15, la première vague du XXI<sup>e</sup> siècle s'est retirée brutalement.

Une deuxième a commencé en 2011, aux États-Unis cette fois. Alors qu'Obama avait échoué à imposer chez lui le système de plafonds et d'échanges d'émissions promis et porté un coup fatal à la COP15, un monde militant frustré a abandonné les antichambres du pouvoir législatif pour la rue et lancé une grande campagne de désobéissance civile. Son point de mire était Keystone XL. Ce projet de pipeline qui devait transporter du pétrole extrait des sables bitumineux canadiens jusqu'aux raffineries bordant le golfe du Mexique nécessitait l'aval d'Obama, qui a eu ainsi l'occasion de tâter un peu du « pouvoir populaire » : en août 2011, un sit-in d'une semaine devant la Maison-Blanche a conduit à l'arrestation de plus de mille personnes. Des dizaines de milliers d'autres ont ensuite formé une chaîne humaine autour de la résidence du président et se sont attachées aux grilles avec des liens de serrage en plastique. Dans le même temps, des militants ont monté une vaste campagne de désinvestissement, convainquant des institutions qui avaient encore un peu de conscience – universités, églises ou autres – de liquider leurs titres des compagnies pétrolières, gazières et minières afin de les délégitimer et de préparer leur chute. Galvanisée par l'ouragan Sandy, New York a battu le record de Copenhague avec 400 000 personnes dans la rue pour la marche pour le climat de septembre

## *Comment saboter un pipeline*

2014, le plus grand rassemblement jusqu'alors, et la vague semblait encore monter. L'année suivante, Obama a enfin rejeté Keystone XL. Les derniers mois de sa présidence ont été marqués par une nouvelle grande mobilisation, quand les nations sioux ont rassemblé leurs partisans au campement de Standing Rock contre le projet de pipeline Dakota Access. Comme dans la lutte contre Keystone XL et des dizaines d'autres projets de pipelines en Amérique du Nord, ce sont des militants amérindiens qui ont pris la tête d'un mouvement qui a entraîné des dizaines de milliers de personnes non politisées jusque-là. Puis Donald Trump est arrivé au pouvoir. Pendant sa première semaine à la Maison-Blanche, il a annoncé que les deux pipelines seraient construits au plus vite, et la vague est retombée net.

Mais la crise elle-même n'a pas faibli. Pendant l'été 2018, un dôme de chaleur s'est installé sur le continent européen, arrêtant les nuages pendant des mois et allumant des feux de forêt d'une intensité sans précédent. La Suède a fait appel à ses avions militaires pour bombarder les incendies. Tout le pays semblait se dessécher. Vers la fin de l'été, une jeune fille de 15 ans, Greta Thunberg, a enfourché son vélo jusqu'au Parlement suédois. Elle s'est assise sur le trottoir et a déclaré une grève scolaire pour le climat. L'image de vulnérabilité et de défi – une adolescente avec devant elle une vie entière sur une planète toujours plus chaude, face

au mur impassible de tout un système politique – a parlé à sa génération. Des enfants et des jeunes ont commencé à quitter l'école le vendredi. Un mouvement de grèves scolaires, baptisées « Vendredis pour le futur », a commencé à déferler sur l'Europe occidentale et dans d'autres régions du monde, atteignant un premier pic le 15 mars 2019, lorsqu'un million et demi de personnes se sont mises en grève et ont marché pour ce qui constitue sans doute la plus grande action coordonnée de protestation de la jeunesse de toute l'histoire.

Quelques semaines plus tard, Extinction Rebellion (XR), un autre rejeton de la canicule de 2018, a bloqué une grande partie du centre de Londres avec des milliers de militants qui se sont emparés des places et des ponts avant de se laisser embarquer par la police. La plus vaste action de désobéissance civile que le Royaume-Uni ait connue depuis des décennies, sans que la moindre violence soit commise, a placé XR à la pointe de la troisième vague de protestation du *xxi*<sup>e</sup> siècle. Des répliques sont apparues dans les rues du monde entier, de New York à Sydney. XR avait trouvé un symbole aussi fort visuellement et aussi facile à reproduire que le symbole de la paix ou le A anarchiste : un sablier stylisé, pour rappeler que le temps est compté, au centre d'un cercle évoquant la terre.

Début septembre 2019, j'ai participé à une action d'XR dans ma ville, Malmö. Les drapeaux au sablier flottaient dans la brise matinale venue

## *Comment saboter un pipeline*

de la mer qui, d'après un rapport publié peu de temps auparavant, devrait inonder une grande partie de la ville au cours de ce siècle si la trajectoire actuelle se maintient<sup>11</sup>. « Assez de mots » et « Des actes maintenant », pouvait-on lire sur les pancartes. Des groupes de militants ont bloqué brièvement des carrefours, où ils se sont déshabillés pour mimer des nageurs dans l'eau qui monte. Certains calmaient les aigreurs des automobilistes en leur tendant des choses à manger. En octobre – les vagues de mobilisation s'écrasaient désormais contre les murs avec la régularité d'un océan – XR a occupé plusieurs carrefours du centre de Berlin : des militants étaient déguisés en pingouins, en tigres, en ours ; certains jonglaient ; certains distribuaient de la soupe végétarienne. Pourtant, en contemplant la scène à Tiergarten et Potsdamer Platz, j'ai compris que ces actions n'avaient plus grand-chose à voir avec celles de la COP1, par la seule force du nombre. En politique, tout est dans le nombre. Un travailleur qui reste chez lui est un tire-au-flanc, mille c'est une grève ; une Greta est une jeune Stockholmoise, 1 million de jeunes, une force avec laquelle il faut compter. Les participants aux campements et aux pique-niques qui perturbaient la circulation à Berlin fin 2019 se comptaient par milliers, et non plus par centaines ; XR, le groupe qui connaissait la croissance la plus spectaculaire, revendiquait désormais 485 branches dans le monde. Comme

les Rebelles l'ont expliqué lyriquement, le « soulèvement d'automne » a commencé au lever du soleil à Sydney et il s'est poursuivi dans les villes européennes et nord-américaines, où les mêmes sabliers, slogans et actions de blocage au cœur des métropoles du Nord sont passés successivement sous le feu des projecteurs comme dans un ballet soigneusement chorégraphié.

Les « Vendredis pour le futur » ont atteint un nouveau sommet fin septembre 2019 : 4 millions de personnes sont descendues dans la rue un vendredi, encore 2 millions le vendredi suivant, avec des manifestations signalées dans 4 500 lieux sur tous les continents, y compris l'Antarctique (où des chercheurs sur le climat ont cessé le travail), depuis la jeune femme de Minsk qui avait décidé de faire grève seule jusqu'aux 50 000 enfants défilant en uniforme dans les rues de Luanda. Des étudiants de la nation insulaire de Kiribati ont chanté : « On ne coule pas, on se bat ». Mais l'épicentre de la mobilisation a été l'Allemagne, qui a réuni à elle seule plus d'un tiers du contingent de grévistes du 20 septembre, dont une bonne part d'adultes, pour certains avec la bénédiction de leurs syndicats.

Dans certaines régions des pays du Nord, le mouvement semblait en passe de devenir un phénomène de masse. Il n'était pas impossible que cette vague connaisse la même fin peu glorieuse que les deux précédents, du fait d'un choc exogène – une guerre dans le golfe Persique, un nouveau

## *Comment saboter un pipeline*

krach financier – ou de faux pas du mouvement lui-même, mais rien ne pouvait laisser penser que le pic de mobilisation avait été atteint. Les conditions étaient réunies pour qu'elle continue à monter, la vague entrant dans une dynamique encore plus puissante, ne serait-ce que parce que le problème lui-même suivait cette trajectoire. Il n'allait pas disparaître.

Pour la première fois, le mouvement pour le climat était devenu le mouvement social le plus dynamique dans les pays du Nord, célèbre pour ses manifestations jeunes, joyeuses, exubérantes, respectueuses, ordonnées. Mais il y avait un arrière-fond plus sombre : une colère qui couvait. Greta Thunberg en était l'incarnation. Sa silhouette flottait au-dessus des millions de jeunes manifestants, comme un signe de l'injustice intergénérationnelle au cœur de la crise climatique. Elle était d'une droiture implacable quand elle fustigeait les dirigeants du monde pour leur passivité. « Si les émissions carbone doivent s'arrêter, alors nous devons arrêter les émissions carbone », disait-elle avec une logique imparable, inflexible, mais « personne n'agit comme si nous étions en crise »<sup>12</sup>. Greta Thunberg s'est embarquée dans une tournée permanente, des manifestations des « Vendredis pour le futur » aux blocages d'XR, des futaies de hêtres et de chênes de Hambach – un lambeau de forêt ancienne entouré par une mine de lignite dans le nord de l'Allemagne, que



les propriétaires de la mine entendaient raser – aux pelouses de la Maison-Blanche. Ponctuelle au rendez-vous d'un nouveau sommet sur le climat en septembre 2019, elle avait fait son entrée au siège de l'ONU à New York, où son visage avait semblé près de se décomposer sous l'effet des larmes de rage : « Comment osez-vous ? Vous avez volé mes rêves et ma jeunesse avec vos mots creux. Et encore, je fais partie des plus chanceux ! Des gens souffrent, des gens meurent », a-t-elle lancé à son auditoire, lui reprochant de ne continuer à parler que d'argent et de croissance économique avant de terminer sur un ton de menace peu habituel. « Les jeunes commencent à voir votre trahison. Les yeux de toutes les générations futures sont tournés vers vous. Et si vous décidez de nous laisser tomber, je vous le dis : nous ne vous pardonnerons jamais ! » – « Le changement arrive, que cela vous plaise ou non. »<sup>13</sup> Des commentateurs ont noté le tournant. Dans son pays, en Suède, l'une d'eux a prévenu que si les millions de gens qui manifestaient pour implorer qu'on leur laisse un avenir étaient déçus une fois de plus, « une fureur comme le monde n'en a encore jamais connu [allait] se déclencher<sup>14</sup> ».

\*

Chacune des trois vagues du *xxi*<sup>e</sup> siècle était née d'une idée de plus en plus largement partagée :

## *Comment saboter un pipeline*

aucun discours ne poussera jamais les classes dirigeantes à agir. Rien ne saurait les persuader ; plus les sirènes hurleront, plus elles alimenteront le feu, si bien que le changement de cap devra leur être imposé. Le mouvement doit apprendre à *déstabiliser* le *business-as-usual*. À cette fin, il a développé un répertoire impressionnant : blocages, occupations, sit-in, désinvestissement, grèves scolaires, paralysie des centres-villes, tactique de signaux des camps climat. Les dernières vagues ont tiré les enseignements des précédentes. Vers la fin de la deuxième, fortement influencé par les luttes nord-américaines contre les pipelines, le mouvement allemand a réinventé la formule du camp climat et l'a portée à un niveau de contestation de masse supérieur : Ende Gelände, qu'on peut traduire grossièrement par « jusqu'ici et pas plus loin », était né.

Chez Ende Gelände, les militants dressent leurs tentes autour des chapiteaux et des cuisines installés au centre du campement. Ils reçoivent des formations dans des groupes d'affinité, revêtent de fines combinaisons de travail blanches et se mettent en route en direction d'une mine de lignite. Constitués en colonnes, ou « doigts », abordant la cible depuis plusieurs directions, ils excellent à enfoncer les cordons de police par la seule masse de leurs corps, semant des gardes débordés, se fauflant entre les canons à eau et les clôtures jusqu'aux mines à ciel ouvert. Arrivés là,

ils se laissent glisser dans les cratères poussiéreux et escaladent les machines – les gigantesques excavatrices, comme de monstrueux vaisseaux rouillés qui se frayent un chemin dans la terre en la dévorant doucement – ou s’allongent sur les voies ferrées qui apportent le charbon aux chaudières. La production peut être interrompue pendant des jours. Aucun combustible ne peut être excavé et brûlé tant que les militants occupent les lieux. Constituant sans doute le stade le plus avancé de la lutte pour le climat en Europe, Ende Gelände a survécu à la deuxième vague et n’a cessé de grossir année après année ; pendant l’été 2019, 6 000 personnes ont fermé la plus grosse source d’émissions d’Allemagne, soutenus par plusieurs milliers d’autres au campement et les quelque 40 000 participants d’une manifestation des Vendredis pour le futur. À ce stade, Ende Gelände était parvenu à faire du lignite un sujet politique majeur et à pousser un comité national à fixer une date pour son abandon – la date qui a fini par être annoncée est 2038. Cela signifiait encore deux décennies à débiter du charbon. Ende Gelände a alors promis de continuer à marcher, de grossir encore et de faire toujours plus d’émules dans toute l’Europe. En 2019, des dizaines de camps climat ont été organisés de la Pologne au Portugal. La courbe d’apprentissage grimpait résolument<sup>15</sup>.

Ainsi, loin de ramener chaque fois le mouvement à la case départ, les vagues successives se

## *Comment saboter un pipeline*

sont amplifiées par accumulation et rétroaction, comme la crise elle-même. Les branches américaine et européenne ont appris l'une de l'autre – le désinvestissement débarquant sur les campus anglais, Greta Thunberg naviguant jusqu'à New York – et les cadres ont accumulé toutes sortes d'expériences. Parmi elles, des « petites victoires » – un projet de gazoduc annulé ici, une centrale à charbon démantelée là – et de lourdes défaites, qui semblent toutefois garantir au mouvement sa croissance, le feu poussant toujours plus de gens à sauter le pas du militantisme. Jusqu'ici toutefois, il y a un mode d'action que le mouvement s'est toujours interdit : la force physique offensive (défensive, en l'occurrence). Tout ce qui pouvait être catégorisé comme violence a été soigneusement, scrupuleusement évité. L'attachement à une non-violence absolue semble d'ailleurs s'être renforcé d'une vague à l'autre, l'intériorisation de cette règle apparaissant universelle, la discipline remarquable.

Un exemple : fin août 2018, quelque 700 militants se sont rassemblés devant un complexe de sept citernes de gaz dans la province néerlandaise de Groningue. Abritant le plus gros gisement terrestre de gaz fossile d'Europe, la région subissait depuis longtemps des séismes à répétition, l'extraction provoquant le compactage brutal de la terre et l'affaissement des sols, mettant à rude épreuve les maisons, les édifices et les nerfs de

la population. Nous avons dressé un campement improvisé devant le complexe, bloquant les transports. La police a formé un cordon sur une voie ferrée entre les barrières et nous. Un ballast de pierres concassées maintenait les rails. À la nuit tombante, quelque 300 agriculteurs ont défilé contre Shell et Exxon et rejoint le campement, si bien que la foule a débordé sur la voie ferrée, la police a commencé à matraquer et à gazer à tout-va, quelqu'un s'est évanoui et a dû être évacué, d'autres hurlaient de douleur. Pas une seule pierre n'a été ramassée et lancée. Les réserves ne manquaient pas pourtant – il y en avait des milliers sous nos pieds : nous avons de quoi bombarder la police<sup>16</sup>. Après une telle attaque, d'autres foules n'auraient pas hésité à réagir de la sorte. Pas le mouvement pour le climat.

Cette restriction s'étend à la destruction de biens. En Groningue, le « consensus d'action » auquel chaque participant devait se tenir promettait solennellement que « nous ne porter[i] ons pas atteinte aux machines ou à l'infrastructure. » Un an après, la première réplique suédoise d'Ende Gelände a eu lieu à Göteborg contre la construction d'un terminal gazier, l'un des pôles d'une toute nouvelle infrastructure de combustion d'énergie fossile qui se déployait sur le continent. Une compagnie baptisée Swedegas avait construit le terminal et comptait en installer huit autres sur la côte suédoise. Le gaz liquéfié serait importé du

## *Comment saboter un pipeline*

monde entier et injecté dans le pays via un réseau de pipelines, le tout au profit d'un consortium mondial d'investisseurs. Donc, nous avons enfilé nos combinaisons blanches, direction le port de Göteborg, trois « doigts », 500 personnes – la plus grosse action de désobéissance civile dans l'histoire récente de cette nation somnolente – pour bloquer tous les camions qui transportaient du gaz et du pétrole pendant une journée. Le consensus d'action disait : « nous resterons calmes et prudents » ; plus loin : « il n'est pas dans notre objectif de détruire ou de porter atteinte à quelque infrastructure que ce soit ». Nous avons passé la journée assis sur le bitume. Jusqu'ici, le mouvement pour empêcher la catastrophe climatique n'a pas été seulement civil : il a été d'une douceur et d'une modération extrêmes.

Incontestablement, cette posture l'a bien servi. Elle confère au mouvement beaucoup d'avantages tactiques bien connus. S'il avait déployé d'emblée des tactiques de type black block – arborer des masques sinistres, briser des vitrines, incendier des barricades, se battre avec la police – il n'aurait jamais séduit tout ce monde. Les certificats de pacifisme font singulièrement baisser la barre pour rejoindre le mouvement de déstabilisation du *business-as-usual*. En nous laissant tabasser sur les voies ferrées en Groningue, nous avons gagné la sympathie de la presse néerlandaise ; personne ne pouvait nous qualifier de terroristes. Si à Göteborg

certains d'entre nous avaient commencé à cisail-  
ler les clôtures ou à tirer au lance-pierre sur les  
camions, la scène aurait tourné au chaos. Nous  
aurions été nassés, arrêtés et emprisonnés ; je n'au-  
rais pas pu amener mes deux enfants et jouer avec  
eux pendant des heures. L'autodiscipline collec-  
tive – se soumettre aux consignes de la direction  
des opérations ; mener une action conformément  
à des plans préétablis – est une vertu. La déter-  
mination du mouvement à intensifier son défi au  
*business-as-usual* par des actions de masse toujours  
plus grosses, toujours plus audacieuses, ne peut  
être mise en cause : c'est la principale voie à suivre.  
Que cent campements Ende Gelände fleurissent  
et le capital fossile pourrait bien commencer à  
ressentir une réelle pression.

Ce qu'on peut questionner en revanche, c'est  
autre chose. La non-violence absolue sera-t-elle le  
*seul* moyen, restera-t-elle à jamais l'unique tactique  
admissible dans la lutte pour l'abolition des com-  
bustibles fossiles ? Peut-on être certains qu'elle  
suffira contre un tel ennemi ? Doit-on nous atta-  
cher à son mât pour parvenir à bon port ? On peut  
formuler la question autrement. Imaginons que  
les mobilisations de masse de la troisième vague  
deviennent impossibles à ignorer. Les classes diri-  
geantes ont elles-mêmes tellement chaud – peut-  
être leurs cœurs se mettent-ils à fondre un peu  
à la vue de tous ces enfants avec leurs pancartes  
peintes à la main – que leur entêtement fléchit.

## *Comment saboter un pipeline*

De nouveaux politiciens sont élus, issus notamment des partis verts en Europe, qui respectent leurs promesses de campagne. La base maintient sa pression. Des moratoires sur les nouvelles infrastructures de combustibles fossiles sont institués. L'Allemagne décide d'arrêter progressivement la production de charbon, les Pays-Bas font de même pour le gaz, la Norvège pour le pétrole, les États-Unis pour tous ces combustibles; des lois et une planification sont mises en place pour réduire les émissions d'au moins 10 pour cent par an; la part des énergies renouvelables et des transports publics est augmentée en proportion, les régimes à base végétale sont encouragés, une interdiction générale des combustibles fossiles en préparation. Il faut donner au mouvement la chance de mener ce scénario à terme.

Mais imaginons maintenant que d'ici quelques années, les enfants de la génération Thunberg et nous tous nous réveillions un matin en constatant que le *business-as-usual* est toujours là, malgré toutes les grèves, la science, les appels, les millions de personnes dans les rues avec leurs tenues colorées et leurs drapeaux – rien d'impensable. Imaginons les engrenages graisseux tournant plus vite que jamais. Qu'est-ce qu'on fait maintenant? On se dit qu'on a fait ce qu'on a pu avec ce qu'on avait, et qu'on a échoué? On en conclut qu'on n'a plus qu'à apprendre à mourir – une proposition déjà défendue par certains, nous y reviendrons



et à se laisser glisser dans le cratère vers trois, quatre, huit degrés de réchauffement? Ou bien y a-t-il un autre stade, au-delà de la manifestation pacifique?

★

Pendant ce temps, dans l'économie capitaliste mondiale réelle, parallèlement à la houle du mouvement pour le climat, l'argent affluait vers de toutes nouvelles cheminées. En mai 2019, quelques semaines après le « soulèvement du printemps » d'XR à Londres, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a publié son rapport annuel sur les tendances d'investissement dans l'énergie<sup>17</sup>. Les capitalistes savaient sur quelles sources miser. Les deux tiers des capitaux placés dans les projets de production d'énergie en 2018 sont allés dans le pétrole, le gaz et le charbon – entendez, à de *nouveaux* équipements d'extraction et de combustion de ces combustibles, en plus de ceux qui recouvraient déjà toute la planète – contre moins d'un tiers à l'éolien et au solaire. La part des énergies renouvelables ne montrait pas de signes de croissance. De fait, l'investissement mondial dans ce secteur diminuait de 1 pour cent (indépendamment de la baisse des prix). L'investissement dans le charbon, en revanche, progressait pour la première fois depuis 2012, de 2 pour cent – entendez, non seulement

## *Comment saboter un pipeline*

l'investissement dans de nouvelles sources d'approvisionnement en charbon se poursuivait, mais il *augmentait*, quoique pas aussi rapidement que pour le gaz et le pétrole. Pour la troisième année consécutive, la quantité d'argent se déversant sur le secteur pétrolier et gazier « amont » (c'est-à-dire sur l'infrastructure pour sortir ces combustibles du sol) a augmenté de 6 pour cent – par rapport à l'année précédente, 6 pour cent de capital *en plus* a sombré dans de nouvelles foreuses, de nouveaux puits, de nouvelles plateformes ; les prévisions annonçaient un bond de 18 pour cent des investissements dans la seule exploration pour 2019. Le feu se rallumait de lui-même.

L'AIE entrevoyait des trésors miroitants à l'horizon : ExxonMobil attendait de ses nouveaux champs en eau profonde au large du Brésil et de la Guyane un profit supérieur à 30 pour cent. Comme toujours, la situation financière du secteur restait excellente. Le boom gazier se poursuivait, exigeant la construction « de nouveaux pipelines. Le Texas avec son prolifique bassin permien [était] l'épicentre du développement de nouveaux pipelines », mais sur d'autres continents aussi, les serpents d'acier se frayaient un chemin parmi les herbes, leur haleine inflammable prête à toucher, par exemple, la Suède. À l'horizon de l'accumulation continue du capital, aucun signe d'une transition des combustibles fossiles à l'énergie renouvelable (bien que celle-ci soit désormais

« systématiquement moins chère<sup>18</sup> », comme le notait *Forbes*, la feuille de chou des milliardaires). L'AIE avait suffisamment de délicatesse pour noter « une divergence croissante entre les tendances actuelles et l'itinéraire à suivre pour atteindre » les objectifs d'un réchauffement mondial de 1,5 ou 2 °C maximum<sup>19</sup>. Autrement dit, l'économie capitaliste mondiale opérait en totale déconnexion avec la perception et la théorie scientifique d'une planète en feu, sans même parler des aspirations à la refroidir. La déconnexion ne faisait que s'accroître.

À l'occasion du « soulèvement d'automne » d'XR, le *Guardian* a publié une série de révélations sur la quantité de combustible fossile que le capital s'apprêtait à brûler. Les 50 plus grosses compagnies pétrolières mondiales s'apprêtaient à déverser toujours plus de combustible sur les marchés, les plus agressives étant Shell et ExxonMobil, qui entendaient augmenter leur production de 38 et 35 pour cent respectivement d'ici 2030; un peu en dessous, BP prévoyait une hausse de 20 pour cent, Total de 12 pour cent<sup>20</sup>. Ces circuits d'accumulation étaient étroitement liés au capital financier : comme le *Guardian* l'a également révélé, les trois premiers gestionnaires d'actifs mondiaux, qui géraient à eux trois un capital d'une valeur supérieure au PIB de la Chine, continuaient à investir dans le pétrole, le gaz et le charbon à un rythme accéléré<sup>21</sup>. Rien ne pouvait être plus contraire aux

## *Comment saboter un pipeline*

recommandations de la science et aux besoins des gens et de la planète.

Ce n'étaient pas là des tendances passagères de la fin des années 2010. À l'automne 2019, une équipe de scientifiques de Californie et de Pékin dirigée par Dan Tong a publié dans *Nature* une vaste enquête sur l'investissement mondial dans ce secteur, en commençant par rappeler comme il se doit l'ambition officielle de rester en deçà d'1,5 ou 2 °C de réchauffement. « Pourtant, ces dernières décennies ont vu une expansion sans précédent de l'infrastructure énergétique fondée sur les combustibles fossiles, dont la longévité est attestée dans l'histoire », notaient-ils, avant de souligner la remarquable « jeunesse des unités génératrices à base fossile dans le monde »<sup>22</sup>, pas moins de 49 pour cent de la capacité d'exploitation actuelle ayant été mise en service *après* 2004, l'année de la COP10. Tout au long de ses différentes vagues, le mouvement pour le climat n'a pas entamé la progression inexorable de ces courbes. Dans l'ensemble, il n'est pas entré en contact physique avec l'adversaire – en premier lieu, bien sûr, parce que les États qui se tiennent entre les deux ont protégé le capital fossile et ont veillé à le pourvoir de tout le nécessaire à sa reproduction. Mieux encore : capitalistes privés et États capitalistes sont souvent impossibles à distinguer, ceux-ci se comportant et investissant en tout point comme ceux-là.

Brique après brique, les cheminées se bâtissent donc d'elles-mêmes. Une fois qu'un investisseur a construit une centrale à charbon, un pipeline ou tout autre équipement de ce genre, il n'a pas du tout envie de les démanteler. Une démolition à peine la construction achevée serait un désastre financier. Il faut beaucoup de capital pour commencer à tirer de l'or noir d'un champ en eau profonde, il faut du temps pour amortir les investissements initiaux et quand les profits commencent à jaillir, le seul intérêt du propriétaire est de maintenir la pompe en activité *le plus longtemps possible*. Le démantèlement n'est pas impossible ; simplement, il entraînerait des pertes. Il reviendrait à liquider du capital fossile. Pour cette raison, une raison économique et non technique, une unité de production d'énergie à partir de combustibles fossiles a une durée de vie escomptée d'une quarantaine d'années. Du point de vue de l'investisseur, il est préférable qu'une centrale ou un pipeline construit en 2020 soit toujours en fonction en 2060<sup>23</sup>. Swedegas a prévu d'acheminer du gaz en Suède depuis les terminaux actuellement en construction jusqu'à cette date. Les centrales électriques à charbon tournent parfois plus longtemps encore, jusqu'à soixante ans et au-delà ; le premier exportateur mondial de charbon, l'Australie, continue à ouvrir des mines pour alimenter des centrales flambant neuves en Inde et ailleurs, notamment la mine géante d'Adani dans le Queensland – en attendant la mine quatre fois plus

## *Comment saboter un pipeline*

grande d'une autre compagnie<sup>24</sup>. La planète est couverte de projets de ce genre. Les scientifiques peuvent donc calculer les « émissions engagées », c'est-à-dire les émissions de CO<sub>2</sub> à venir si l'infrastructure fonctionne tout au long de sa durée de vie escomptée. Plus on place de capital dans ce secteur, plus on engage des émissions (et plus on a intérêt à défendre le *business-as-usual*, et plus on tire de profit des combustibles fossiles, et plus on a d'argent à réinvestir...).

À combien s'élèvent-elles exactement? Tong et ses collègues ont estimé que les émissions engagées par les centrales électriques déjà en fonctionnement – sans compter l'extraction, le transport, la déforestation – suffiraient à mener le monde au-delà de 1,5 °C de réchauffement. Si on inclut les centrales *en projet*, elles épuiserait pratiquement le budget du carbone qui peut être libéré en laissant au monde une chance de rester en deçà de 2 °C. Une autre étude de 2018 concluait que les émissions engagées par les centrales en fonctionnement dépasseraient la limite des deux objectifs de température, tandis que les centrales à différents stades du processus de planification et de construction ajouteraient la même quantité d'engagements<sup>25</sup>. Une autre encore, que l'infrastructure liée au charbon existante ou envisagée suffirait à elle seule à exploser le budget des 2 °C<sup>26</sup>. Quelque chose de cet ordre est sur le feu, comme dit l'expression.

Comment les capitalistes peuvent-ils continuer ainsi ? « Les investissements actuels », observe cette dernière étude sur le charbon, peuvent apparaître « comme une indication que les investisseurs ne croient pas à une future politique pour le climat ou qu'ils font confiance à leur propre pouvoir de lobbying<sup>27</sup> ». Ils sont toujours convaincus que le monde leur appartient. Un capital fixe d'un tel volume est en principe soumis à des risques et sensible aux anticipations de « contexte politique<sup>28</sup> ». Il serait imprudent de se lancer dans des investissements aussi massifs si les fluctuations et les évolutions de l'économie les menaçaient d'une dévaluation prématurée, voire d'une liquidation, mais ces capitalistes ne voient aucun boulet de démolition arriver dans leur direction. Ils pensent qu'ils n'ont rien à craindre.

\*

Une bonne partie du mouvement pour le climat et la plupart de ses intellectuels frémiraient à la seule idée d'un au-delà de la non-violence absolue, une doctrine particulière s'étant imposée en son sein : le pacifisme. Il en existe deux formes<sup>29</sup>. Le pacifisme moral considère que commettre des actes de violence est toujours mauvais. Cette position a de drôles de conséquences. En août 2019, un jeune homme a fait son entrée dans la salle

### *Comment saboter un pipeline*

d'audience du tribunal d'Oslo, la capitale norvégienne, avec de larges ecchymoses violacées qui formaient comme un masque de ski autour de ses yeux et des griffures sur tout le visage, les blessures descendant jusque dans le cou, signes bien reconnaissables d'un sévère passage à tabac. La veille, il était entré dans une mosquée avec deux fusils de chasse et un pistolet et s'était mis à tirer dans la salle de prière. Inspiré par les récents massacres à la mosquée de Christchurch (51 morts) et dans un centre commercial d'El Paso (22 morts), il avait l'intention de tuer un maximum de fidèles – incarnations d'une menace supposée pour la race blanche – mais à peine avait-il commencé à tirer qu'un homme de 65 ans, Mohammed Rafiq, vêtu d'un salwar kameez et arborant une grande barbe blanche, s'est élancé sur l'assaillant. Rafiq l'a jeté à terre, il a lutté corps à corps avec lui, paré les tentatives du jeune homme de lui arracher les yeux et lancé ses armes loin de lui avant de l'immobiliser par une prise d'étranglement jusqu'à l'arrivée de la police.

Le massacre n'a pas eu lieu<sup>30</sup>. Mais manifestement, Rafiq a fait usage d'un degré de violence contre autrui considérable au cours de la confrontation, ce qui devrait le faire tomber en disgrâce : pour un pacifiste moral, Rafiq n'aurait pas dû recourir à de tels moyens. Le pacifisme moral prétend avoir le plus grand respect pour la vie et détester son interruption violente mais un acte qui



saue des vies et réduit la violence, lui, est inacceptable s'il implique l'usage actif de la force physique. Cela paraît intenable<sup>31</sup>. Et cela semble aussi revenir à céder a priori devant les pires formes de mal : ce sont précisément les plus résolus à faire le plus de victimes innocentes possible – les auteurs de tueries de masse fascistes, par exemple – qui seront les moins réceptifs à une opposition docile et non violente. De fait, les préceptes du pacifisme ont souvent fait l'effet d'exhortations à *capituler* devant la souffrance et l'atrocité.

Un pacifiste moral peut répondre à ce type d'objections en reconnaissant que, « certes, une part de violence doit être acceptée dans certains cas » – en quoi le pacifiste, bien sûr, cesse d'être un pacifiste et devient comme tout le monde. À part les fascistes susmentionnés, très peu de gens pensent que la violence et la guerre sont bonnes en soi ; presque tout le monde s'accorde à les considérer comme des choses en principe mauvaises qui ne peuvent se justifier que dans certains cas, avant de se disputer sur les cas en question et ce qu'ils ont en commun. Une position éthique comme le pacifisme « éthique » ou « contingent » n'existe pas<sup>32</sup>. Un pacifiste qui fait des exceptions est un théoricien de la guerre juste. Mais un pacifiste moral a une autre réponse à sa disposition : laisser le mal nous échoir sans s'efforcer de le terrasser à une valeur en soi. Les pacifistes moraux ont une façon de se prémunir contre des objections banales

### *Comment saboter un pipeline*

comme « Et si c'était votre enfant ? » ou « Et la Seconde Guerre mondiale ? » en se repliant dans le mystère. En termes directs ou vagues, ils valorisent l'abnégation, la crucifixion ou quelque autre sacrifice prôné par la foi religieuse – ou, plutôt, par une interprétation particulière d'une telle foi. Selon ce point de vue, Mohammed Rafiq aurait fait preuve d'une vertu supérieure en restant assis par terre quand le meurtrier a fait irruption dans la salle de prière.

On trouve des traces de pacifisme moral dans les enseignements de Bill McKibben. Si la première vague du mouvement pour le climat n'avait pas de chef de file ou de figure emblématique, la deuxième a eu Bill McKibben, organisateur infatigable, orateur galvanisant, auteur prolifique de plus d'une dizaine d'essais, d'un roman, d'une autobiographie et d'innombrables éditoriaux. Intellectuel organique et bâtisseur de campagnes populaires, il a été l'un des animateurs des actions contre Keystone XL, des campagnes de désinvestissement et de 350.org, réseau mondial très actif tout au long des deuxième et troisième vagues ; à la fin de la deuxième, il a été désigné comme la « principale figure mondiale du mouvement pour le climat<sup>33</sup> ».

Selon l'interprétation qu'en donne McKibben, « il y a une vision spirituelle au cœur » de la non-violence. Cette vision correspond à « l'idée

de tendre l'autre joue, d'*endosser la souffrance imméritée*<sup>34</sup> », cette dernière formule étant une de ses images favorites, empruntée à Martin Luther King. Selon l'apophtegme du révérend, « la souffrance imméritée est rédemptrice<sup>35</sup> ». Pour qui n'est pas disciple de cette théologie, l'idée peut être difficile à saisir. Pourquoi serait-il noble de se soumettre à une souffrance qu'on ne mérite pas ? L'opposition au mal semble ici se retourner en une jubilation mystique à le subir, comme une sorte de chute d'eau baptismale. Mais surtout : comment peut-on en faire un principe pour combattre les injustices de la catastrophe climatique ? Si McKibben voulait endosser une souffrance imméritée, il pouvait toujours demander la citoyenneté à la Dominique, créer sa bananeraie et attendre le prochain ouragan. S'il souhaitait la rédemption par la souffrance immé-ritée pour d'autres que lui-même – attitude sans doute plus généreuse –, alors il serait assurément plus productif de laisser le réchauffement mondial suivre son cours. McKibben ne tire pas ces conclu-sions, bien sûr, ce qui est tout à son honneur, mais la sacralisation de la souffrance imméritée semble une assise bancal, à tout le moins, pour cette lutte. La souffrance imméritée des victimes n'est-elle pas précisément ce qu'il y a de plus répu-gnant moralement dans la crise actuelle ? Dans ce cas pourquoi faudrait-il y aspirer ?

### *Comment saboter un pipeline*

Pour couper aux antinomies du pacifisme moral, il reste l'autre forme de pacifisme : sa version stratégique<sup>36</sup>. Le pacifisme stratégique pose que la violence commise par les mouvements sociaux les éloigne systématiquement de leur objectif. Recourir à des méthodes violentes n'est pas tant mauvais qu'impolitique, inefficace, contre-productif – en bref, de la mauvaise stratégie ; si la non-violence est sanctifiée, c'est moins comme une vertu que comme un moyen supérieur. Bien qu'issue de sa version morale, dont elle tire une certaine valeur, c'est la doctrine stratégique qui a monopolisé l'imaginaire du mouvement. McKibben préfère désormais parler de non-violence en termes pratiques, comme d'une « technologie » ou d'une « technique », la plus grande « innovation » du xx<sup>e</sup> siècle ; tendre l'autre joue est avant tout « le bon choix tactique<sup>37</sup> ». Mais c'est XR qui a codifié le plus rigoureusement ce principe. Selon son propre récit des origines, la Rébellion est née dans une bibliothèque du Royaume-Uni. Paniqué par le dérèglement brutal, un petit groupe était venu y chercher une stratégie viable pour changer l'attitude des pouvoirs en place, et il est tombé sur « le modèle de la résistance civile ». Dans le vade-mecum officiel d'Extinction Rebellion, Roger Hallam, son cofondateur et idéologue, formule ainsi le credo :

Il y a deux types de déstabilisation : la déstabilisation violente et la déstabilisation non-violente. La violence est une méthode traditionnelle. Elle est excellente pour attirer l'attention et créer chaos et déstabilisation mais elle est souvent désastreuse dès lors qu'il s'agit de créer un changement progressiste. La violence détruit la démocratie et les rapports avec les adversaires qui sont vitaux pour créer des issues pacifiques au conflit social. La science sociale est formelle sur ce point : la violence n'optimise pas les chances d'issues progressistes victorieuses. De fait, elle mène presque toujours au fascisme et à l'autoritarisme. La seule solution est donc la non-violence<sup>38</sup>.

Tout comme il y a un consensus scientifique autour du fait que le réchauffement climatique est le produit des actions humaines, la somme de la science sociale et de l'histoire – « toutes les études » – nous le dit clairement : « par la non-violence, vous avez plus de chances de réussir ». Il s'ensuit que la mobilisation populaire contre l'extinction imminente « doit rester non violente. Dès que vous laissez une place à la violence, vous détruisez la base de diversité et de collectivité sur laquelle toutes les mobilisations de masse victorieuses se fondent. » La pleine acceptation de ce commandement est « la règle numéro un pour tous les participants ».

## *Comment saboter un pipeline*

Les rebelles sont enjoins de tendre des fleurs aux policiers. McKibben, de son côté, s'inquiète des brèches dans la discipline qui pourraient amener des « aventuriers » à gâcher le mouvement : seuls la pureté et le monopole de la non-violence lui donnent une bonne chance de gagner<sup>39</sup>.

Ce pacifisme stratégique est déduit d'une lecture particulière, non de la foi, mais de l'histoire. Le mouvement pour le climat dans les pays du Nord scintille de références à des luttes passées. Une chercheuse a noté le « renouveau de comparaisons<sup>40</sup> » qui marque sa vision, un vif regain d'intérêt pour les précédents historiques – des victoires remportées contre toute attente, des maux terribles soudainement abolis – susceptibles de nous délivrer de l'apathie. Si ces gens ont pu l'emporter, dit le raisonnement, nous le pouvons aussi. S'ils ont changé le monde par tous les moyens autres que la violence, ainsi sauverons-nous le monde. L'analogie est devenue la forme primordiale d'argumentation et la principale source de pensée stratégique, notamment chez XR, une organisation qui présente la rare particularité de se définir comme le produit de la recherche historique. Notez que l'argument n'est pas que la violence serait une mauvaise chose en ce moment précis – parce que le niveau de la lutte de classe est si faible dans les pays du Nord que des actions aventuristes ne feraient que se retourner contre elle en l'étouffant davantage encore,

par exemple – ni qu'elle ne serait indiquée que dans des conditions de répression brutale. Non, le pacifisme stratégique analogiste considère que la violence est une mauvaise chose quel que soit le contexte, puisque c'est ce que prouve l'histoire. Le succès appartient aux pacifistes.

La liste des analogies commence avec l'esclavage<sup>41</sup>. Si les abolitionnistes ont pu renverser cette institution infâme, si longtemps tenue pour une composante naturelle des économies modernes, grâce à des boycotts, des grands rassemblements et des dénonciations vibrantes de l'iniquité, nous allons faire de même ; comme nous, ils ont d'abord été considérés comme des cinglés et des extrémistes d'une impatience insensée jusqu'à ce que la justice prenne le dessus. Ici, morale et stratégie se confondent. L'abolition est conçue comme un reparamétrage des codes éthiques – l'esclavage est passé du statut de fondement à celui d'abomination et les combustibles fossiles suivront le même chemin – et les abolitionnistes sont armés de la force morale. Ou, comme un professeur d'Oxford très impressionné par XR et Greta Thunberg l'écrivait en 2019, soulignant l'analogie : « Le mouvement anti-esclavage n'a décollé que quand les Blancs d'Europe et d'Amérique ont commencé à voir les gens d'origine africaine non comme des biens mais comme des gens<sup>42</sup>. »

Ensuite, il y a les suffragettes<sup>43</sup>. Elles ont obtenu le droit de vote pour les femmes par la

## *Comment saboter un pipeline*

désobéissance civile non violente. XR se réclamait de leur modèle ; après avoir bloqué le centre de Londres en avril 2019, les Rebelles ont gagné le surnom de « *new suffragettes* ». L'un de ceux qui ont le plus désiré leur propre arrestation<sup>44</sup>, George Monbiot, invoquait les suffragettes comme un exemple instructif qu'XR a tiré de l'histoire pour l'appliquer à la « plus grande catastrophe à laquelle l'humanité ait jamais été confrontée ». Cependant, le plus noble et le plus habile de tous les pacifistes était Gandhi. Après avoir relu l'histoire du xx<sup>e</sup> siècle, McKibben a conclu que le mahatma était *la* figure de cet âge qui pouvait encore nous parler : « Je crois que la seule politique prometteuse à laquelle je peux penser est celle de Gandhi<sup>45</sup>. » Le mahatma n'a pas seulement chassé les Britanniques d'Inde mais à lui seul, il a lancé l'attaque « contre la légitimité du colonialisme dans le monde entier », et s'il a pu accomplir tout cela avec son *ahimsa*, nous avons là un modèle pour notre temps. Gandhi a été l'Einstein de la non-violence, « notre scientifique de l'esprit humain, notre ingénieur du courage politique<sup>46</sup> » ; McKibben a raconté comment il a décidé de se retrousser les manches pour affronter la crise climatique de retour d'un voyage en Inde au début de ce siècle, avec « Gandhi à l'esprit ». En 2019, le nom du mahatma flottait encore au-dessus des places et des carrefours de Londres et d'autres villes d'Europe. N'oublions pas, enfin, le mouvement des droits



civiques – sans doute l’analogie la plus immédiate, la mémoire des boycotts de bus et des sit-in dans les restaurants étant toujours vive, la tradition intacte, la panoplie de tactiques familière et populaire<sup>47</sup>.

Il y a encore la victoire sur l’apartheid, une analogie particulièrement prisée dans la campagne pour le désinvestissement. « Tout comme l’apartheid était la question morale » de la fin du xx<sup>e</sup> siècle, « le changement climatique est la question morale de notre temps<sup>48</sup> », a dit McKibben dans une allusion aux périphéries non blanches de notre monde, et « le même type de tactique est nécessaire pour y faire face<sup>49</sup> ». L’industrie du combustible fossile sera vaincue comme l’a été l’apartheid. Et il y a enfin, précisément à l’époque de la libération de Nelson Mandela, la révolte contre le projet de *poll tax* de Margaret Thatcher – le vade-mecum d’XR y consacre un chapitre entier : des gens ordinaires qui écrivent des lettres, refusent de payer leurs impôts, se portent volontaires pour être emprisonnés –, puis la chute de Slobodan Milosevic et celle de Hosni Moubarak, autant d’exemples qui nous lèguent leur morale de stricte non-violence comme voie royale de la stabilisation du climat, autant d’appuis pour ce pacifisme stratégique parfaitement hégémonique dans le mouvement. Que faut-il penser d’un tel récit ?

\*

### *Comment saboter un pipeline*

Un examen complet de la question nous ferait sortir du cadre de ce texte. Mais il n'est sans doute pas inutile de jeter un coup d'œil aux différents épisodes historiques qui constituent le canon. L'esclavage n'a pas été aboli par des Blancs consciencieux qui auraient démonté l'institution en douceur<sup>50</sup>. L'impulsion est venue, bien sûr, des Africains asservis eux-mêmes, et ils avaient rarement le choix de la désobéissance civile non violente ; organiser un sit-in sur la plantation ou boycotter la nourriture apportée par le maître ne pouvait que précipiter leur mort. De la reine Nanny à Nat Turner, l'action collective contre l'esclavage a inévitablement pris la forme de la résistance violente. La première grande émancipation d'esclaves a eu lieu pendant la révolution haïtienne – et pas vraiment sans effusions de sang. Comme certains s'en souviennent, c'est une guerre civile qui a mis fin à l'esclavage aux États-Unis, une guerre dont le bilan humain demeure proche du total des morts dans tous les autres conflits militaires auxquels le pays s'est trouvé mêlé depuis. S'il y a un abolitionniste blanc qui a aidé à précipiter cette épreuve de force, c'est bien John Brown, avec ses incursions armées contre les plantations et les dépôts d'armes. « Parlez ! Parlez ! Parlez ! » s'est-il exclamé lors d'une énième assemblée d'une société abolitionniste pacifiste – « ça ne libérera jamais les esclaves ! Ce qu'il faut c'est agir – agir. »

L'esclavage aurait-il pris fin sans la riposte des esclaves et de leurs alliés ? La tentative la plus ambitieuse de minimiser l'effet des révoltes d'esclaves, celle de l'historien portugais João Pedro Marques, a essuyé un feu nourri de critiques de la part des autres spécialistes du sujet. Robin Blackburn, notamment, a répliqué que l'idée même de l'immoralité de l'esclavage – une chose mauvaise pour les esclaves, alors que leurs propriétaires voulaient les dépeindre comme heureux et dociles – s'était imposée à la suite des actes de rébellion violente. Même les plus pacifistes des Quakers invoquaient les révoltes comme une preuve des horreurs de cette institution. « Il y a eu un caractère cumulatif dans l'antiesclavagisme à l'"ère de l'abolition"<sup>51</sup> », écrit Blackburn : une vague de malaise et d'exaspération qui n'a cessé de monter, née des secousses sur les plantations. Certes, parmi une multitude d'autres facteurs, les efforts des pétitionnaires, des manifestants, des législateurs et des vendeurs de médaillons ont contribué à mettre fin à l'esclavage, mais limiter le processus de l'abolition à leurs efforts – ou même en faire le nerf de l'histoire – est à peu près aussi exact que la croyance au yoga comme seule voie du bonheur humain.

Le cas des suffragettes est instructif. Leur tactique de prédilection était la destruction de biens. En 1903, après des décennies de pressions patientes sur le Parlement pour obtenir le droit

### *Comment saboter un pipeline*

de vote sans le moindre résultat, sous le slogan « Des actes, pas des paroles », naissait l'Union sociale et politique des femmes (*Women's Social and Political Union*, WSPU). Cinq ans après, deux membres du WSPU ont mené la première action militante : casser les vitres de la résidence du Premier ministre. L'une d'elles a alors déclaré à la police que la prochaine fois, elle reviendrait avec une bombe. Fatiguées de voir leurs délégations méprisées au Parlement, les suffragettes se sont rapidement spécialisées dans « l'argument de la vitre cassée », envoyant des centaines de dames bien mises dans les rues pour briser toutes les vitrines sur leur passage. Lors de la volée la plus intense, en mars 1912, Emmeline Pankhurst et ses troupes ont paralysé une grande partie du centre de Londres en fracassant les vitrines des bijoutiers, des orfèvres, du magasin de jouets Hamleys et de dizaines d'autres boutiques. Elles mettaient aussi le feu aux boîtes aux lettres dans toute la capitale. Les Londoniens choqués voyaient ces colonnes bourrées de papier s'enflammer au passage d'une militante qui y avait déposé un paquet imbibé de pétrole avant de craquer une allumette<sup>52</sup>. Le modèle de la résistance civile ? On est plus proche des méthodes imaginées par Lanchester.

L'action militante était au cœur de l'identité suffragette : « L'action militante sous une forme ou une autre est une obligation morale », professait Pankhurst. « C'est le devoir de chaque femme

envers sa propre conscience, envers les femmes qui ont moins de chance qu'elle et envers toutes celles qui viendront après elle<sup>53</sup>. » Le portrait complet que Diane Atkinson a brossé récemment du mouvement, *Rise Up, Women!*, tourne vite à l'inventaire encyclopédique d'actions militantes : faire sortir le Premier ministre de sa voiture et l'asperger de poivre, jeter une pierre contre l'imposte du perron de Winston Churchill, s'attaquer à des statues et des peintures au marteau et à la hache, poser des bombes sur le trajet des visites royales, se battre contre des policiers avec des bâtons, charger des hommes politiques hostiles avec des fouets pour chiens, casser les vitres des cellules des prisons. Loin d'exclure la mobilisation de masse, ces actions allaient de pair avec elle. Les suffragettes organisaient des rassemblements gigantesques, elles publiaient leurs propres journaux, se mettaient en grève de la faim : tout l'éventail de l'action militante violente ou non.

Quand l'espoir d'obtenir le droit de vote par des moyens constitutionnels a été douché une fois de plus début 1913, le mouvement est passé au stade supérieur. Dans une campagne systématique d'incendies, les suffragettes ont mis le feu à des villas, des pavillons de thé, des abris à bateaux, des hôtels, des meules de foin, des églises, des bureaux de poste, des aqueducs, des théâtres et toutes sortes d'autres cibles dans tout le pays<sup>54</sup>. En l'espace d'un an et demi, le WSPU a revendiqué

### *Comment saboter un pipeline*

337 de ces attaques. Peu de coupables ont été appréhendés. Il n'y a pas eu une seule victime ; seuls des bâtiments vides étaient incendiés. Les suffragettes faisaient bien attention à ne pas faire de blessés. Mais elles jugeaient la situation suffisamment urgente pour justifier l'incendiarisme – le droit de vote des femmes, expliquait Pankhurst, était d'une telle importance qu'elles devaient « discréditer le gouvernement et le Parlement aux yeux du monde ; [...] gâcher les sports anglais, nuire aux commerces, détruire les biens de valeur, démoraliser le grand monde, faire honte aux églises, bouleverser tout le cours ordonné de la vie<sup>55</sup> ». Certaines attaques n'ont sans doute pas été revendiquées. Un historien soupçonne ainsi les suffragettes d'être derrière l'un des incendies les plus spectaculaires de la période : celui d'un quai charbonnier à Tyneside, au cours duquel les équipements pour charger le charbon ont été totalement dévastés<sup>56</sup>. En revanche, elles ont bel et bien revendiqué l'incendie de plusieurs automobiles et d'un yacht à vapeur.

L'incongruité du modèle gandhien s'apprécie sous un autre angle. Quiconque voit dans le mahatma un parangon devrait jeter un œil à la magistrale biographie que lui a consacrée Kathryn Tidrick. Quand il vivait en Afrique du Sud, ses maîtres britanniques sont partis en guerre contre les Boers – et il les a suppliés de l'enrôler ainsi que ses compagnons indiens<sup>57</sup>. Quelques années

plus tard, les Britanniques sont repartis parader dans les provinces, contre les Zoulous cette fois qui s'étaient rebellés contre des impôts oppressifs et ont dû être fouettés et exécutés en masse jusqu'à ce qu'ils se soumettent – là encore, Gandhi a demandé à servir. À son grand regret, il n'a été pris que comme brancardier et infirmier dans les deux cas mais dans son *Autobiographie*, il revendiquait sa part de gloire martiale en soutenant que le corps médical était aussi indispensable à la guerre que les combattants au front. « Gandhi est célèbre pour avoir toujours résisté à l'usage de la violence<sup>58</sup> », comme le veut la présentation habituelle, ici sous la plume d'un autre auteur qui pense que le mouvement pour le climat devrait prendre exemple sur le mahatma. Vraiment ? Peut-être les épisodes boers et zoulous étaient-ils des errements de jeunesse ?

La Première Guerre mondiale avait à peine éclaté que Gandhi proposait de se livrer ainsi que tous les Indiens dont il pouvait disposer à l'Empire. Début 1918, quand d'autres mouvements étaient occupés à mettre fin à la boucherie, à pousser les soldats à la désertion et à se retourner contre leurs généraux, Gandhi a jugé qu'il fallait envoyer plus d'Indiens dans les tranchées. « Si je devenais votre recruteur en chef, les hommes pleuvraient sur vous<sup>59</sup> », flattait-il le vice-roi, promettant encore un million d'hommes en plus du million d'Indiens déjà enrégimentés ou enterrés, fouillant de fond

## *Comment saboter un pipeline*

en comble les campagnes indiennes en quête de volontaires enthousiastes (peu se sont présentés, un revers qu'il a vécu comme une profonde humiliation). Avec ces campagnes de recrutement, le mahatma suivait bien une sorte de logique. Tant que les Indiens passaient pour efféminés et faibles, les Britanniques ne les traiteraient pas comme des égaux et ne leur accorderaient pas l'indépendance; pour regagner leur virilité et leur force, ils devaient devenir des frères d'armes. La stratégie de libération nationale de Gandhi n'a jamais admis la violence à l'encontre des Britanniques – c'est parfaitement exact –, elle intégrait bien en revanche la violence à leurs côtés.

Gandhi condamnait en effet vigoureusement la violence populaire contre l'occupation britannique qui semblait accompagner les actions de masse aussi infailliblement qu'une expiration succède à une longue inspiration<sup>60</sup>. Il organisait des campagnes de *satyagraha*, incitait les Indiens à la non-coopération et à la désobéissance massive – et il apprenait que les foules sabotaient les systèmes de transport, coupaient les fils télégraphiques, incendiaient des boutiques, prenaient d'assaut les postes de police et attaquaient les gendarmeries. Il en était sidéré et furieux chaque fois. Il désapprouvait tout autant la résistance antifasciste. En novembre 1938, dans les jours qui ont suivi la Nuit de cristal, le mahatma a publié une lettre ouverte aux Juifs d'Allemagne dans laquelle



il les exhortait à s'en tenir aux principes de la non-violence et de savourer ses résultats. « La souffrance volontairement subie leur apportera de la force intérieure et de la joie. » En cas de guerre, Hitler pouvait se livrer à « un massacre général des Juifs », mais « si l'esprit juif pouvait être préparé à la souffrance volontaire, même le massacre [...] imaginé pou[v]ait devenir un jour d'action de grâces », car « à qui craint Dieu, la mort ne fait pas peur. C'est un sommeil joyeux<sup>61</sup> ». Face aux critiques, Gandhi a dû clarifier ses commentaires et il a ajouté de nouveaux arguments – les Juifs n'avaient jamais maîtrisé l'art de la non-violence; si seulement ils pouvaient accepter leur souffrance avec courage, même « le cœur allemand le plus insensible fondrait » – et d'ailleurs : « je plaide pour toujours plus de souffrance jusqu'à ce que cette fusion devienne visible à l'œil nu<sup>62</sup> » (janvier 1939). Quoi qu'il en soit, « la méthode de la violence ne donne pas de meilleure garantie que celle de la non-violence. Elle donne infiniment moins ».

Au cours de sa vie, la ligne politique de Gandhi a énormément fluctué, la seule constante étant sa vision de lui-même comme « sauveur prédestiné et potentiellement divin du monde<sup>63</sup> », ainsi que le résume Tidrick. Le fait que cet homme puisse apparaître comme une icône du mouvement pour le climat – voire « notre scientifique de l'esprit humain » – en dit long sur l'ampleur de

## *Comment saboter un pipeline*

la régression de la conscience politique au cours du passage du xx<sup>e</sup> au xxi<sup>e</sup> siècle. Si le mouvement a besoin d'un guide venu du passé, il ferait tout aussi bien de choisir le Mahdi du Soudan, Nostradamus, Raspoutine ou Sabbataï Tsevi. Il va sans dire que les mobilisations de masse dirigées par le Congrès étaient impressionnantes à bien des égards et que la Marche du sel et le refus de la coopération avec les autorités britanniques resteront une source d'inspiration inépuisable. Mais attribuer l'indépendance à elles seules, c'est une fois encore regarder l'histoire d'un seul œil. La violence subalterne a jalonné la voie de l'Inde, de la révolte de 1857 à celle de 1946. Quand les Britanniques ont fini par plier bagage, c'est qu'une guerre mondiale était survenue entre-temps et avait épuisé l'Empire : ce sont les années où la décolonisation a déferlé sur la planète. Faire du *satyagraha* la clé de ce processus ne sert que les désirs et les préjugés d'aujourd'hui. Comment l'Algérie s'est-elle libérée ? Et l'Angola ? La Guinée-Bissau ? Le Kenya ? Le Vietnam ? L'Irlande ?

Le mouvement des droits civiques est un meilleur exemple. Le boycott des bus de Montgomery, les sit-in dans les restaurants, l'offensive de Birmingham, les marches de Selma à Montgomery et autres actions non violentes ont bel et bien triomphé de la ségrégation dans le Sud, en indiquant aux Africains-Américains un moyen d'améliorer

leurs conditions de vie et en élevant irréversiblement leur niveau de conscience politique. En tant que tactiques visant des succès immédiats et une participation massive, ces actions étaient considérablement plus efficaces que ce que les discours réflexes de leurs détracteurs – notamment Malcolm X – voulaient bien le reconnaître. Elles marchaient même tellement bien qu'il fallait parfois les protéger avec des armes<sup>64</sup>. Dans *This Nonviolent Stuff'll Get You Killed*, Charles E. Cobb Jr., ancien responsable du Student Nonviolent Coordinating Committee (SNCC), raconte que le mouvement des droits civiques était flanqué d'une protection armée. Dans le Sud profond, les communautés africaines-américaines rurales avaient développé une longue tradition de défense armée contre les assauts meurtriers ; quand le mouvement a pris et commencé à porter ses fruits, il a fait face aux mêmes menaces. Membres du Ku Klux Klan et autres suprémacistes blancs encerclaient les bases du mouvement la nuit, assassinaient des militants, tendaient des embuscades au passage des marches et cherchaient à noyer dans le sang les premiers droits civiques tout juste acquis. L'enjeu était trop important pour que les communautés noires se laissent faire. Elles ont donc fait des stocks d'armes, réaménagé les bases du mouvement – « les maisons de la liberté » – pour les transformer en véritables fortifications, escorté les responsables du SNCC et du CORE,

## *Comment saboter un pipeline*

organisé des caravanes armées pour rejoindre et quitter les grands rassemblements. Les armes à la main, des Noirs repoussaient le Klan dans la nuit, surveillaient de loin les piquets de grève, accompagnaient les marches et les inscriptions sur les registres électoraux, non en opposition mais à l'unisson avec le mouvement des droits civiques. En général, les pacifistes convaincus du Nord s'adaptaient à ces réalités. Même le révérend. Lors d'une visite à Martin Luther King dans son presbytère peu après l'attentat à la bombe contre sa maison, un journaliste allait se laisser tomber dans un fauteuil lorsqu'il a remarqué deux pistolets chargés sur l'assise. « Pour ma propre défense », a expliqué King.

« Quelle est la meilleure façon de résister<sup>65</sup> ? » Pour Cobb, c'est la question que les Africains-Américains se posaient pendant les luttes pour les droits civiques. Si la désobéissance civile non violente a pris, c'est parce qu'elle marchait bien – mieux que d'autres voies possibles comme la guérilla contre l'État – et qu'elle était appréciée précisément comme une *tactique*, bien plus qu'un credo ou une doctrine. Avec une telle approche de la non-violence, les entorses étaient inévitables. La meilleure façon de résister dans certaines circonstances (sur un pont face à un cordon de police) n'était pas la meilleure dans d'autres (dans une maison encerclée par le Klan). « Dès le début », affirme Cobb, « la frontière entre autodéfense

armée et revendication non violente des droits civiques était floue », et elle l'est davantage encore dès lors qu'on élargit la perspective.

Le mouvement des droits civiques a progressé dans un dialogue vigoureux avec d'autres courants africains-américains. La cascade de lois promulguées pour garantir les droits des Noirs dans les années 1960 n'était pas entièrement de son fait, l'honneur partagé étant particulièrement évident pour le *Civil Rights Act* de 1964, clé de voûte de la nouvelle législation. Pourquoi le gouvernement fédéral a-t-il satisfait à ce moment les revendications que Martin Luther King et ses pairs portaient depuis si longtemps ? Le tournant avait été l'offensive de Birmingham en 1963. Quand les sit-in, *kneel-ins* et *jail-ins*<sup>86</sup> contre la ségrégation dans la ville ont valu à King d'atterrir en prison, les premières pierres et bouteilles ont commencé à voler. Après deux attentats à la bombe des suprémacistes blancs, les troubles ont viré à la première émeute urbaine noire de la période, avec des foules en mouvement attaquant les policiers et détruisant des biens ; pour la première fois, des troupes fédérales ont été envoyées pour juguler l'éruption. Depuis sa cellule, King pouvait désormais envoyer un avertissement : si les revendications de son mouvement n'étaient pas satisfaites, d'autres forces bien plus menaçantes surgiraient. Si la voie de la non-violence n'aboutissait pas, « des millions de Noirs, à force de frustration et de désespoir,

### *Comment saboter un pipeline*

chercher[aient] un remède et une protection dans des idéologies nationalistes noires » et « dans bien des rues du Sud, ruisselleraient des flots de sang<sup>67</sup> ». C'est bien ce scénario qui glaçait le sang de l'administration Kennedy. Des hommes qui avaient l'oreille du président ont commencé à le prévenir que s'il ne faisait pas de concessions majeures, l'ordre public risquait de s'effondrer. Faute de résultats rapides, « les Noirs vont incontestablement se tourner vers des dirigeants inexercés et peut-être moins responsables<sup>68</sup> » – notamment Malcolm X – et c'est face à ce spectre que le gouvernement a plié. Le mouvement des droits civiques a arraché la loi de 1964 *parce qu'il avait un flanc radical qui le faisait apparaître comme le moindre mal aux yeux du pouvoir d'État*.

Ce flanc était associé à la violence noire, éternel cauchemar de la psyché américaine blanche. Dans son ouvrage classique sur l'influence du flanc radical, *Black Radicals and the Civil Rights Mainstream, 1954-1970*, Herbert H. Haines récapitule la dialectique qu'il met en jeu : « L'action directe non violente a touché au cœur de puissants intérêts politiques parce qu'elle pouvait très aisément virer à la violence. Le résultat a été une action fédérale censée rendre toute nouvelle protestation inutile<sup>69</sup>. » Et bien sûr, Birmingham n'était que le commencement : quelques années après, les villes du Nord s'embrasaient – plus de mille commerces endommagés ou détruits à Newark

rien qu'en 1967 ; 313 émeutes dans le pays dans les huit premiers mois de 1968 – et là encore, le gouvernement s'est efforcé d'endiguer cette vague en jetant de nouvelles lois en pâture au mouvement des droits civiques, comme celle de 1968 interdisant la discrimination dans l'accès au logement, promulguée au milieu des hurlements des sirènes et du fracas des vitrines brisées. La destruction des biens était une perspective particulièrement alarmante. Si les villes brûlaient, « les compagnies de l'homme blanc devr[ai]ent en assumer les pertes<sup>70</sup> », soupirait un proche conseiller de Kennedy et Johnson. Au cours des années 1950 et 1960, le curseur de la modération s'est déplacé rapidement, les radicaux d'autrefois – les leaders des droits civiques qui poussaient à enfreindre la loi – finissant par apparaître raisonnables et mesurés. Auprès de la menace de révolution noire – le *Black Power*, le Black Panther Party, les mouvements de guérilla noirs – l'intégration semblait un prix à payer tolérable. Sans Malcolm X, il n'y aurait peut-être pas eu de Martin Luther King (et inversement).

La théorie de l'influence du flanc radical vaut bien au-delà de la lutte des Africains-Américains. L'histoire de la politique ouvrière dans l'Europe occidentale du xx<sup>e</sup> siècle pourrait être écrite sous ce jour. Le droit de vote, la journée de travail de huit heures, les rudiments d'État social : les progrès du mouvement ouvrier réformiste auraient

## *Comment saboter un pipeline*

été inconcevables sans son flanc gauche (et oriental). Comme l'écrit Verity Burgmann, « l'histoire de l'action des mouvements sociaux suggère que les réformes ont plus de chance d'être obtenues quand les militants mettent en œuvre des méthodes extrémistes, voire conflictuelles. Les mouvements sociaux obtiennent rarement tout ce qu'ils veulent, mais ils remportent des victoires partielles importantes<sup>71</sup> » quand ils disposent d'une aile, flanquant la dynamique du courant majoritaire, prête à faire exploser le statu quo.

Voilà qui peut donner à penser au mouvement pour le climat. Le fait que, à l'heure où j'écris ces lignes, il n'ait pas engendré la moindre émeute ou vague de destruction de biens serait interprété comme un témoignage de sa force pour les pacifistes stratégiques, preuve d'un accord avec leur idéal. Mais ne peut-on y voir aussi tout le contraire – une incapacité à gagner en profondeur sociale, à énoncer les antagonismes qui traversent cette crise et, surtout, à se munir d'un atout stratégique ? Ce mouvement a-t-il un flanc radical ? Greta Thunberg est peut-être la Rosa Parks du mouvement pour le climat, un parallèle souvent noté et une inspiration qu'elle reconnaît elle-même. Mais elle n'est pas (encore) Angela Davis ou Stokely Carmichael.

La mémoire sélective touche également l'Afrique du Sud. Il a fallu un peu plus que le désinvestissement pour faire tomber l'apartheid.



Un peu plus que la désobéissance civile aussi : dans les années 1950 et 1960, le Congrès national africain (African National Congress, ANC) avait essayé les boycotts de bus, les grèves, les destructions publiques de passeports intérieurs, les campagnes contre la ségrégation dans les trains et les bureaux de poste pour découvrir qu'elles n'aboutissaient qu'à une répression terrassante. Après le massacre de Sharpeville, les dirigeants de l'ANC ont compris qu'ils devaient faire monter la pression et ils ont formé *Umkhonto we Sizwe*, le « Fer de lance de la nation » (ou MK). C'est Nelson Mandela qui a poussé à cette réorientation. « Notre politique visant à créer un État non racial par la non-violence n'a[yant] abouti à rien », « nous aurons à reconsidérer notre tactique. À mon avis, nous achevons un chapitre sur cette question de la politique de non-violence<sup>72</sup> », a-t-il soutenu lors d'une série de réunions secrètes en 1960 et 1961, comme il l'a rapporté par la suite dans son autobiographie. Ayant rallié ses camarades à la nouvelle ligne, Mandela a été nommé premier commandant de MK.

Notre stratégie consistait à faire des raids sélectifs contre des installations militaires, des centrales électriques, des lignes téléphoniques, et des moyens de transport ; des cibles, qui non seulement entraveraient l'efficacité militaire de l'État, mais qui en plus

### *Comment saboter un pipeline*

effraieraient les partisans du Parti national, feraient fuir les capitaux étrangers et affaibliraient l'économie. Nous espérions ainsi amener le gouvernement à la table des négociations. On donna des instructions strictes aux membres de MK : nous n'acceptons aucune perte de vies humaines. Mais si le sabotage ne produisait pas les effets escomptés, nous étions prêts à passer à l'étape suivante : la guerre de guérilla et le terrorisme<sup>73</sup>.

Le sabotage est demeuré le principal modus operandi de MK<sup>74</sup>. Comme les suffragettes, les commandos qui franchissaient les frontières pour frapper en terre d'apartheid s'en prenaient aux biens – comme les pylônes et les centrales électriques. Ces actions galvanisaient les habitants des *townships* qui y voyaient la preuve que la résistance était possible et rejoignaient en masse l'ANC. Chants, slogans, danses et autres gestes symboliques célébrant MK ont accompagné la mobilisation contre l'apartheid jusque dans les années 1980, moment où l'ANC a résumé sa doctrine stratégique par la formule « le marteau de la lutte armée et l'enclume de l'action de masse ». Rien qui vaille ici pour le pacifisme stratégique.

Quand on arrive au temps de la *poll tax*, on en vient à s'interroger sur l'existence d'un petit ange de la censure juché sur l'épaule du pacifiste

stratégique qui lui dicterait ce qu'il doit écrire. Comme tous ceux qui ont déjà entendu parler de cet impôt instauré par Margaret Thatcher ne peuvent l'ignorer, la révolte a eu pour point d'orgue les émeutes massives à Londres qui sont venues à bout de la *tax*<sup>75</sup>. Qu'XR puisse consacrer un chapitre entier à cette lutte sans mentionner ces circonstances en dit long sur la psychologie du pacifisme stratégique : il s'agit bel et bien d'un processus de refoulement actif. Il n'y a aucune révélation, aucun fait obscur ou méconnu dans les paragraphes qui précèdent. Le bain de sang des révoltes d'esclaves et de la guerre de Sécession, l'action directe des suffragettes, le dévouement de Gandhi à l'Armée impériale, la protection armée et le flanc radical du mouvement des droits civiques, le Fer de lance de la nation – tout cela est dans le domaine public. Et pourtant, le pacifisme stratégique invoque ces séquences de lutte pour mettre en garde le mouvement pour le climat contre toute entorse à la non-violence. Il y a là un mélange de niaiserie et de falsification. Le pacifisme stratégique manque ainsi à sa promesse d'aborder la désobéissance civile comme une tactique – une chose qu'on fait parce que ça marche, ce qui suppose qu'on puisse réévaluer régulièrement son efficacité. Si l'on ne veut pas considérer la non-violence comme un engagement ou un rite sacré, il nous faut adopter la position explicitement anti-gandhienne de Mandela : « J'ai appelé à

## *Comment saboter un pipeline*

la contestation non violente tant qu'elle était efficace », comme « une tactique qu'on devrait abandonner quand elle ne serait plus efficace<sup>26</sup> ». Le pacifisme stratégique transforme cette méthode en fétiche, hors de l'histoire, sans rapport avec le moment.

Il faudrait plutôt inverser la logique des comparaisons. On devrait alors dire : certes, la violence a été employée dans la lutte contre l'esclavage, contre le monopole masculin sur le suffrage, contre l'occupation britannique et les autres occupations coloniales, contre l'apartheid, contre la *poll tax* mais *la lutte contre les combustibles fossiles est d'une tout autre nature et elle ne triomphera que par des moyens absolument pacifiques*. Mais y a-t-il des raisons convaincantes de tenir une telle position ? Les racines que les combustibles fossiles plongent dans l'ordre existant sont-elles si superficielles qu'on puisse les arracher à moindre effort que tous ces autres maux ? Ne sont-elles pas inextricablement mêlées à un pouvoir souverain et à des profits fabuleux ? Faut-il nous attendre à moins de frictions, moins de conflits dans cette transition-ci, des émissions débridées aux émissions nulles ? Nos expériences jusqu'à ce jour nous enseignent-elles qu'on peut continuer à barboter dans le pacifisme sans jamais avoir à envisager d'autres méthodes, et par quelle propriété spécifique la crise climatique se distinguerait de toutes les autres ? Si l'on prend ces analogies au sérieux – la situation actuelle est

## *Apprendre des luttes passées*

en effet au niveau de criticité de l'esclavage, ou de l'apartheid – on aurait plutôt tendance à conclure le contraire. Mais à certains égards, la situation actuelle est plus critique encore.

★

On pourrait dire aussi que l'humanité n'a jamais été confrontée à une telle situation, ce qui invalide toute comparaison avec le passé. Il y a du vrai dans cette proposition. La structure du problème climatique s'écarte de celle des analogues que le mouvement aime à citer. La combustion d'énergie fossile n'est pas un système destiné à maintenir en captivité une population définie sur des critères raciaux afin de tirer des corps une quantité de force de travail maximale. Un des facteurs qui ont fait plier l'administration Kennedy pendant le mouvement des droits civiques est l'embarras suscité par les flics brutalisant les manifestants sous l'œil des caméras, qui portait un coup à la supériorité morale revendiquée par les États-Unis dans la guerre froide – un facteur lié à un moment historique donné, difficile à rapprocher des années 2020. Chacune des conjonctures mentionnées plus haut avait des déterminants concrets qui ne sont plus ceux d'aujourd'hui. Surtout, les combustibles fossiles ne sont pas un agencement politique comme le suffrage restreint ou les lois sur les passeports intérieurs : les combustibles

## *Comment saboter un pipeline*

fossiles et les technologies qu'ils alimentent sont des *forces productives* imbriquées dans des rapports de propriété spécifiques. A ce niveau d'abstraction, l'analogie avec l'esclavage a une certaine pertinence, comme l'a suggéré Maxine Burkett – les esclaves aussi étaient des forces productives, employées d'une manière terriblement destructrice, représentant un capital gigantesque qu'il fallait liquider<sup>77</sup>. Le climatologue et militant James Hansen a ainsi affirmé que les combustibles fossiles, comme l'esclavage, ne peuvent faire l'objet de compromis; il n'a jamais été question de réduire l'esclavage de 40 ou de 60 pour cent. Tout doit disparaître.

Compte tenu de cette nature des combustibles fossiles, les renversements de dictateurs font de médiocres parallèles. Roger Hallam, d'XR, affectionne l'image des milliers de manifestants qui envahissent une place pour demander le départ d'un tyran. « L'arrogance des autorités les amène à réagir de manière excessive et le peuple – entre 1 et 3 pour cent de la population est une proportion idéale – va se lever et faire tomber le régime. C'est très rapide : une ou deux semaines en moyenne. Boum : d'un coup, c'est fini. Incroyable, mais c'est comme ça que ça se passe<sup>78</sup>. » De toute évidence, ça ne va pas se passer comme ça; les combustibles fossiles, comme l'esclavage, ne vont pas être abolis en une ou deux semaines. On n'en aura pas fini d'un coup avec eux comme par miracle, car

les combustibles fossiles ne sont pas, comme le régime de Slobodan Milosevic, une superstructure branlante balayée par des gens dont les aspirations aux libertés fondamentales sont partagées par pratiquement tout le monde. Le *business-as-usual* n'est pas un à-côté bizarre de la démocratie bourgeoise, une relique d'un âge autoritaire en attente d'une correction – il est la forme matérielle du capitalisme contemporain, ni plus ni moins.

Et pourtant, le « modèle de la résistance civile » se fonde sur des mouvements qui ont renversé des dictateurs, en l'occurrence tels qu'ils ont été analysés par Erica Chenoweth et Maria J. Stephan dans *Why Civil Resistance Works*, le livre qui a captivé les fondateurs d'XR quand ils sont entrés dans la bibliothèque, un catéchisme du pacifisme stratégique. Chenoweth et Stephan mettent l'autocratie et l'occupation étrangère d'un côté, la démocratie et l'indépendance de l'autre. Elles classent ensuite les campagnes pour passer de l'une à l'autre en deux catégories : violentes et non violentes. En compilant dans une base de données plus de 300 cas (de passages de l'autocratie à la démocratie, essentiellement), elles concluent que la non-violence a deux fois plus de chances de réussir. Les Palestiniens ont opté pour la violence, les Slovènes sont restés non violents; les premiers ont échoué alors que les seconds ont réussi. La leçon pour les militants semble limpide, c'est la source des commandements d'XR.

## *Comment saboter un pipeline*

Mais derrière la façade de rigueur arithmétique, on retrouve le refoulement et les omissions habituels. Chenoweth et Stephan présentent la campagne contre la présence syrienne au Liban en 2005 comme un exemple de triomphe de la non-violence mais elles ne disent pas un mot de la lutte du Hezbollah et d'autres mouvements de guérilla pour déloger l'occupation israélienne, incomparablement plus brutale et enracinée ; la chute de la monarchie népalaise est attribuée à la sérénité civile, l'insurrection maoïste totalement oubliée ; la lutte anti-apartheid est classée comme non violente. Même la non-violence contre Hitler est représentée comme plus efficace que la résistance violente, par un tour de passe-passe digne de Gandhi. Cette comparaison décomplexée des pommes et des oranges de l'histoire est faite pour porter le message que dès que les militants se tournent vers la violence, ils vont à leur perte, ce qui explique des résultats disparates – pourquoi la Slovénie est une démocratie et la Palestine est toujours occupée – et transforme efficacement les militants en agents omnipotents dans les chaînes de causalité. L'analogisme tiré de Chenoweth et Stephan et transformé en modèle d'XR n'est pas exactement le soubassement intellectuel qu'il nous faut<sup>79</sup>.

D'un autre côté, on pourrait soutenir que si la crise climatique se distingue de tout ce qui l'a précédé, nous n'avons d'autres expériences sur



lesquelles nous rabattre que celles qui ont été acquises au cours de luttes différentes, comme celles contre les dictatures. Et les vieilles autocraties peuvent atteindre à une rigidité et une immutabilité qui rappellent l'économie fossile. Il faut donc nous arrêter sur un cas d'une importance capitale pour Chenoweth et Stephan : l'Iran. Elles cherchent en effet à établir l'incompatibilité entre la violence et la mobilisation de masse comme une loi universelle, et la révolution qui a renversé le chah a été l'une des plus populaires de toute l'histoire, mobilisant directement, selon des estimations, quelque 10 pour cent de la population, à comparer, par exemple, aux 1 pour cent qui ont participé à la chute de l'Union soviétique<sup>80</sup>. Au passage, la période qui a précédé le départ du chah peut faire penser par certains aspects aux récentes mobilisations pour le climat : manifestations organisées à date fixe, attirant des foules toujours plus nombreuses ; grèves de plus en plus larges et suivies (y compris dans le secteur pétrolier) ; occupations de sites stratégiques (usines et palais). Qu'est-ce qui a fait pencher la balance ? Dans le récit construit par Chenoweth et Stephan, les Iraniens radicaux ont d'abord cherché à vaincre le chah par les moyens de la lutte armée dans les années 1970, avec la guérilla marxiste des *fedayin* notamment, et ont lamentablement échoué. Mais quand ils sont passés à la non-violence, ils ont atteint leur but en un rien de temps.

## *Comment saboter un pipeline*

Le problème, c'est qu'une fois encore, ça ressemble plus à une prière du matin qu'à une description de ce qui s'est réellement passé. Le compte rendu le plus complet du processus révolutionnaire en Iran, *Social Origins of the Iranian Revolution* de Misagh Parsa, décrit un déferlement continu d'assauts populaires, du Mazandéran au nord à Mechhed à l'est, qui a fini par submerger le régime du chah<sup>81</sup>. À l'automne 1978, Après avoir subi pendant des mois les attaques continues de la police, de l'armée, des sbires du gouvernement et de la SAVAK, la police secrète, les masses mobilisées « ont riposté agressivement contre les forces armées ». À Amol, elles se sont équipées d'arcs et de flèches empoisonnées, ont envahi les garnisons et se sont emparées de leurs armes ; à Dezfoul, elles ont fait tomber des sacs de sable sur des soldats en patrouille avant de les désarmer ; à Hamadan, elles ont incendié des bâtiments officiels jusqu'à faire de la ville « une ruine antique » ; dans la capitale, Téhéran, des centaines de ces bâtiments et des banques étaient en feu début novembre. À Ahvaz, des cadres des compagnies pétrolières états-uniennes ont essuyé des coups de feu ou ont vu leur voiture incendiée. De Kermanschah à l'ouest à Kerman au sud, des foules en fureur ont assiégé les bureaux de la SAVAK, démoli les statues du chah, envahi les maisons des représentants du régime, repris les villes qu'elles ont défendues contre les sbires du pouvoir ; grâce

aux stocks d'armes arrachées à l'ennemi, les révolutionnaires ont formé des myriades de groupes armés. Les *fedayin* se sont jetés dans le combat et ont bondi sur les postes de police, les camions militaires, les gendarmeries. Mais « le plus gros de la violence des foules était dirigé contre les biens<sup>82</sup> ». Tout cela n'a cessé de monter *parallèlement* à la grève générale qui paralysait la production et aux manifestations massives dans les rues – plusieurs millions de personnes lors de la marche de décembre. En février 1979, une situation de double pouvoir avait émergé, les vestiges du régime s'accrochant au pouvoir grâce à l'armée. À ce stade, des commandos de *fedayin* se sont joints à des élèves officiers de l'aviation mutins et ont « débloqué la situation par une insurrection armée<sup>83</sup> », comme l'écrit Asef Bayat, éminent historien de la révolution iranienne. C'est là que les forces du chah ont été mises en déroute. Un moment d'euphorie populaire a suivi.

Des chapitres de ce récit ont été réécrits pour y inclure la place Tahrir qui, depuis les 18 fameux jours du printemps 2011, est entrée dans le canon du pacifisme stratégique comme une preuve supplémentaire de la puissance de la paix<sup>84</sup>. Mais les millions d'Égyptiens ne sont pas arrivés sur cette place en tendant des fleurs à la police. Lors du « vendredi de la colère » décisif, le 28 janvier, ils ont ramassé des capsules de gaz, des pavés et d'autres projectiles et, armés de la sorte, se sont frayé un chemin à

### *Comment saboter un pipeline*

travers les denses cordons qui leur barraient l'accès de la place – « une confrontation qui a transformé des manifestants pacifiques en manifestants violents, qui ont triomphé de la police antiémeute par nécessité et par désespoir<sup>85</sup> », comme l'écrit M. Cherif Bassiouni dans son imposante chronique de la révolution, *Chronicle of the Egyptian Revolution and its Aftermath*. Sur les 18 jours qu'il a fallu pour chasser Moubarak, les trois premiers pourraient peut-être compter comme non violents. Pendant les jours suivants, plus d'un quart des postes de police du pays – plus de 50 pour cent au Caire, plus de 60 pour cent à Alexandrie – ont été mis à sac. Près de 4000 véhicules de police ont été détruits dans tout le pays<sup>86</sup>. Cette explosion de violence de masse contre la police (qui, inutile de le dire, était responsable de la vaste majorité des morts et des blessés) n'a pas eu pour effet de faire fuir les gens : au contraire, elle les a fait venir à Tahrir. Elle a ouvert les vannes de part et d'autre du Nil, en chassant les policiers de leurs commissariats en feu et en dégradant la puissance répressive de l'État au point qu'il n'ait d'autre solution que de regarder les manifestants prendre le pouvoir. Contredisant « le modèle de la résistance civile », la violence antirégime et les manifestations ont été « synergiques et complémentaires<sup>87</sup> », comme l'écrit Neil Ketchley, un autre historien de la révolution égyptienne. Et cela semble être davantage la règle qu'une exception.

De fait, Ketchley et son collègue Mohammad Ali Kadivar ont passé au crible toutes les transitions démocratiques qu'ils ont recensées entre 1980 et 2010 et ils en ont conclu qu'en règle générale, les dictateurs sont détrônés par des gens qui sont d'abord pacifiques et qui, après s'être heurtés à la cuirasse de l'État, brandissent des bâtons et lancent des pierres et des cocktails molotov. C'est ce qu'ils appellent la « violence collective non armée<sup>88</sup> ». Pratiquée par des civils, des armes improvisées à la main, ce n'est pas la violence exercée par une armée de métier avec un matériel sophistiqué. Mais elle peut être jetée contre l'appareil répressif de l'État et dispensée contre les biens avec une efficacité redoutable : elle « déstabilise l'ordre civil et par là, élève le coût du pouvoir pour un régime en place ». La violence collective non armée se taille la part du lion dans les transitions démocratiques, mais elle est ignorée par Chenoweth et Stephan, qui devaient l'exorciser pour parvenir à leur résultat, leur « deux fois plus de chances » dissimulant les multitudes furieuses du Chili à l'Indonésie, du Pakistan à Madagascar, et même en Serbie. D'autres chercheurs ont contribué à la remise en cause de leur base de données<sup>89</sup>. Ce n'est décidément pas le GIEC de la résistance.

À ce point, il faut se demander si l'on peut identifier *un seul analogue, aussi faible soit-il, avec la lutte pour le climat qui n'ait pas impliqué une part*

## *Comment saboter un pipeline*

*de violence.* Le pacifisme stratégique présente une histoire aseptisée, dénuée de toute évaluation réaliste de ce qui s'est produit ou non, de ce qui a marché ou mal tourné : une cartographie lacunaire qui sera d'un maigre secours à un mouvement confronté à de puissants obstacles. L'insistance pour balayer le militantisme radical sous le tapis de la civilité – qui domine aujourd'hui non seulement le mouvement pour le climat, mais une grande part de la pensée et de la théorisation anglo-américaines des mouvements sociaux – est elle-même un symptôme d'un fossé extrêmement profond entre le présent et tout ce qui s'est passé entre la révolution haïtienne et les émeutes contre la *poll tax* : celui de la fin de l'idée révolutionnaire. C'est à peine si elle existe encore comme une praxis vivante dans les mouvements puissants ou comme un faire-valoir pour leurs revendications. Alors que de 1789 à 1989 environ, l'idée révolutionnaire a gardé son actualité et sa potentialité dynamique, depuis les années 1980, elle a été diffamée, ringardisée, désapprisée et déréalisée. S'en est suivie une déqualification des mouvements, dont la répugnance à évoquer la violence révolutionnaire est une composante. Telle est l'impasse dans laquelle se trouve le mouvement pour le climat : la victoire historique du capital et la ruine de la planète sont une seule et même chose. Pour nous en sortir, nous devons réapprendre à nous battre, à l'heure qui pourrait

bien être la plus défavorable de toute l'histoire de la vie humaine sur cette planète.

Nous en venons là à la dimension par laquelle cette crise se distingue le plus nettement de toutes les autres : celle du temps. Quand les suffragettes sont descendues dans la rue, cela faisait des siècles que les femmes étaient exclues de l'État. Martin Luther King le rappelait depuis sa cellule de Birmingham : « nous avons attendu pendant plus de trois cent quarante ans les droits constitutionnels dont nous a doués notre Créateur ». « Il vient un temps où l'on ne peut endurer davantage<sup>90</sup> », expliquait-il à ses destinataires blancs. Beaucoup de luttes passées, la plupart d'entre elles en réalité, ont obéi à cette temporalité de l'exaspération – *¡Ya basta!*, etc. Dans le cas présent, elle se subordonne à un pronostic. Le pire n'est pas encore arrivé; il arrive, à pleine vitesse. Peut-être qu'une analogie applicable ici est l'analogie avec le fascisme (la résistance au fascisme est d'ailleurs le cas le plus difficile pour les pacifistes). Au début des années 1930, il devenait de plus en plus évident chaque mois que l'Allemagne était sur une pente glissante qui ne pouvait mener qu'à la prise de pouvoir des nazis. « Que de temps précieux a-t-on perdu ! À vrai dire, il n'en reste pas beaucoup<sup>91</sup> », s'écriait l'une des voix qui alertait avec le plus d'insistance sur le danger et invitait ses auditoires à ne pas ménager leurs efforts pour le combattre (ici en décembre 1931). Pourtant, il

### *Comment saboter un pipeline*

ne faudrait pas exagérer le contraste entre ces deux lignes temporelles : en réalité, elles se recourent. La situation critique – le temps venu où l'on ne peut endurer davantage – est déjà là, mais l'avalanche de catastrophes qui s'abat sur nous crée bel et bien sa propre temporalité. Elle impose des contraintes strictes à ceux qui veulent se battre.



## Rompre le charme

À l'époque de la COP1, peu de gens auraient pensé que deux ou trois décennies plus tard, les économies du monde émettraient près d'une gigatonne de carbone chaque mois et que les grandes compagnies travailleraient activement à l'augmentation de la capacité de combustion d'énergies fossiles, sous l'égide, fière ou passive, des gouvernements. L'absence de réaction face à la crise a dépassé toutes les attentes. Tout comme, non moins fatalement, la réaction du système climatique : à l'époque de la COP1, peu de scientifiques prévoyaient qu'en si peu de temps, la terre et les océans cesseraient de parvenir à absorber les gaz émis et se mettraient eux-mêmes à dégager du dioxyde de carbone et du méthane dans les proportions qu'on connaît désormais<sup>92</sup>. Ainsi, la zone septentrionale du pergélisol est un réservoir souterrain de carbone congelé depuis des centaines de milliers d'années<sup>93</sup>. Quand la planète se réchauffe, le sol commence à dégeler, les microbes à agir sur la matière organique et à la décomposer, libérant du dioxyde de carbone et surtout du méthane – un gaz produisant un

## *Comment saboter un pipeline*

effet de serre 87 fois plus puissant pendant ses deux premières décennies dans l'atmosphère –, un processus dont on observe actuellement une accélération bien supérieure aux prévisions. Les feux de forêt ont le même effet<sup>94</sup>. Le carbone enfermé dans les arbres et le sol s'échappe au passage des incendies, qui sont désormais plus fréquents, plus longs, plus intenses, touchant de plus vastes territoires, les feux primaires des combustibles fossiles allumant des feux secondaires du Kamtchatka au Congo. Les scientifiques ont un temps de retard par rapport à ces mécanismes de rétroaction positive qu'ils ont bien du mal à faire rentrer dans leurs modèles. Les budgets carbone sont loin de les avoir totalement intégrés, sans quoi ils se resserreraient encore davantage : en tenant compte du dégel du pergélisol, de la prolifération des feux de forêt et d'autres mécanismes, il resterait *encore moins* à émettre à une humanité qui souhaiterait rester en deçà de 1,5 °C, 2 °C ou tout autre seuil de réchauffement<sup>95</sup>.

Nous sommes donc pris entre deux lames de ciseaux : l'une, l'inflexible *business-as-usual*, qui porte les émissions toujours plus haut, confondant tout espoir de réduction ; l'autre, les délicats écosystèmes qui s'effondrent – l'extraordinaire inertie du mode de production capitaliste rencontre la réactivité de la Terre. Telle est la fâcheuse conjoncture dans laquelle le mouvement pour le climat doit imaginer des stratégies pertinentes. « Même

dans les hypothèses optimistes », les voies possibles vers un « avenir tolérable [...] se réduisent rapidement », selon les termes du énième appel des scientifiques à une « action mondiale immédiate<sup>96</sup> ». A partir de modèles qui ne tenaient compte que partiellement des mécanismes de rétroaction, en 2019 – encore une année d’augmentation des émissions – Tong et ses collègues concluaient que 1,5 °C de réchauffement restait « techniquement possible » à deux conditions. Premièrement, pour avoir « une chance raisonnable » de respecter cette limite, les sociétés humaines devraient instituer « une prohibition mondiale de tout nouveau dispositif émetteur de CO2<sup>97</sup> ». Bien sûr, la probabilité que les classes dirigeantes mondiales mettent en place une prohibition mondiale de tout nouveau dispositif émetteur de CO2 parce que les scientifiques le leur demandent, ou parce que des milliards de personnes subiront des dommages terribles si elles ne le font pas, ou parce que la planète pourrait se transformer en serre, est à peu près la même que celle qu’elles s’alignent docilement au pied de la plus haute montagne et commencent à se jeter du sommet.

Donc, voilà ce que ce mouvement porté par des millions devrait faire, pour commencer : annoncer et imposer la prohibition. Endommager et détruire les nouveaux dispositifs émetteurs de CO2. Les mettre hors service, les démonter, les démolir, les incendier, les faire exploser. Faire

## *Comment saboter un pipeline*

savoir aux capitalistes qui continuent à investir dans le feu que leurs biens seront saccagés. « Nous sommes le risque financier », proclame un slogan d'Ende Gelände, qu'un tel discours place à l'avant-poste du mouvement en Europe – mais de toute évidence, le risque doit être plus élevé qu'un ou deux jours d'interruption de la production par an. « Si on n'arrive pas à obtenir d'un Congrès corrompu une taxe carbone sérieuse, on peut l'imposer *de facto* avec nos corps<sup>98</sup> », soutenait Bill McKibben – mais c'était en 2004, on n'en est plus à la taxe carbone. Si on ne peut pas obtenir une prohibition, on peut l'imposer *de facto* avec nos corps et tout autre moyen nécessaire.

Ce ne serait toutefois qu'un début, car la seconde condition pour rester en deçà de 1,5 °C – ou, du reste, de tout autre seuil entre un avenir tolérable et un avenir intolérable – serait « une réduction substantielle des durées de vie » de l'infrastructure des combustibles fossiles. Les dispositifs émetteurs de CO<sub>2</sub> déjà existants, anciens ou récents, devraient aussi être désactivés. La science est formelle sur ce point. Parce que tant de temps précieux a été perdu – à vrai dire, il n'en reste pas beaucoup –, des actifs doivent être plantés là. Des investissements devront être amortis bien trop vite au goût des capitalistes. D'après une estimation, la suspension immédiate de tous les projets qui sont actuellement sur le feu rendrait l'objectif de 2 °C atteignable uniquement si elle

s'accompagne du déclassement d'un cinquième des centrales électriques utilisant des combustibles fossiles (l'étude date de 2018 – des années ou des décennies supplémentaires de *business-as-usual* ne peuvent qu'élever cette exigence)<sup>99</sup>. Ça fait un paquet de capital irrécupérable. Une des choses qui rendent le défi de la stabilisation du climat si terriblement décourageant, c'est qu'aucun État ne semble prêt ne serait-ce qu'à lancer une telle idée, la propriété capitaliste ayant le statut de domaine sacré ultime. Qui pourrait oser la mettre à la ferraille ? Quel gouvernement est disposé à envoyer ses forces pour confisquer une telle masse de profits ? Il faudra donc que quelqu'un rompe le charme : « Le sabotage », écrit R. H. Lossin, l'une des meilleures chercheuses actuelles en ce domaine, « est une sorte de saisie préfigurative, bien que temporaire, de biens. [Dans le contexte de l'urgence climatique, c'est] à la fois une forme de résistance logique, justifiable et efficace, et un outrage à la sacralité de la propriété capitaliste<sup>100</sup>. » Une raffinerie privée d'électricité, une excavatrice en pièces : saborder des biens n'est pas impossible, après tout. La propriété n'est pas au-dessus de la Terre ; il n'y a pas de loi technique, naturelle ou divine qui la rende inviolable dans la situation d'urgence actuelle. Si les États n'ouvrent pas les barrières de leur propre initiative, d'autres devront le faire pour eux. Il s'avère que la propriété pourrait bien nous coûter la Terre.

## *Comment saboter un pipeline*

L'objectif immédiat d'une telle campagne contre les biens émetteurs de CO2 serait donc double : dissuader les investissements dans ces biens et démontrer qu'ils peuvent être mis hors service. Le premier ne nécessitera pas de mettre hors d'état ou de démanteler tous les nouveaux dispositifs, mais juste assez pour que le risque apparaisse crédible. Une stricte sélectivité devra être observée. Il y avait une part d'aléatoire dans les destructions de biens des suffragettes qui ne conviendrait plus aujourd'hui ; si les militants pour le climat se mettaient à attaquer des bureaux de poste, des pavillons de thé et des théâtres, les investisseurs ne seraient dissuadés de rien de très précis. Cette fois, ça ne pourra être que des quais charbonniers et des yachts à vapeur. Mais de même que les suffragettes cherchaient à forcer la main à l'État – elles ne pouvaient pas proclamer d'elles-mêmes leur droit de vote – l'objectif sera de contraindre les États à proclamer la prohibition et à commencer à réformer le matériel existant. « Le système énergétique mondial actuel est le plus grand réseau d'infrastructure jamais construit, représentant des dizaines de billions de dollars d'actif et deux siècles d'évolution technologique<sup>101</sup> », et il repose toujours à 80 pour cent sur les combustibles fossiles. Nul être sensé n'imagine que des groupes de militants pourront réduire en cendres la totalité ni même un cinquième de ce système (ni qu'un tel feu tertiaire serait entièrement désirable). En

fin de compte, ce sont les États qui imposeront la transition, ou bien personne.

Mais les États ont amplement démontré qu'ils n'en seront pas les instigateurs. La question n'est pas de savoir si une aile combative du mouvement

pour le climat va résoudre la crise à elle seule – c'est bien évidemment une chimère – mais si le choc déstabilisateur nécessaire pour faire sortir le *business-as-usual* de ses ornières *peut se produire*

*sans elle*. Il semble bien téméraire de se fier à son absence et de s'en tenir aux tactiques des temps

normaux. Si l'on mesure bien le désastre, il est grand temps pour le mouvement de passer de la protestation à la résistance : « Protester, c'est dire que je n'aime pas ça. Résister, c'est faire cesser ce que je n'aime pas. Protester, c'est dire que je refuse de continuer à participer à ça. Résister, c'est m'assurer que tous les autres cessent d'y partici-per aussi<sup>102</sup> », comme l'écrivait une éditorialiste ouest-allemande en 1968, relayant les mots d'un militant du mouvement Black Power. Les objections à une telle forme de résistance ne manqueront pas. À commencer par celle-ci : est-elle possible techniquement ?

\*

« Les pipelines sont très faciles à saboter. Un simple engin explosif peut mettre hors d'usage pendant des semaines un tronçon essentiel de

## *Comment saboter un pipeline*

pipeline<sup>103</sup> », se lamentait le *Pipeline and Gas Journal* en février 2005. À l'époque, la résistance irakienne contre l'occupation états-unienne avait mené près de 200 attaques contre des pipelines. « La campagne de sabotage a créé un climat défavorable à l'investissement et fait fuir les compagnies pétrolières qui étaient censées développer son industrie pétrolière et gazière », pleurnichait le *Journal*. Pour ne rien arranger, des attaques similaires étaient menées dans la zone du Kurdistan sous contrôle turc, en Tchétchénie, en Assam et en Colombie, où des guérillas de gauche avaient percé si fréquemment un pipeline stratégique qu'« on l'appelait maintenant "la flûte" ».

Il y a une longue et vénérable tradition de sabotage des infrastructures de l'énergie fossile pour d'autres raisons que leurs effets sur le climat. L'ANC considérait l'approvisionnement en pétrole comme le talon d'Achille de l'apartheid. Dans les années 1960, l'État blanc a créé la compagnie Sasol pour assurer sa sécurité énergétique, notamment en transformant son abondant stock de charbon en essence de synthèse par hydrogénation, un processus chimique développé en grande partie par les nazis. L'une des actions les plus spectaculaires de la lutte de libération a visé Sasol. En juin 1980, des commandos de MK ont cisailé les clôtures de sécurité autour de deux usines d'hydrogénation et ont introduit des mines dans leurs réservoirs<sup>104</sup>. Pendant trois jours, le nuage



de fumée était visible depuis Johannesburg où il galvanisait ses spectateurs : « ça a brisé le mythe de l'invulnérabilité blanche. Ce n'était pas pour toute cette essence perdue... c'était cette colonne de fumée qui était importante. Sasol était un symbole de pouvoir<sup>105</sup> », comme l'a dit la militante de l'ANC Frene Ginwala. D'après Mandela, l'action a contribué à ranimer le mouvement au début des années 1980<sup>106</sup>. « Aucune de ces attaques n'a manqué de faire tomber l'État », affirme l'un des historiens de MK, « mais elles apportaient la preuve matérielle d'une menace *potentielle* tangible pour le régime – renforçant l'impression, comme l'a dit Nadine Gordimer, que “quelque chose par là-bas” représentait une menace confuse pour l'avenir à long terme de la suprématie blanche<sup>107</sup> ». La façade de pérennité avait été brisée.

Mais la pionnière du sabotage de pipelines a été la résistance palestinienne. Après la Première Guerre mondiale, les compagnies pétrolières européennes et américaines ont fondu sur les gisements découverts dans le golfe Persique<sup>108</sup>. Pour le mandat britannique en Palestine, le projet industriel central est devenu la construction d'un pipeline, depuis les champs pétroliers de Kirkourk, à travers le désert jordanien, le nord de la Cisjordanie et la Galilée, jusqu'aux raffineries de Haïfa, d'où le pétrole irakien pouvait être livré sur le marché mondial. Lorsque les Palestiniens se sont mis en grève générale en 1936

## *Comment saboter un pipeline*

– le soulèvement anticolonial le plus impressionnant de cette époque – une grande part de l’action a tourné autour du pipeline. Deux mois après le début de la grève, les rebelles l’ont fait sauter pour la première fois. Au plus fort de cette révolte qui a duré jusqu’en 1939, ils s’en prenaient à lui pratiquement toutes les nuits, le criblant de trous et l’enflammant partout où ils pouvaient; là où il était enterré, des groupes de cinq ou six personnes creusaient pour mettre au jour le tuyau, ils le sectionnaient et jetaient des pierres enveloppées dans des chiffons enflammés. Contraints de fermer l’oléoduc à tout bout de champ, les colons britanniques étaient privés de leur principale source de revenus et d’énergie. Puisqu’il s’étendait sur de longues distances sans possibilité de le surveiller, ils étaient « incapables de défendre ce pipeline vital, et ils l’ont admis », comme l’écrivait Ghassan Kanafani, la grande plume du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), tandis que « le “tuyau”, comme l’appelaient les paysans arabes palestiniens, est entré dans le folklore célébrant les actes d’héroïsme populaire<sup>109</sup> ».

Ce type de sabotage a été relancé par le FPLP en 1969. En mai 1969, six combattants du Front ont pénétré en territoire occupé depuis le sud du Liban, se sont frayé un chemin à travers le relief escarpé du Golan et ont identifié un tronçon non surveillé du pipeline transportant le pétrole brut de l’Arabie saoudite à la Méditerranée. Pendant

la nuit, ils ont déterré le pipeline, introduit un engin explosif et filé. Quelques semaines plus tard, une autre cellule s'est infiltrée dans la raffinerie de Haïfa où elle a fait exploser une bombe et avant la fin de l'été, le FPLP avait aussi démolé deux pylônes à haute tension et un pipeline dans le désert du Néguev. *Al-Hadaf*, l'hebdomadaire du FPLP dirigé par Kanafani, expliquait que le but était « de frapper l'économie de l'ennemi, en particulier dans le cadre de la production de pétrole brut ». Dans une récente reconstitution de la campagne de 1969, Zachary Davis Cuyler a montré que le Front concevait le pétrole comme la base matérielle de la trinité hostile – impérialisme états-unien, colonialisme israélien, réaction arabe – et le sabotage comme une manière de « frapper les ligaments de l'empire<sup>110</sup> ».

Mais à l'époque où le *Pipeline and Gas Journal* faisait son constat désolé sur la vulnérabilité des pipelines, c'est le Nigeria qui connaissait la campagne de destruction la plus impressionnante. Alors que le mouvement non violent contre les compagnies pétrolières qui ravageaient le delta du Niger était arrivé dans une impasse à la fin des années 1990, des organisations de jeunes ijaw et d'autres ethnies ont fait le choix de les expulser par la force<sup>111</sup>. Fin 2005, le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (*Movement for the Emancipation of the Niger Delta*, MEND) a annoncé son existence par un ultimatum à ces compagnies, les menaçant

### *Comment saboter un pipeline*

de « violentes attaques » si elles ne partaient pas. Inaugurant une guérilla unique en son genre par sa focalisation sur le pétrole, le MEND a alors lancé « une série d'attaques d'une audace fantastique<sup>112</sup> », pour reprendre les termes de Michael Watts : sillonnant les marécages du delta en hors-bord, les combattants faisaient sauter les pipelines, attaquaient des bateaux, prenaient le contrôle de plateformes pétrolières, donnaient l'assaut aux bureaux des compagnies et kidnappaient leurs employés. La première de la série a été baptisée « Opération cyclone ». Entre 2006 et 2008, au plus fort de l'insurrection, le MEND a fait chuter d'un tiers la production du premier pays pétrolier d'Afrique. « Jamais l'approvisionnement stable et régulier en pétrole n'avait été mis en question de la sorte<sup>113</sup> », observe Watts. Pendant un temps, Shell, ExxonMobil et les autres prédateurs ont semblé sur le point de se retirer.

Pendant la révolution égyptienne, le pipeline avec lequel le régime Moubarak approvisionnait Israël en gaz – à un tarif inférieur au prix du marché – était l'une des cibles de la colère populaire. Quand dix actions successives ont conduit à fermer les vannes, Israël a interrompu ses paiements et dénoncé l'accord. Une trentaine d'explosions auraient touché le pipeline entre les 18 jours de la révolution et le coup d'État d'Abdel Fattah al-Sissi<sup>114</sup>. En Inde, les naxalites s'en sont pris régulièrement aux mines de charbon et aux voies

ferrées; en 2009 et 2010, les autorités reconnaissaient que la rébellion avait asphyxié le transport du charbon et établi de fait des zones interdites pour les investisseurs qui auraient souhaité ouvrir de nouvelles mines, privant le pays d'un quart de sa production de charbon. Pendant l'été 2019, entre autres actions, les naxalites ont attaqué des convois de charbon dans l'État du Chhattisgarh, mis le feu à 16 véhicules transportant du charbon dans celui du Jharkhand et fait flamber 27 machines et véhicules sur le chantier d'une autoroute dans celui du Maharashtra, ainsi qu'une usine de goudron, et ça ne semble pas près de s'arrêter<sup>115</sup>. Les révolutionnaires égyptiens et indiens avaient peu de choses en commun mais les uns comme les autres prenaient pour cible l'infrastructure des combustibles fossiles.

Puis un nouveau record a été établi dans le Golfe. Tout ce qui précède semble dérisoire comparé à l'effet des drones lancés par les rebelles houthis du Yémen – un autre pays avec une longue tradition de sabotage de pipelines – contre les raffineries de l'Aramco à Abqaiq, la plus grosse usine de traitement du pétrole du monde, le 14 septembre 2019. Les engins télécommandés se sont abattus sur ces gigantesques installations pour perforer des réservoirs de stockage, déclencher des incendies, interrompre les chaînes de traitement. Par cette seule attaque féroce, la moitié de la production pétrolière d'Arabie saoudite a dû être mise à

## *Comment saboter un pipeline*

l'arrêt. C'est 7 pour cent de l'approvisionnement mondial qui disparaissait ainsi. Dans l'histoire du sabotage et de la guérilla, jamais une action n'avait porté un coup d'une telle ampleur au pompage du pétrole. Le chœur des éditorialistes y a vu le début d'une nouvelle ère de la guerre asymétrique : les rebelles pouvaient maintenant utiliser ces minuscules avions semblables à des jouets pour détruire les piliers du système énergétique<sup>116</sup>. Le site d'informations économiques Bloomberg en frissonnait. L'action d'Abqaiq était « la preuve flagrante de la vulnérabilité de l'approvisionnement mondial en pétrole brut en un temps où de nouvelles technologies déstabilisatrices peuvent mettre à genoux une industrie vieille d'un siècle – du moins temporairement<sup>117</sup> ». Un militant pour le climat pouvait-il rêver mieux ?

Au vu de tous ces exemples tirés du passé ou du présent, la question n'est pas de savoir s'il est techniquement possible pour des personnes organisées en dehors de l'État de détruire le type de biens qui détruit la planète ; c'est bien évidemment tout aussi possible techniquement que de passer aux énergies renouvelables. La vraie question est : *pourquoi ces choses n'arrivent-elles pas* – ou plutôt, pourquoi arrivent-elles pour toutes sortes de raisons, bonnes ou mauvaises, mais pas au nom du climat ? C'est la version de l'énigme de Lanchester pour les pays du Sud. En comparaison, les biens qui brûlent des combustibles fossiles y sont peut-être plus

disséminés que dans le Nord mais ce sont les pays du Sud qui ont la plus riche tradition de sabotage du fait de la densité des infrastructures pour la *production* des combustibles. Ce sont eux qui ont le plus à perdre à court et à moyen terme et l'inquiétude populaire y est bien plus grande que dans le Nord, d'après certains sondages<sup>118</sup>. C'est là que le savoir-faire de la destruction de biens à grande échelle est le plus vivant et pourtant, elle brille par son absence. Deux facteurs explicatifs viennent à l'esprit : l'effondrement général de l'idée révolutionnaire, particulièrement sensible dans le Sud où elle est tombée de plus haut que dans le Nord, et plus spécifiquement la politisation insuffisante de la crise climatique. C'est un sujet d'affliction générale mais rares sont ceux qui arrivent à identifier les causes matérielles et les moyens de résister.

Prenons l'Égypte. Elle est extrêmement vulnérable – avec la montée du niveau de la mer, l'eau salée pénètre dans le delta et détruit les champs; la chaleur devient insupportable l'été au Caire; les récoltes de Haute-Égypte devraient diminuer encore plus vite que dans les autres greniers, tandis que les taux d'évaporation du lac d'Assouan et du Nil grimperont en flèche. Pourtant, la question climatique y est quasi inexistante. Juste après la chute de Moubarak, il y a eu un tout début d'engagement populaire sur ce sujet. Puis Al-Sissi a sonné la fin de la récréation et réorienté franchement le pays vers les combustibles

### *Comment saboter un pipeline*

fossiles. Non seulement il a relancé l'accord avec Israël en en renversant les termes – c'est maintenant l'Égypte qui importe du gaz récemment découvert sur des territoires contrôlés par Israël –, mais il s'est aussi rué sur le charbon, proposant de multiplier par huit la capacité de combustion du pays, notamment en supervisant la construction par un conglomérat sino-égyptien de la plus grande centrale électrique à charbon d'Afrique (voire du monde, si l'on en croit ce conglomérat)<sup>119</sup>. Les protestations contre le projet ont rapidement été réprimées, un malheureux ministre de l'Environnement viré. Peu de pays ont vu un tel regain de croissance des émissions engagées ces dernières années<sup>120</sup>. Peu bénéficient de tant d'ensoleillement et de vent tout en les laissant presque totalement inexploités (le solaire et l'éolien représentent moins de 1 pour cent de l'électricité produite sous Al-Sissi). Peu combinent toutes ces caractéristiques et une histoire toute fraîche de luttes révolutionnaires incluant des formes de sabotage : mais celles-ci ont été totalement écrasées. Il n'est pas impossible qu'un jour, des millions d'Égyptiens envahissent la zone du canal de Suez pour protester contre les forces qui détruisent leur vie et que certains d'entre eux se tournent alors vers les centrales à charbon d'Al-Sissi ; il n'est pas impossible qu'alors, les choses changent. Mais ce jour est trop lointain pour nous consoler.



On retrouve des situations comparables dans d'autres pays du Sud. L'Iran navigue d'une catastrophe climatique à l'autre, sa classe dirigeante est constituée de mollahs millionnaires qui ont fait fortune grâce au pétrole et au gaz, il n'exploite absolument pas son potentiel d'énergies renouvelables et peut se glorifier d'un ancien massif foisonnant de traditions révolutionnaires, rasé après 1979. Les *fedayin* ne sont plus. L'Afrique du Sud, le Nigeria, la Colombie et beaucoup d'autres pays correspondent globalement à ce modèle. Mais le sabotage des infrastructures des combustibles fossiles n'a pas été inventé par les pays du Sud ; en réalité, il est aussi vieux que l'infrastructure elle-même, remontant aux luddites, aux *plug plot rioters* et autres mouvements ouvriers qui s'en sont pris aux machines, notamment à vapeur, en Angleterre – ce qui ne fait que rendre l'énigme plus mystérieuse encore. Les dispositifs émetteurs de CO<sub>2</sub> ont été endommagés depuis deux siècles par des groupes subalternes indignés par les pouvoirs qu'ils servaient – automatisation, apartheid, occupation... – mais pas encore en tant que forces destructrices *en soi*.

L'Europe occidentale a connu une période de sabotage dans les années 1970 et 1980, en solidarité avec les luttes de libération dans ce qu'on appelait alors le tiers-monde. En 1972, des militants palestiniens ont fait sauter un pipeline appartenant à Esso – aujourd'hui ExxonMobil – près

### *Comment saboter un pipeline*

de Hambourg. Au milieu des années 1980, des groupes du « front anti-impérialiste » – Action directe (France), Rote Arme Fraktion (Allemagne), Cellules communistes combattantes (Belgique) – se sont associés pour une campagne commune contre les pipelines de l'OTAN qui traversaient leur pays; une dizaine de tuyaux et de stations de pompage ont explosé. À l'époque du tollé international contre l'apartheid dans les années 1980, des militants ont lancé des bombes incendiaires contre des compagnies qui continuaient à entretenir des relations commerciales avec l'Afrique du Sud, notamment des stations-service Shell dans la province néerlandaise de Groningue. Des stations Shell ont été occupées et incendiées en Suède au milieu des années 1990 en réaction contre le traitement réservé aux peuples du delta du Niger<sup>121</sup>. Mais pour le climat, rien de tout cela.

Un des aspects de la régression en Europe ces dernières années est la quasi-monopolisation de la violence politique par l'extrême droite, la grande exception étant la France des Gilets jaunes. Pendant la pseudo-crise des réfugiés de 2015, 92 incendies criminels ont visé des centres d'accueil de demandeurs d'asile en Allemagne<sup>122</sup>, validant là encore la théorie de l'influence du flanc radical, pour la droite la plus réactionnaire cette fois, puisqu'il a poussé l'État à la fermeture des frontières. La Suède, deuxième pays d'accueil des migrants dans l'Union européenne, a connu

une vague d'incendies similaire. Pas une seule attaque n'a été rapportée contre l'infrastructure des combustibles fossiles dans ces deux pays. Il faut mettre cette répartition sur le compte de l'irrationalité humaine pathologique au beau milieu de cette crise. Les destructions de biens sont possibles – elles sont justes commises par les mauvaises personnes pour de très mauvaises raisons. Mais elles ne doivent pas nécessairement prendre la forme d'explosions, de jets de projectiles ou d'accès pyromanes ; elles ne présupposent pas les capacités militaires du FPLP, du MEND ou des houthis. Elles peuvent être réalisées sans une colonne de fumée. C'est d'ailleurs préférable. Le sabotage peut se pratiquer doucement, délicatement même.

\*

Par une nuit chaude et calme de juillet 2007, Östermalm, le quartier le plus cossu du centre de Stockholm, ses millionnaires, ses aristocrates et son atmosphère de majestueuse sérénité, a reçu la visite d'un groupe de jeunes gens venus d'autres quartiers. Une dame promenait son chien, un homme a jeté un regard par la fenêtre avant d'éteindre la lumière, un autre rentrait chez lui à vélo, mais personne ne semblait faire attention à nous tandis que nous avançons dans les rues, nous arrêtant en nous baissant à intervalles réguliers,

## *Comment saboter un pipeline*

avant de repartir d'un pas rapide. Nous laissons derrière nous une longue traînée chuintante qui persistait quelques heures le long des trottoirs d'Östermalm. Au matin, 60 propriétaires de SUV ont retrouvé leur véhicule affaissé sur l'asphalte, un tract sur le pare-brise.

Nous avons dégonflé un ou plusieurs pneus de votre SUV. Ne le prenez pas pour vous. C'est votre SUV qu'on n'aime pas. Vous avez certainement conscience de la quantité d'essence qu'il consomme, on n'a donc pas besoin de vous éclairer là-dessus. Mais ce que vous semblez ignorer, ou ce dont vous semblez vous moquer, c'est que toute l'essence que vous brûlez pour conduire votre SUV dans les rues de la ville a des conséquences dévastatrices pour d'autres.

Et de dérouler le b.a.-ba de la crise. Nous rappelions qu'en tant que Suédois fortuné, le propriétaire était tranquille pour un moment encore, mais que ce n'était pas le cas des pauvres qui vivaient loin de là, qui subissaient les premiers coups de la tempête. Le pire de cette tempête pouvait encore être évité « si nous réduisons drastiquement les émissions. Maintenant. Pas demain. C'est pourquoi nous avons désarmé votre SUV en dégonflant ses pneus. Dans la mesure où vous vivez dans une ville bénéficiant d'un bon système de transports

publics, vous n'aurez pas de mal à rejoindre votre destination. / *Asfaltdjungelns Indianer* » – ce qu'on peut traduire par « les Indiens de la jungle d'asphalte », un nom idiot, voire déplacé, il faut bien l'admettre. (Nous avons reçu un e-mail d'un Amérindien que notre appropriation culturelle avait dérangé.) Au petit matin, nous avons revendiqué cette action dans un communiqué adressé à la presse et lancé un blog<sup>123</sup>. Nous y invitons d'autres à se mettre au travail.

Sur le blog, on trouvait une liste avec les noms et les photos des principaux modèles de SUV – du Volvo XC90, le spécimen le plus vendu en Suède à l'époque, jusqu'au fameux Hummer – ainsi qu'un mode d'emploi très simple. Dévisser le capuchon de la valve du pneu. À l'intérieur se trouve une broche qui fait sortir l'air si on appuie dessus. Insérer un gravillon de la taille d'un grain de poivre – ou utiliser un haricot mungo, suggérons-nous – et remettre le capuchon en place. Du fait de la pression du petit objet sur la broche à l'intérieur de la valve, le pneu se dégonfle entièrement en une heure environ. Ne pas oublier de glisser le tract sous l'essuie-glace, pour s'assurer que le conducteur est au fait du bricolage et qu'il ne va pas démarrer les pneus dégonflés, mais qu'il aura l'occasion de réfléchir à son choix. Nous invitons nos imitateurs potentiels à laisser les camionnettes des artisans et des ouvriers, les 4x4 des invalides, les minibus et les voitures

## *Comment saboter un pipeline*

ordinaires : tenez-vous-en aux SUV des riches. Ils n'ont aucune utilité pratique – ce n'est pas pour le terrain accidenté dans ce quartier que les SUV sont si fréquents à Östermalm ; ils quittent rarement le tapis moelleux des rues goudronnées de la ville –, ils n'émettent tout ce CO<sub>2</sub> que pour étaler la fortune de leurs propriétaires. Nous comparions ces propriétaires à la jeunesse dorée d'Östermalm qui, au début du nouveau millénaire, avait pris la triste habitude d'acheter des bouteilles de champagne hors de prix, de faire sauter le bouchon et de répandre le liquide dans les bars du quartier dans le seul but de montrer tout l'argent qu'ils pouvaient dilapider – à la différence que cet échappement-là faisait bien plus qu'inonder le parquet. Il tuait des gens.

Comme une traînée de poudre : des groupes d'Indiens, des « tribus », ainsi qu'elles se sont elles-mêmes baptisées, sont apparues dans toute la Suède à l'été et à l'automne. En un seul raid nocturne 200 SUV pouvaient être abattus dans le centre de Stockholm (opération accompagnée d'un communiqué en bonne et due forme), 50 à Göteborg, une poignée à Växjö, ou 70 dans le quartier huppé de Västra Hamnen à Malmö. Le retentissement médiatique a été considérable. Apparu au plus fort de la première vague, juste avant qu'Al Gore et le GIEC reçoivent le prix Nobel de la paix, le phénomène a provoqué une ruée des médias nationaux, tandis que

la presse locale publiait des reportages sur « le jour d'après ». Le supplément du week-end du *Dagens Nyheter*, le premier quotidien suédois, a envoyé une reporter en immersion dans une « tribu » qui se faufilait à travers « des quartiers extrêmement denses en SUV<sup>124</sup> », s'abritait des faisceaux des phares avant de poursuivre en silence, un contingent parmi d'autres au sein d'un mouvement en formation, compréhensible pour beaucoup, déjà suffisamment soutenu et imité pour provoquer une réaction brutale.

Les Indiens sont devenus l'objet d'une furieuse indignation. Leurs actions ne provoquaient même pas de dommages durables aux biens ; le désagrément, le plus léger qui soit, ne coûtait qu'un peu de temps et d'argent pour aller regonfler les pneus à la station-service. Mais c'était une mortification terrible pour certains. Dans leur position affaissée, les SUV avaient le standing d'un sac-poubelle, leur raison d'être se renversant en image d'impuissance flagrante. C'était plus que n'en pouvaient supporter certains propriétaires. « Si je vous avais trouvés "en action", je vous aurais tués », disait l'une des menaces de mort que nous avons publiées sur le blog (c'était avant l'ère du trolling sur les réseaux sociaux) – « Comme beaucoup d'autres, je vous mets au même niveau que les kamikazes et les pédophiles. Je préférerais même qu'on libère des pédophiles et qu'on remplisse les prisons de gens comme vous. Sales voyous, lisez un peu avant de

## *Comment saboter un pipeline*

vous prendre pour des saloperies de guérilleros. » Les forums de soldats, d'amateurs de voitures ou de sports masculins débordaient de fantasmes de vengeance. Un blog intitulé « Cow-boys de la jungle d'asphalte » a fait son apparition, promettant de dégonfler les poumons des Indiens. Cette contre-force disséminait des autocollants représentant un garçon armé, sous les mots « l'air dans mes pneus est un bien privé – le dégonflage est une attaque contre la démocratie ». Le magazine *Motorlife Today* a publié un article évoquant une supposée distribution d'armes à feu et de munitions aux propriétaires de SUV, avertissant qu'il y avait beaucoup de chasseurs et de militaires parmi eux et s'attendant à ce qu'on retrouve « un Indien baignant dans son sang d'une nuit à l'autre<sup>125</sup> ». On parlait d'« hommes menaçants en habits noirs » qui gardaient les véhicules. Toujours les hommes menaçants : pour les propriétaires qui ne mettent pas seulement leur classe sociale, mais leur virilité dans ces voitures monstres, la terreur de la castration symbolique n'est jamais très loin sous la surface.

Aucune violence n'a éclaté. Une fois seulement, un héros viril ordinaire a chassé une Indienne dans le métro, immobilisant celui-ci (tout un symbole) jusqu'à ce que la police vienne arrêter la femme. À la fin du mois de septembre, des « tribus » de Stockholm et de Göteborg ont répondu à ces menaces par une nouvelle vague de dégonflage,



dédiée au demi-million de victimes des pluies torrentielles et des inondations en Ouganda – en solidarité, il fallait « frapper ces sources d'émissions qui comptent parmi les plus pernicieuses dans le monde occidental », clamions-nous. Au premier semestre 2007, les ventes du Volvo ont continué de progresser mais au deuxième semestre, elles ont plongé de 27 pour cent, les autres modèles connaissant des chutes similaires. Nous avons revendiqué une part de ce résultat. Dressant le bilan de la campagne en décembre, nous avons compté plus de 1 500 SUV temporairement « désarmés », comme nous disions. Quelques cas de conducteurs faisant démarrer leur voiture malgré nos précautions nous avaient été rapportés; l'hiver arrivait, synonyme de chaussées glissantes, d'autant plus quand la pluie se mêle à la neige. Nous ne voulions pas mettre des vies en danger. Décrétant un « cessez-le-feu » où nous invitons les propriétaires de SUV à réexaminer leur choix à tête reposée, nous avons mis fin à la campagne, promettant de la relancer plus tard<sup>126</sup>. Puis la vague est entrée dans sa phase décroissante avec la préparation de la COP15 à Copenhague. Elle est retombée brutalement avec celle-ci; les Indiens de la jungle d'asphalte n'ont jamais repris leurs activités. Je trouve ça dommage.

\*

## *Comment saboter un pipeline*

Le dégonflage de SUV auquel nous nous livrions était une farce d'action directe, trop potache et gentille sans doute pour mériter la qualification de sabotage. La quantité de combustibles fossiles brûlée dans la décennie qui s'est écoulée depuis pourrait regonfler les arguments en faveur d'approches plus frontales, et s'il y a une chose à retenir de cet épisode, c'est qu'*un peu d'imagination doit permettre aux militants de neutraliser des dispositifs émetteurs de CO2 par des moyens faciles d'accès*. Mais on entend une objection s'élever ici : pourquoi s'en prendre à la consommation des particuliers ? Le mouvement n'a-t-il pas travaillé dur pour que l'attention soit reportée des consommateurs – les cibles favorites du discours libéral – à la *production* des combustibles fossiles ? N'est-ce pas revenir en arrière que de désigner ceux-là comme le problème ?

Mais la consommation fait bel et bien partie du problème, tout particulièrement la consommation des riches. Il y a une corrélation très étroite entre le revenu et la richesse d'un côté et les émissions de CO2 de l'autre. Cela a été démontré du Canada à la Chine : une part infime de la population est responsable d'une proportion totalement démesurée du gaz émis<sup>127</sup>. Être riche dans le monde d'aujourd'hui, c'est se tenir au sommet de la pyramide de la « capacité inégale à polluer<sup>128</sup> », selon la formule de Dario Kenner dans son livre *Carbon Inequality*. Être ultra-riche, c'est posséder de multiples châteaux, SUV, voitures de luxe, yachts,

jets et hélicoptères, et pourquoi pas un aéroport privé, un sous-marin privé, une plateforme semi-submersible privée servant d'habitat flottant avec tous les agréments imaginables. En se fondant sur une étude extrêmement précise du niveau de vie des ménages, Kenner conclut que « *tous les riches* aux États-Unis et au Royaume-Uni ont une empreinte carbone significative liée à leur mode de vie<sup>129</sup> ». Il donne l'exemple de lord et lady Bamford, dont le plaisir est de faire voler leurs invités quand ils donnent une fête. En mars 2016, ils ont affrété deux Boeing pour emmener 180 amis célébrer avec eux leur anniversaire pendant quatre jours dans des palais au Rajasthan.

À un niveau global, ces modes de vie se traduisent par des émissions prodigieusement disproportionnées, même si le manque de données – les riches ne sont pas toujours très sincères sur leurs émanations – et les différences de méthodologie aboutissent à des variations. Un rapport d'Oxfam de 2015 suggère que les 1 pour cent les plus riches de la population mondiale ont une empreinte carbone 175 fois supérieure à celle des 10 pour cent les plus pauvres<sup>130</sup>; si l'on veut creuser l'écart, celle des États-Uniens les plus riches est 2 000 fois supérieure à celle des Mozambicains les plus pauvres. Un article publié par Ilana M. Otto et ses collègues dans *Nature Climate Change* en 2019 conclut que les 0,54 pour cent les plus riches de l'espèce humaine émettent

### *Comment saboter un pipeline*

un tiers de plus que la moitié la plus pauvre<sup>131</sup>. Une autre étude de la même année se concentre sur les superyachts, soit les yachts d'une longueur supérieure à 24 mètres, qui vont souvent au-delà de 70. On estime à 0,0027 pour cent la proportion d'humains qui peuvent s'en acheter un, même les modèles les plus petits. Sans tenir compte des autres dommages écologiques – comme quand le superyacht du cofondateur de Microsoft Paul Allen est entré dans un récif corallien protégé en janvier 2016, le détruisant à 80 pour cent –, cette étude ne considère que les émissions de CO<sub>2</sub> produites par la combustion de l'essence nécessaire au déplacement des superyachts<sup>132</sup>. La flotte mondiale s'élève à 300 bateaux. En un an, elle génère autant de CO<sub>2</sub> que les dix millions d'habitants du Burundi.

Si vous voulez émettre le plus de CO<sub>2</sub> possible, il n'y a pas plus rapide que de passer votre temps dans les avions. C'est aussi à peu près la définition d'une vie de riche aujourd'hui. Un seul vol de Londres à Édimbourg émet plus de CO<sub>2</sub> qu'un Somalien moyen en un an; de Londres à New York, plus que le Nigérian et le Népalais; de Londres à Perth, plus que le Péruvien et l'Égyptien, le Kenyan et l'Indien. Il y a 56 pays dans le monde où les émissions annuelles par personne sont inférieures à celle d'un passager d'un vol Londres-New York. Ces chiffres sont basés sur des estimations basses de l'impact de l'aviation<sup>133</sup>.

Qui vomit ce feu dans les cieux ? Même dans un pays aussi porté sur l'avion que l'Angleterre, un pour cent des habitants ont pris un cinquième de tous les vols internationaux en 2018, 10 pour cent en ont pris la moitié, et 48 pour cent aucun<sup>134</sup>. Mais les ultra-riches préfèrent avoir leurs propres avions, ou en louer un à Warren Buffett, dont la flotte de dragons de luxe sillonne les cieux avec l'effet que l'on sait<sup>135</sup>. Les jets privés exploités aux États-Unis génèrent à eux seuls autant de CO<sub>2</sub> que la moitié du Burundi en un an<sup>136</sup>.

Cette famille d'émissions a un statut éthique bien caractérisé. Elle a été analysée pour la première fois en 1991 dans l'essai désormais classique de deux climatologues et militants pour le climat, Anil Agarwal et Sunita Narain, qui contestaient les calculs mettant sur le même pied tous les types d'émissions. « Peut-on réellement assimiler », demandaient-ils, « les contributions aux émissions de dioxyde de carbone des voitures qui engloutissent des litres de carburant en Europe et en Amérique du Nord, ou d'ailleurs n'importe où dans le monde, et les émissions de méthane des bêtes de trait et des champs de riz des agriculteurs de subsistance du Bengale occidental ou de la Thaïlande ? Ces gens n'ont-ils pas le droit de vivre<sup>137</sup> ? » Un quantum de méthane issu d'un ruminant ou d'une rizière a peut-être le même forçage radiatif qu'un quantum de CO<sub>2</sub> produit par un SUV, reconnaissent Agarwal et Narain,

### *Comment saboter un pipeline*

mais du point de vue de leur substance morale, ils sont comme l'eau et le feu.

Cette intuition a été reprise et formalisée par Henry Shue, l'un des philosophes les plus clairvoyants sur la crise climatique, qui a développé une distinction, largement reconnue par les chercheurs, entre émissions *de luxe* et émissions *de subsistance*<sup>138</sup>. Les unes ont lieu parce que des riches aiment se vautrer dans le plaisir qu'ils associent à leur rang, les autres parce que des pauvres essaient de survivre<sup>139</sup>. Si une famille de paysans indiens utilise du charbon pour cuire sa nourriture ou éclaire sa maison avec de l'électricité provenant d'une centrale à charbon, sa seule autre possibilité serait de se priver de réchaud ou de lampe. Prisonnière de l'économie fossile, elle n'a guère d'autre choix que d'utiliser l'énergie émettrice de CO2 disponible. Celui qui se déplace en superyacht ne peut être disculpé de la sorte : il pourrait très bien se passer de son bateau sans renoncer à un besoin ou à un droit vital, ni même subir le moindre désagrément d'ailleurs. Les émissions de subsistance se produisent pour les besoins de la reproduction physique, en l'absence d'autres solutions envisageables. Les émissions de luxe n'ont aucune de ces excuses. « Les gens n'ont pas besoin de yachts – ils désirent des yachts<sup>140</sup> », comme le dit bien le PDG d'un des plus gros fabricants de superyachts.

Certes, on sait combien la frontière entre les besoins et les désirs peut être poreuse mais ignorer cette distinction dans ce contexte, « c'est rejeter [l'une des] différences de nature les plus fondamentales que nous comprenions<sup>141</sup> », soutenait Shue dès 1993. Il se débattait alors avec la question des émissions à réduire en premier. « On devrait commencer par les émissions parfaitement inutiles, frivoles et superflues des riches qui se livrent à des activités auxquelles ils n'ont pas besoin de se livrer<sup>142</sup> », affirmait-il. Ou encore : « même en cas d'urgence, on met ses bijoux en gage avant de vendre ses couvertures<sup>143</sup> ». L'argument était formulé à un moment critique dans l'histoire du climat : au début des années 1990, à l'époque des premiers sommets des Nations unies sur le climat, on comptait sur les gouvernements pour parvenir à un accord de plafonnement des émissions mondiales. La question épineuse était celle de la répartition du solde d'émissions admissible entre les riches et les pauvres. Shue était de ceux qui soutenaient qu'on ne pouvait pas exiger que les pauvres interrompent leur développement et abandonnent leur quête d'un niveau de vie moderne pour que les riches puissent continuer à faire leurs affaires ; la simple décence et tout le corpus de la théorie de la justice voulaient au contraire que les pauvres disposent de *plus de latitude*. C'est à cette fin que Shue mobilisait cette distinction<sup>144</sup>. Deux décennies plus tard, alors que les sommets de l'ONU

## *Comment saboter un pipeline*

poursuivaient leur dégringolade sans fin, il était forcé de reconnaître que la situation ne le permettait plus.

Si, dans les années 1990 ou au début des années 2000, les gouvernements des pays riches s'étaient mis d'accord sur un plafond de l'ensemble des émissions et une réduction de leurs propres quotas – comme à peu près tous les autres le demandaient – cela aurait en effet pu donner un peu de latitude aux pays pauvres<sup>145</sup>. Mais aucun plafond n'a jamais été fixé. Les émissions mondiales ont continué à progresser à pas de géant. La montée des températures sur Terre est une fonction des émissions cumulées depuis l'époque de la machine à vapeur; plus il y a d'émissions, plus il fait chaud, c'est pourquoi il est possible d'établir une chose comme un budget carbone. Nous en sommes maintenant à la COP25 et tous les budgets carbone raisonnables sont proches de l'épuisement. Il n'y a plus grande latitude pour personne. « Riche ou pauvre, personne<sup>146</sup> » ne peut disposer d'un quelconque droit à émettre puisque toutes les émissions doivent être ramenées à zéro au plus vite. Heureusement, cela ne condamne pas les pauvres à une pauvreté éternelle puisqu'ils n'ont pas besoin d'émissions mais d'énergie, et avec la baisse générale du coût du renouvelable, la transition ne suppose pas qu'ils sacrifient leurs aspirations matérielles<sup>147</sup>. Mais que devient la distinction entre émissions



de luxe et émissions de subsistance ? A-t-elle perdu de sa pertinence ?

Bien au contraire. Les émissions de luxe deviennent plus ignobles encore avec l'épuisement des budgets carbone pour au moins six raisons. Premièrement, le mal qu'elles font est désormais immédiat<sup>148</sup>. Une journée passée sur un yacht à vapeur en 1913 n'était pas en soi un grand crime puisque relativement peu de CO<sub>2</sub> s'était alors accumulé dans l'atmosphère, la concentration restant inférieure à 300 ppm ; le surcroît qui sortait de la cheminée n'allait pas suralimenter un ouragan ou frotter une allumette au-dessus d'une forêt desséchée. Mais dans une atmosphère déjà saturée de CO<sub>2</sub>, les excès extravagants ont ces effets pernicieux immédiats, ce qui signifie, pour arrêter les euphémismes, que les émissions de luxe sont l'équivalent de projectiles balancés dans les airs qui retombent au hasard sur les pauvres. Les riches pouvaient plaider l'ignorance en 1913. Plus maintenant. Pour cette raison, un groupe de criminologues états-uniens et britanniques a soutenu que la consommation ostensible de combustibles fossiles devait être qualifiée comme un crime<sup>149</sup>. Il est aggravé par la circonstance suivante, qui constitue la deuxième raison : la principale source des émissions de luxe – l'hypermobilité des riches, leur débauche de déplacements en avion, en yacht, en voiture – est ce qui leur permet de ne pas avoir à se soucier des conséquences, puisqu'ils peuvent

## *Comment saboter un pipeline*

toujours se mettre à l'abri ailleurs<sup>150</sup>. Être ultra-riche et hypermobile au-dessus de 400 ppm, c'est déverser les périls mortels sur d'autres *et* y échapper dans un même coup de maître.

Troisièmement, les émissions de luxe sont le fer de lance idéologique du *business-as-usual* tardif qui, loin de se contenter de perpétuer les formes de consommation les moins viables, les *promeut activement*<sup>151</sup>. Le crime est vendu comme un idéal de vie. C'est sur lui que se règle la consommation des couches intermédiaires, les nouveaux riches de tous les pays se bousculant pour rejoindre les 0,0027 pour cent. Les dégâts infligés à la planète au-dessus de 1 °C de réchauffement sont en partie imputables à ceux qui continuent à présenter la dilapidation de ses ressources comme le sens de la vie. Quatrièmement, tout cet argent brûlé prend une valeur éthique particulière quand on pense qu'il pourrait être consacré à aider les victimes de l'incendie. Ilona Otto et ses collègues ont souligné que rien qu'en 2017 – d'après les registres officiels – 44 personnes ont hérité de plus de un milliard de dollars chacune, pour une somme totale de 189 milliards. Les quatre plus gros fonds de financement de l'adaptation aux effets du changement climatique ont approuvé des projets s'élevant à 2,78 milliards au total. 44 personnes ont donc empêché sans rien faire 68 fois plus que l'ensemble des victimes des catastrophes climatiques dans le monde, et il y a de

bonnes chances qu'une part de cette somme soit allée directement dans des superyachts ou autres comme quelqu'un qui, dans le même temps, empoisonnerait les nappes phréatiques et arracherait les comprimés de purification des mains des habitants des bidonvilles. Cette combinaison des effets du crime ne peut que s'intensifier en même temps que le réchauffement.

Cinquièmement, l'argument original est aujourd'hui plus valable que jamais<sup>152</sup>. Si jamais on en arrive à commencer à réduire les émissions, en toute logique, les émissions de luxe devront disparaître en premier. Plus il y aura de gigatonnes de carbone là-haut, plus la bataille risque d'être acharnée sur les émissions à supprimer immédiatement quand le couperet finira par s'abattre. Nous avons aussi peu de latitude que de temps pour prononcer ce jugement. De cette situation découle la sixième et dernière raison, le statut stratégique très particulier des émissions de luxe. Elles sont éminemment démoralisantes. La simple vue d'un superyacht glissant sur un estuaire, l'annonce du dernier record de hauteur battu par un promoteur de gratte-ciel ou de la nouvelle flambée des ventes des véhicules les plus polluants feront désespérer quiconque de parvenir à infléchir les courbes. *Si on n'arrive même pas à se débarrasser des émissions les plus ridiculement superflues, comment va-t-on commencer à tendre vers zéro ?* Plus le gaz s'accumule, plus cette centralité s'accroît. Les

## *Comment saboter un pipeline*

émissions de subsistance doivent être supprimées comme toutes les autres mais elles ne possèdent aucune des six caractéristiques des émissions de luxe dans un monde saturé de CO<sub>2</sub> : crime gratuit, immunité aux retombées, promotion du gaspillage, rétention des ressources nécessaires à l'adaptation, persistance de leurs formes les plus détestables et négation ostentatoire de l'idée même de réduction. Une paysanne qui émet du CH<sub>4</sub> avec sa rizière ou du CO<sub>2</sub> avec son réchaud ne peut être tenue pour moralement responsable de quoi que ce soit de cet ordre<sup>153</sup>. De fait, plus l'économie fossile est solidement établie, plus sa marge de manœuvre risque d'être limitée.

Par conséquent, les États devraient s'attaquer aux émissions de luxe à la hache – non parce qu'elles constituent nécessairement le plus gros des émissions, mais en raison de leur positionnement. Otto et ses collègues proposent des « restrictions obligatoires sur les émissions des ménages et des individus<sup>154</sup> » pour humilier les riches. Or il y a à peu près autant de chances que les classes dirigeantes mettent en place des restrictions obligatoires de la consommation des riches – autrement dit, de leur consommation à elles – que de les voir enfileur une veste de cuir et proclamer le communisme de guerre. Les chances que ce crime fasse l'objet d'une enquête et de poursuites sont tout aussi maigres, l'esprit même du capitalisme, comme le notent les criminologues, étant de l'aduler et

de le gratifier<sup>155</sup>. Dans le rapport de forces entre les classes actuel, l'État capitaliste moyen qui a quelque prétention à la préservation du climat aura plutôt tendance à commencer par l'autre bout : en attaquant les émissions de subsistance.

C'est ce que le roi de la diplomatie climatique et du luxe individuel, Emmanuel Macron, a fait en France en 2018. La taxe carbone qui a provoqué le soulèvement des Gilets jaunes visait les voitures des classes populaires. Chassés depuis longtemps des villes par la hausse des loyers et de l'immobilier, les travailleurs sont relégués dans des arrière-pays où les transports publics sont à peu près inexistantes et où « il est donc essentiel d'avoir une voiture<sup>156</sup> » pour aller travailler et accéder aux services publics. Shue aurait parfaitement reconnu cette situation. La taxe carbone de Macron pesait cinq fois plus lourd sur les 10 pour cent de la population les plus pauvres que sur les 10 pour cent les plus riches – il s'agissait bien d'un impôt dégressif sur la subsistance, tandis que le luxe était affranchi de toute limitation par le « président des riches ». Cela s'est retourné contre lui, comme il se doit. Mais si d'autres gouvernements bourgeois développent la même passion que Macron pour le climat, on peut s'attendre à ce qu'ils commencent à tâtonner dans la même direction. Les émissions de luxe, reconnues depuis longtemps comme les fruits les plus accessibles sur l'arbre de l'atténuation de la crise, continuent de se balancer, lourds

## *Comment saboter un pipeline*

et pourrissants, sans qu'aucun État n'ose y toucher. Il est temps d'attraper des bâtons.

Il faudra peut-être s'en prendre aux sources des émissions de luxe pour rompre le charme dans la sphère de la consommation. Tout comme la campagne pour le désinvestissement a œuvré à la stigmatisation des dividendes des combustibles fossiles, l'objectif serait ici de faire entendre une autre éthique : on ne peut pas laisser les riches brûler vives d'autres personnes impunément. Sans doute conçoivent-ils l'air dont ils se remplissent comme leur propriété privée, mais selon ce principe, il faudrait aussi les autoriser à se pavaner avec des ogives nucléaires. C'est en effet de désarmement qu'il s'agit, mais surtout de la seule solution qui nous mette en pratique sur le chemin de l'atténuation : si nous devons réduire les émissions maintenant, cela signifie qu'*on doit commencer par les riches*. C'est aujourd'hui à la limite du pensable. C'est pourquoi nous devrions prendre exemple sur les *fedayin*, qui se sont lancés dans leur lutte contre le chah à un moment où les travailleurs semblaient soumis à « la domination absolue de l'ennemi » et avaient le sentiment d'une « incapacité absolue à transformer l'ordre établi », comme l'écrivait Amir Parviz Pouyan. Dans son essai, *La nécessité de la lutte armée et le rejet de la théorie de la « survie »*, il décrivait l'atmosphère suffocante d'un régime qui semblait inaltérable, hors de portée de toute influence populaire. L'espoir pouvait-il survivre

dans de telles conditions ? « Nous devons prendre l'offensive pour survivre », lançait Pouyan :

De petits actes de sabotage dans des lieux, des établissements ou tout ce qui peut appartenir à l'ennemi bourgeois, bureaucrate ou comprador, aux riches en général, élargiraient le spectre des initiatives. Ces actes de sabotage, en se poursuivant, compromettront tout particulièrement les choses mêmes que l'ennemi a terriblement peur de perdre. [...] Le charme est rompu et l'ennemi apparaît comme un magicien vaincu<sup>157</sup>.

Aucun texte n'a suscité un tel choc dans la génération de militants qui a renversé le chah.

\*

Mais ce serait une erreur commode de penser que la consommation est un problème qui ne concerne que les 0,0027 pour cent, les plus riches des riches. Même les émissions de luxe ne sont pas leur prérogative. Les SUV ont conquis les marchés automobiles, avec des conséquences stupéfiantes pour la planète : fin 2019, l'Agence internationale de l'énergie rapportait que c'était le deuxième facteur le plus important de l'augmentation mondiale des émissions de CO<sub>2</sub> depuis 2010<sup>158</sup>. Le secteur de l'énergie arrivait en tête,

## *Comment saboter un pipeline*

suivi du boom de la flotte des SUV, avec une avance relativement confortable sur l'industrie lourde – ciment, acier, aluminium –, l'aviation et la navigation. Si les conducteurs de SUV étaient une nation, en 2018, elle aurait été à la septième place pour les émissions de CO<sub>2</sub>. La part toujours plus importante des SUV dans les ventes de voitures annule tous les gains qu'on pouvait attendre de l'amélioration du rendement énergétique dans l'automobile ou des véhicules électriques; lourdes et massives, ces voitures continuaient à engloutir des quantités prodigieuses d'essence une fois en circulation, mais aussi des quantités tout aussi prodigieuses d'énergie pendant leur phase de fabrication. L'AIE n'incluait pas ce dernier facteur dans ses calculs, sans quoi leur destructivité climatique aurait été plus nette encore. Tout cela pour un objet qui ne répond à aucun besoin humain discernable : la sécurité à l'intérieur est une illusion, la probabilité d'avoir un accident, de faire des tonnes et de mourir étant plus forte dans ces tanks que dans les autres véhicules. Comme le notait l'AIE, si ces monstres se vendaient si bien dans le monde entier, c'était plutôt parce qu'« ils sont considérés comme des symboles de richesse et de statut social ». Une planète incinérée par les riches, et par le désir d'en être.

La progression des ventes dans les pays du Nord dessine un joli parallèle avec la crise climatique. Les SUV ont d'abord envahi les États-Unis, jusqu'à



atteindre 63 pour cent des ventes de voitures en 2016 (septième année consécutive d'augmentation des ventes – « une séquence sans précédent », selon les analystes)<sup>159</sup>. En Europe, les « tracteurs de Chelsea » ont fait leur apparition au début des années 2000, juste avant la première vague du militantisme pour le climat; quand celle-ci s'est achevée, en 2009, ils avaient conquis 7 pour cent du marché. Cette part est passée à 36 pour cent en 2018 et devrait atteindre 40 pour cent trois ans plus tard. La croissance a été tout aussi marquée en Suède, où les ventes de SUV ont bondi de 20 pour cent entre 2013 et 2018<sup>160</sup>. Aucun Indien n'est venu contrarier cette tendance.

Les constructeurs automobiles ne cessent de sortir de nouveaux modèles sur lesquels ils concentrent des investissements publicitaires faramineux. Mais la troisième vague du mouvement est à leurs trousses : en septembre 2019, des militants d'Ende Gelände et d'autres organisations allemandes ont mobilisé 20000 personnes dans des manifestations et des actions contre la plus grande foire automobile du monde, l'Internationale Automobil-Ausstellung à Francfort<sup>161</sup>. L'industrie automobile n'avait encore jamais connu une telle mise en cause. Cette mobilisation suivait une série d'accidents mortels provoqués par des SUV, dont le plus dramatique avait provoqué la mort de quatre personnes – dont une femme de 64 ans et son petit-fils de 3 ans

### *Comment saboter un pipeline*

– lorsqu’un homme a perdu le contrôle de sa luxueuse Porsche Macan et fauché des piétons sur un trottoir de Berlin<sup>162</sup>. Des voix se sont élevées pour demander l’interdiction de ces tanks dans les villes. À Francfort, après l’inauguration de la foire par Angela Merkel, des militants ont grimpé sur des SUV et ont déroulé des banderoles sur lesquelles on pouvait lire « *Klimakiller* ». Deux mois plus tard, *Libération* rapportait que tous les SUV d’une rue du seizième arrondissement de Paris avaient été dégonflés la nuit précédente<sup>163</sup>. Il faut s’attendre à ce que ce ciblage se poursuive.

\*

Il n’est pas totalement exact d’affirmer que le mouvement s’est toujours retenu d’endommager ou de détruire des biens. La nuit de l’élection de Donald Trump, Jessica Reznicek et Ruby Montoya, deux membres des Catholic Workers, se sont introduites sur un chantier de construction du pipeline Dakota Access dans l’Iowa<sup>164</sup>. Elles avaient apporté avec elles des boîtes à café remplies de chiffons imbibés d’huile moteur qu’elles ont placées sur le siège de six engins de chantier et enflammées; cinq des six engins ont brûlé. Autodidactes en ce domaine, Reznicek et Montoya ont dû apprendre à se servir de chalumeaux oxyacétyléniques pour percer l’acier des tuyaux. Tout au long du printemps 2017, munies de leur équipement de protection, elles ont

parcouru l'État de part en part, perforant le pipeline partout où elles le pouvaient dans des raids éclair qui ne devaient pas dépasser sept minutes. Après quoi elles ont repris les incendies. Au moyen de ballots de tissu imprégnés d'essence, elles ont mis le feu aux équipements de multiples sites. Les biens attaqués appartenaient à Energy Transfer, un conglomérat de sociétés de transport d'hydrocarbures dont le conseil d'administration comptait parmi ses membres le secrétaire à l'Énergie de Trump, Rick Perry.

Reznicek et Montoya s'étaient engagées dans le mouvement contre le pipeline Dakota Access au moment de Standing Rock<sup>165</sup>; face à la défaite, elles ont choisi de passer à la vitesse supérieure plutôt que de capituler.

Après avoir examiné et épuisé toutes les formes d'action possibles, dont la participation à des réunions publiques, la collecte de signatures pour réclamer des études d'impact environnemental, la désobéissance civile, les grèves de la faim, les manifestations et les rassemblements, les boycotts et les campements, nous avons constaté l'incapacité évidente de notre gouvernement à entendre les revendications populaires<sup>166</sup>,

expliquaient Reznicek et Montoya dans leur communiqué. Elles ont fini par sortir de la

## *Comment saboter un pipeline*

clandestinité en revendiquant publiquement leurs actions : « nous prenons la parole pour encourager d'autres à entrer dans l'action, le cœur pur, pour démanteler l'infrastructure qui nie notre droit à l'eau, à la terre et à la liberté ». Leur sabotage a retardé la construction du pipeline pendant plusieurs mois<sup>167</sup> mais bien sûr, aussi efficaces et déterminées fussent-elles, deux personnes ne pouvaient pas, à elles seules, terrasser le colosse. Il aurait fallu pour cela une montée en puissance organisée.

En Allemagne, le conflit au sujet de la forêt de Hambach a connu un tournant en septembre 2018, quand la police est venue dégager le terrain en prévision de l'ouverture de la mine de lignite. Il fallait d'abord démolir le village bâti dans la canopée. Au fil des ans, les militants avaient construit une soixantaine de maisons, parfois à 25 mètres du sol, formant des communautés ou « barrios » interconnectés pour assurer une protection constante de la forêt. La police avait besoin de grues pour les atteindre. La première compagnie engagée s'est retirée suite au désaccord de son personnel, la deuxième sous la pression de l'opinion publique. La troisième a loué ses grues aux flics, qui se sont lancés dans les airs pour arrêter les militants et détruire leurs trépieds, cabanes et autres villas de deux étages au cours de scènes impressionnantes qui donnaient la mesure de ce que l'État était capable de faire pour du charbon,

et ont suscité un scandale. Puis quelqu'un a mis le feu à l'entrepôt de cette troisième compagnie. L'action a été répétée dans un autre hangar. Dans le même temps, la section allemande des Amis de la Terre a saisi le tribunal régional, qui, à la grande surprise du mouvement, a ordonné d'interrompre les opérations d'évacuation en attendant le verdict. 50 000 personnes se sont réunies dans un champ à proximité pour célébrer ce sursis et réaffirmer leur engagement à vaincre le charbon ; à l'heure où j'écris ces lignes, les cabanes sont reconstruites, les barrios habités, les bosquets bourdonnants d'insectes et d'oiseaux<sup>168</sup>.

Les occupants de la forêt de Hambach se sont engagés dans des conflits de basse intensité avec la police et les compagnies minières, menant parfois de petits actes de sabotage dans les bois et aux alentours. En France, les militants de la ZAD de Notre-Dame-des-Landes ont employé des tactiques combattives dans leur lutte victorieuse contre le projet d'aéroport. Mais à l'exception de ces deux cas et de quelques autres, la destruction de biens tactique est restée largement inexplorée par le mouvement. Et si elle cessait d'être exceptionnelle ? Et si des centaines ou des milliers de personnes marchaient sur les traces de Reznicek et Montoya ? À quel titre pourrait-on le regretter et le condamner ? Certains pourraient y voir la porte ouverte à la violence, voire à un terrorisme sans limite. Reznicek et Montoya se défendent

## *Comment saboter un pipeline*

vigoureusement de mener des actions violentes : « Le pétrole qui est sorti de terre et les machines qui le font sortir et l'infrastructure qui permet tout cela – voilà la violence », a déclaré Reznicek lors d'une interview. « Nous n'avons jamais menacé de vie humaine. Nous agissons pour tenter de sauver la vie humaine, de sauver notre planète, de sauver nos ressources. Et tout ce que nous avons fait Ruby et moi, nous l'avons fait avec des mains pacifiques, résolues et toujours aimantes<sup>169</sup>. » Dans la tradition des Catholic Workers, exaltée par les frères Berrigan, célèbres pour avoir détruit des registres de conscription en les aspergeant de sang et de napalm pendant la guerre du Vietnam et endommagé des obus nucléaires à la fin de la guerre froide, la destruction de biens justifiée relève de la non-violence.

Cette position a des fondements bibliques. Jésus connaissait bien cette tactique : l'Évangile selon Jean nous raconte que la vue des changeurs qui tiraient profit de la vente d'animaux sacrificiels dans le Temple de Jérusalem l'a mis dans une telle fureur qu'il les a chassés avec « un fouet de cordes<sup>170</sup> », avant de disperser leur monnaie et de renverser leurs tables. On peut aussi trouver des soutiens à cette position dans la philosophie profane. D'aucuns ont ainsi pu soutenir que la similitude entre casser le pied d'une enfant et casser le pied d'une table était trompeuse : l'enfant seule peut ressentir de la douleur. Elle seule peut

être traumatisée, avoir sa dignité bafouée ; la table est dépourvue d'intérêts et d'états mentaux<sup>171</sup>. La force physique qui détériore des objets inanimés ne relève donc pas, selon ce point de vue, de la violence, puisqu'elle n'a pas les effets qui constituent le caractère a priori mauvais de ce qu'on appelle violence. Au minimum, ceux qui en font les frais doivent être des êtres sensibles.

Cependant, l'opinion contraire est bien plus commune. Un essai philosophique souvent cité affirme que la violence « est toujours *exercée*, et [qu'elle] est toujours exercée *contre* quelque chose, généralement une personne, un animal ou un bien ». Cette dernière catégorie d'objets – vitres, voitures, commerces – peut faire l'objet de bris, d'incendie, de jets de pierre et de toutes sortes d'actes de violence. Mais que penser de la démolition officielle d'un bâtiment délabré ou du brûlage contrôlé d'une parcelle de jardin ? Pour correspondre aux critères de la violence, les attaques physiques contre les biens doivent être « extrêmement vigoureuses, ou incendiaires, ou malveillantes »<sup>172</sup>, cette dernière caractéristique étant la plus importante. Dans une même veine, Ted Honderich définit la violence politique comme « un usage de la force physique qui détériore, endommage, violente ou détruit des personnes ou des choses, avec une intention politique et sociale<sup>173</sup> ». Chenoweth et Stephan suggèrent que « les tactiques violentes comprennent les attentats

## *Comment saboter un pipeline*

à la bombe, les fusillades, les enlèvements, les sabotages tels que la destruction d'infrastructures et d'autres types de dommages physiques aux personnes et aux biens<sup>174</sup> », au point qu'on en vient à se demander comment ils peuvent encore citer le moindre exemple de non-violence. Le mur de Berlin, on ne l'a pas fait tomber en caressant le ciment ?

Mais les pacifistes stratégiques ont raison d'affirmer qu'aux yeux du public, au début du XXI<sup>e</sup> siècle et tout particulièrement dans les pays du Nord, la destruction de biens a en effet tendance à apparaître comme une violence<sup>175</sup>. De même, la plupart des gens identifieraient un fouet de cordes comme une arme et le fait de chasser les changeurs et de renverser leurs tables comme un acte de violence. Si l'on n'est pas obligé de s'en remettre à l'avis de la majorité, il ne faudrait pas non plus donner aux mots une signification qui s'écarte trop de l'usage commun. Si nous voulions exclure les atteintes aux objets de la sphère de la violence, il nous faudrait essayer de convaincre le monde qu'une foule de Gilets jaunes descendant les Champs-Élysées et pulvérisant tous les magasins sur son passage pratique en réalité la non-violence – plus qu'un tour de force conceptuel, un gaspillage d'énergie rhétorique.

Nous devons donc accepter que la destruction de biens relève bel et bien de la violence, dans la mesure où elle constitue un exercice intentionnel



de la force pour porter atteinte à une chose possédée par une personne qui ne veut pas qu'on porte atteinte à ladite chose (comme Rick Perry et les propriétaires d'Energy Transfer). Mais il faut ajouter immédiatement qu'une telle violence est *d'une autre nature* que la violence qui frappe un humain (ou un animal), pour les raisons mentionnées plus haut : on ne peut pas faire preuve de cruauté à l'égard d'une voiture ni la faire pleurer. Elle n'a pas de droits qui seraient outragés au moment où elle prend feu. Cela porte tort à la personne derrière la voiture – le conducteur, le propriétaire – qui se voit empêchée de l'utiliser comme elle l'entend. Mais ce serait tout autre chose que de mettre le feu à cette personne<sup>176</sup>. Martin Luther King – une boussole autrement plus fiable et constante que Gandhi – a défendu cette distinction dans son apologie des émeutes urbaines de 1967 : « Violentes, elles l'ont certainement été. Mais la violence s'est infiniment plus déchaînée contre la propriété que contre les personnes », et dans cette catégorie des actes violents, c'est ce qui faisait toute la différence : « La vie est sacrée. La propriété est destinée à servir la vie : quels que soient les droits et le respect dont nous les entourons, elle ne possède aucune existence personnelle. » Pourquoi les émeutiers « étaient-ils donc aussi violents contre la propriété ? Parce que la propriété représentait la structure du pouvoir blanc qu'ils attaquaient et essayaient de détruire<sup>177</sup> ».

## *Comment saboter un pipeline*

Selon le point de vue le plus courant, qui semble aussi être celui de King, un objet inanimé peut subir de la violence du fait qu'il appartient à quelqu'un – autrement dit que son existence entre dans un rapport avec un être humain qui peut se dire blessé indirectement quand l'objet est endommagé. Le fait de fracasser un vieux châssis rouillé dans une décharge peut difficilement passer pour un acte violent si personne alentour ne pâtit de cette perte. Mais ce caractère indirect est aussi ce qui distingue la destruction de biens, puisqu'on ne peut pas mettre sur un même pied ce qui est fait aux gens et ce qui est fait aux choses qu'ils possèdent. Même l'homme le plus passionnément épris de sa voiture admettra que les actes de lacérer ses pneus et de lacérer ses poumons relèvent de catégories éthiques différentes. Seule la forme la plus extrême de fétichisme bourgeois – prêtant une âme à l'objet possédé – pourrait s'élever contre cette distinction. Il y a bien toutefois une exception, un type de destructions de biens qui s'apparente au meurtre et à la mutilation, celles qui touchent aux conditions matérielles de subsistance : empoisonner la nappe phréatique de quelqu'un, mettre le feu à la dernière oliveraie d'une famille ou lancer une bombe incendiaire sur une rizière dans un village paysan indien au prétexte qu'elle émet du méthane ne sont parfois pas loin d'équivaloir à un coup de poignard dans le cœur. À l'exact opposé se trouve le superyacht en miettes.

Maintenant, si l'on accepte l'idée que la destruction de biens relève de la violence et qu'elle est moins grave que la violence contre les êtres humains, cela ne condamne ni ne justifie en rien la pratique. Il semble qu'il faille l'éviter aussi longtemps que possible. Même un marxiste révolutionnaire devrait la considérer comme a priori mauvaise, la propriété privée étant la forme sous laquelle le capitalisme prend au piège les forces productives qui pourvoient souvent – quoique de moins en moins – à des besoins humains. On n'aimerait mieux pas que des gens se mettent à lancer des briques contre des devantures de cafés, à démolir des murs d'écoles et à déchirer des vêtements sur un coup de tête, juste pour le plaisir. Il faut des circonstances extrêmement impérieuses pour commencer à envisager des attaques contre les biens. C'est le moment où on sort la balance.

« La vie d'une femme, sa santé, ses membres n'ont-ils pas une autre valeur que des vitres<sup>178</sup> ? » demandait Emmeline Pankhurst. Ou encore, comme l'écrivait un philosophe : si une guerre parfaitement immorale est déclenchée, le droit des ingénieurs ferroviaires à maintenir les rails en bon état peut être supplanté par « le droit supérieur des gens du pays vers lequel les troupes se dirigent, à la vie même<sup>179</sup> ». Dans le cas de la crise climatique, on ne devrait pas mettre trop longtemps à voir pencher la balance – d'un côté, des choses comme les pipelines, les excavateurs et les SUV ;

### *Comment saboter un pipeline*

de l'autre, un poids qui tend vers l'infini puisqu'*il englobe toutes les valeurs*. C'est la vie d'une femme, sa santé et ses membres, le droit des gens à la vie même, et tout le reste qui sont en péril. De plus, du fait de la dimension temporelle de la crise, la question de Pankhurst doit aussi se poser du point de vue des générations futures : une fois adultes, les petites filles qui sont aujourd'hui à l'école ou qui naîtront l'année prochaine jugeront-elles que les machines de l'économie fossile n'ont pas été traitées avec suffisamment de respect ? Ou bien regarderont-elles l'époque actuelle comme on regarde aujourd'hui le temps des suffragettes, si tant est qu'on ait un minimum de conscience féministe, en considérant les vitres brisées comme un prix à payer bien modeste en regard de l'enjeu ? Mais quand les suffragettes brisaient des vitres, enflammaient des boîtes aux lettres et dégradaient des peintures, ces objets avaient un rapport très lointain avec le problème du monopole masculin sur le suffrage. Aujourd'hui les machines de l'économie fossile *sont* le problème.

On pourrait alors mettre à profit les recherches contemporaines sur la désobéissance civile et la violence politique. William Smith, l'un des théoriciens les plus brillants sur le sujet, a décidé récemment de s'intéresser aux formes d'action de type « occupations, sabotage, dégradation de biens et autres », destinées à dissuader les adversaires de mettre en œuvre leurs projets et à les empêcher

de recommencer. Il considère ce taxon d'actions comme distinct de la désobéissance civile, dont le ressort est la pression morale. À quel moment se justifient-elles ? Il fixe trois critères. Premièrement,

l'action directe devrait se limiter à perturber des pratiques qui pourraient entraîner, ou menacer d'entraîner, des dommages graves et irréversibles. L'urgence de la situation pourrait suffire à renoncer au choix de principe de la protestation légale et de la désobéissance civile si des dégâts trop importants risquaient de se produire avant que le processus de réflexion et de réexamen enclenché par ces dernières puisse suivre son cours<sup>180</sup>.

Il faut noter que, contrairement à ce qu'on pourrait penser, cet argument n'est pas formulé spécialement pour la crise climatique, qui n'est pas mentionnée.

Deuxièmement, il faut qu'il y ait des raisons de penser que les tactiques plus douces n'ont mené à rien et que cette absence d'avancées est elle-même le symptôme de la profondeur structurelle du problème. Troisièmement, il faut, idéalement du moins, qu'il existe une charte, une convention, un décret supérieur bafoué ou violé par les malfaiteurs visés. Grâce à trois décennies de logorrhée institutionnelle, voilà bien une chose dont on ne manque pas : de la CCNUCC (Convention-cadre

### *Comment saboter un pipeline*

des Nations unies sur le changement climatique) à l'accord de Paris, sans parler des innombrables engagements et autres plans d'actions nationaux (du moins en Europe), des bibliothèques entières de pactes et de traités sont à la disposition des militants du climat pour poursuivre les criminels. Mais Smith reconnaît que les trois critères ne doivent pas nécessairement être réunis. « La gravité du dommage ou l'urgence » peuvent être telles que l'action directe ne nécessite pas de mandat supplémentaire.

Ce radicalisme n'a rien d'aberrant; on trouvera des raisonnements similaires dans quantité de livres et d'articles<sup>181</sup>. Smith n'est pas non plus le seul à affirmer qu'à un certain moment, le droit à la résistance peut se transformer en devoir. De fait, dès lors qu'on a pris acte de la gravité de la crise climatique, on ne voit pas très bien quels préceptes éthiques pourraient être mobilisés pour maintenir l'interdiction de la destruction des biens qui en sont la cause. Le plaidoyer pour la primauté de l'intégrité physique des dispositifs émetteurs de CO<sub>2</sub> à l'heure actuelle reste encore à écrire.

\*

Et le terrorisme? On a vu Lanchester imaginer un scénario où des gens rayeraient les carrosseries des SUV avec leurs clés et le faire rentrer dans cette catégorie. Est-ce vraiment le bon terme? Peu de

concepts portent une telle charge idéologique ou une coloration si intimement liée à un moment particulier<sup>182</sup>; si l'histoire de « violence » se perd dans la nuit des temps, on peut difficilement prononcer le mot « terrorisme » aujourd'hui sans entendre la voix de Rumsfeld, Trump et d'autres Donald, ce qui ne dispose pas franchement à faire des concessions à l'usage ordinaire. Si l'on doit accorder quelque substance analytique au terrorisme, il faudra nécessairement poser en son cœur quelque chose comme *l'assassinat aveugle de civils innocents dans le but de faire naître un climat de terreur*. Nous avons rejeté la protestation de non-violence de Jessica Reznicek et Ruby Montoya – doit-on maintenant les qualifier de terroristes? Selon cette définition, ce serait risible<sup>183</sup>.

Dans la théorie de la guerre juste, la *differentia specifica* du terrorisme, la transgression morale distinctive qui salit son nom, tient au fait qu'il tue sans faire de distinction entre combattants et non-combattants. Reznicek et Montoya n'ont pas tué de combattants. Elles n'ont tué personne, blessé personne, elles n'ont pas touché à un seul cheveu et on devrait donc les ranger aussi loin que possible de la catégorie de terrorisme. Ceux qui sont prêts à les qualifier de terroristes refuseraient très certainement d'appliquer ce terme à des gens qui investissent dans les dispositifs émetteurs de CO<sub>2</sub> ou qui en abusent, ce qui revient à recommander que des actes qui ne blessent aucun être

## *Comment saboter un pipeline*

vivant soient caractérisés comme terroristes tandis que des actes qui tuent des gens de façon certaine seraient absous. Mais un tel abus de langage ne serait pas une surprise chez les gardiens du *business-as-usual*. D'ailleurs, il semble que la rhétorique soit déjà en place, avant même que la moindre campagne de destruction de biens d'envergure ait été lancée : en 2019, les services de renseignement danois et suédois et leurs relais universitaires ont prévenu que « le terrorisme climatique [était] à l'horizon<sup>184</sup> », par la voix de Magnus Ranstorp, l'homme des basses besognes idéologiques de l'appareil d'État répressif en Suède, qui n'avait jusque-là jamais prononcé un mot en public sur la question climatique et qui ne faisait bien entendu pas référence à la combustion d'énergie fossile. Lui et ses collègues pensaient à des actions comme celles de Reznicek et Montoya. « On imagine aisément », affirmait un expert danois au sujet des militants de la troisième vague, « qu'ils puissent être déçus par un système politique qui, à leurs yeux, ne prend pas cette question suffisamment au sérieux, et une fraction d'entre eux pourrait recourir à des actions violentes<sup>185</sup> » – ce scénario hypothétique était esquissé en mai 2019. Toujours la même énigme.

Il ne s'agit bien sûr pas de proposer que les émissions de CO<sub>2</sub> soient catégorisées comme des actes terroristes, ce qui serait aussi un abus de langage, bien que sans doute moindre, l'assassinat aveugle



étant au cœur de la définition du terrorisme. Il ne faudrait pas dévaluer le terme, banaliser le crime. Quelqu'un qui entre dans une mosquée avec l'intention de tuer le plus grand nombre de fidèles commet un acte terroriste : quelqu'un qui perfore un pipeline ou qui met le feu à un hangar commet « un acte catégoriquement distinct<sup>186</sup> », comme l'écrit Steve Vanderheiden, grand philosophe de l'éthique environnementale.

« Vandalisme » serait un terme plus approprié, de même que « sabotage », que nous avons employé pour désigner les dégradations et destructions de biens ; tant qu'il n'y a pas de sang versé, c'est dans cette palette qu'il faut choisir. On change de registre dès que du sang est versé. Cela pourrait arriver, malencontreusement ou délibérément. Ce n'est pas nécessaire. En 2004, deux chercheurs travaillant pour l'armée norvégienne ont passé au crible 5 000 actes de terrorisme et identifié 262 cas qu'ils ont qualifié de « terrorisme pétrolier », définis comme des attaques contre l'infrastructure et les employés du pétrole, concentrés au Moyen-Orient, au Nigeria et en Colombie (dont un seul était le fait d'écologistes)<sup>187</sup>. Seuls 11 pour cent d'entre eux ont fait des victimes, généralement une ou deux. Si l'on écarte les attaques contre les employés, il n'y a quasiment plus de victimes. Les attaques mortelles étaient principalement le fait d'islamistes – comme pendant la guerre civile algérienne – qui avaient peu de scrupules à faire

### *Comment saboter un pipeline*

couler le sang, tandis que gauchistes et autres groupes laïques, notamment le front anti-impérialiste européen des années 1980, cherchaient plutôt à l'éviter. Les morts et les blessés liés au « terrorisme pétrolier » pouvaient ainsi « s'expliquer par des différences d'idéologie », concluaient les Norvégiens. Mais cela ne signifie pas que les islamistes tuent nécessairement quand ils s'en prennent au pétrole : les drones qui ont fondu sur Abqaiq ne semblent pas avoir provoqué la moindre blessure.

L'art à maîtriser ici est celui de la violence politique contrôlée. Quand les townships sont entrés en ébullition après le massacre de Sharpeville, Nelson Mandela s'est efforcé de convaincre les autres dirigeants de l'ANC que « la violence commencerait, que nous en prenions ou non l'initiative. Ne vaudrait-il pas mieux guider cette violence nous-mêmes, en respectant des principes qui nous permettent de sauver des vies en attaquant les symboles de l'oppression, et non les gens ? » Des sages comme Ranstorp ont peut-être identifié un ferment semblable (même s'il ne faudrait évidemment pas exagérer les similitudes). Parmi les différentes options envisagées par Mandela, il y avait le terrorisme et la guérilla, mais « inévitablement, le terrorisme donnait une mauvaise image à ceux qui l'employaient et détruisait le soutien public qu'ils auraient pu recueillir. La guerre de guérilla était

une possibilité, mais comme l'ANC avait hésité à adopter la violence, il semblait logique de commencer avec la forme de violence qui causait le moins de tort aux individus : le sabotage<sup>188</sup> ».

À l'heure où j'écris ces lignes, tandis que la troisième vague continue de grossir, dans un climat politique toujours hanté par Al-Qaïda et Daech, ce serait une catastrophe pour le mouvement si l'une de ses composantes décidait de recourir au terrorisme. Il en serait de même si ses actions faisaient accidentellement des morts et des blessés. Le capital moral accumulé par le mouvement pour le climat pourrait se voir dévalorisé ou effacé d'un coup. Si le meurtre a des conséquences néfastes pour une juste cause, son inadmissibilité a priori n'est pas atténuée mais renforcée, si bien que toute militante pour le climat qui songe au sabotage devrait s'en tenir aux principes originels de MK qui étaient « de ne pas mettre de vie en danger » – ou, pour le dire avec William Smith, s'assurer que son action demeure toujours « pondérée, proportionnée et spécifique »<sup>189</sup>. Elle devrait informer de l'éventuel risque de blessures, renoncer à harceler ou à intimider des gens, prendre soin d'éviter de porter atteinte à l'environnement. Peut-on garantir une telle modération ? Non, bien entendu. Comme tous les choix tactiques, ce sont des décisions qui doivent se forger dans l'instant. Jessica Reznicek et Ruby Montoya sont des inspiratrices en ce

## *Comment saboter un pipeline*

domaine, elles qui se sont attaquées à l'infrastructure des combustibles fossiles avec des « mains toujours aimantes ».

\*

Un jour, j'ai demandé à Bill McKibben, qui venait de prononcer un discours galvanisant devant une salle comble, à quel moment – étant donné l'urgence de la situation qu'il venait de décrire et dont nous avons tous conscience – on allait passer au stade supérieur. Il était visiblement mal à l'aise. La première partie de sa réponse a exposé ce qu'on pourrait appeler l'objection de l'asymétrie : dès que le mouvement social s'engage dans des actions violentes, il entre sur le terrain de prédilection de l'ennemi, qui dispose d'une supériorité militaire écrasante. L'État aime les combats armés : il sait qu'il gagnera. Notre force est dans le nombre<sup>190</sup>. C'est là un des arguments préférés des pacifistes stratégiques mais il est de mauvaise foi. La violence n'est pas le seul domaine où l'asymétrie règne. L'ennemi dispose d'une supériorité écrasante dans à peu près *tous* les domaines, notamment la propagande médiatique, la coordination institutionnelle, les ressources logistiques, la légitimité politique et surtout l'argent. Si le mouvement entend éviter les batailles inégales, une campagne de désinvestissement apparaît comme le pire choix possible

puisqu'il s'agit d'essayer de saper le capital fossile au moyen du capital.

Il y a une histoire séculaire, voire plurimillénaire, de lance-pierres terrassant des Goliaths et d'ingénieuses tactiques pour déceler les failles de l'armure. Dans le contexte de la résistance de masse dans la bande de Gaza assiégée au printemps 2018, les Palestiniens ont inventé des dispositifs incendiaires qu'ils accrochaient à des cerfs-volants et à des préservatifs gonflés à l'hélium pour les faire voler par-delà le mur en direction des terres israéliennes. L'État le plus puissant du Moyen-Orient, qui avait à sa disposition des bombes atomiques et les systèmes d'interception les plus sophistiqués, était soudain impuissant face aux missiles misérables de ce fragment de peuple survivant dans un dénuement absolu. Au cours des soulèvements populaires qui ont ébranlé 2019, les foules ne se sont pas contentées de fracasser des boutiques à la barre de fer à Beyrouth, de mettre le feu à des SUV dans les beaux quartiers qui dominent Port-au-Prince, de s'affronter violemment à la police à Quito – le plus grand pipeline d'Équateur a également été fermé suite aux « perturbations » des manifestants indigènes –, de brûler des banques et des bâtiments officiels en Iran et en Irak et de mettre en pièces chaque jour davantage le modèle de la résistance civile. Elles ont été aussi d'une folle créativité quand il s'est agi de mettre au point des technologies

## *Comment saboter un pipeline*

archaïco-futuristes de combat sans armes à feu. À Santiago, elles ont utilisé jusqu'à cinquante pointeurs laser pour abattre des drones de la police. À Hong Kong, elles ont rempli les rues de « mini-Stonehenges » – une brique horizontale posée sur deux briques verticales – pour empêcher la circulation des véhicules de police et construit d'immenses catapultes de bois, façon Moyen Âge, pour lancer des cocktails Molotov vers les lignes de l'État chinois<sup>191</sup>. Aucune loi ne dit que l'asymétrie en ce domaine ne peut pas être renversée par en bas ni que la violence entre nécessairement en contradiction avec la force du nombre. En réalité, la violence collective non armée est précisément une expression de cette force, une façon de faire tomber ce qui paraissait invincible. La destruction de biens en a toujours été une composante essentielle. Pourra-t-elle prendre des proportions massives dans la lutte pour le climat ? Uniquement si le mouvement surmonte le tabou qui l'entoure.

Arrive ensuite très vite l'objection du mauvais moment : nous n'avons pas encore épuisé la non-violence. Nous devons nous armer de patience. Donner encore une chance à la désobéissance parfaitement civile et la laisser s'affiner des années encore si nécessaire. Il ne faut pas l'abandonner avant l'heure. Mais dans le cas présent, l'accusation d'imprudence tient difficilement. Du fait de la temporalité du problème, une fois encore, l'objection contraire – celle de l'excès

de patience jusqu'ici – paraît plus fondée. « Nous vivons dans un monde rêvé », remarquait un jour George Monbiot :

Nos rêves vont, comme ils ont déjà commencé à le faire, détruire les conditions nécessaires à la vie humaine sur Terre. Si nous étions gouvernés par la raison, nous serions aujourd'hui sur les barricades, en train d'arracher les conducteurs de Range Rover et de Nissan Patrol à leurs sièges, d'occuper et de fermer les centrales électriques à charbon, de faire irruption dans la retraite des Blair à la Barbade pour exiger un renversement de la vie économique aussi spectaculaire que celui que nous avons supporté quand nous sommes entrés en guerre contre Hitler<sup>192</sup>.

Monbiot écrivait ceci en 2003.

Mais tout le monde ne sait pas préparer un cocktail Molotov ou faire flamber une boîte à café à l'huile moteur ! C'est l'objection de la démographie, selon laquelle par nature la non-violence attire les masses alors que la violence les exclut. À première vue, elle semble également de mauvaise foi, puisqu'en général, on ne pense pas que des activités qui demandent des compétences et des aptitudes physiques particulières doivent être abandonnées pour cette raison ; personne ne reprocherait au pompier qui vient de le tirer des flammes

### *Comment saboter un pipeline*

d'être venu le sauver au prétexte que tout le monde n'a pas sa forme physique et son agilité. Les processus sociaux ont tendance à impliquer des formes de division du travail. À y regarder de plus près, toutefois, cette objection est plus sérieuse dans la mesure où elle touche à des rapports et des agencements non pas techniques mais bien *politiques*, et là, la participation de masse est une valeur en soi, ce qui n'est pas le cas dans un bloc opératoire par exemple. Et surtout, d'un point de vue empirique, Chenoweth et Stephan ont raison d'affirmer que « les barrières à la participation sont beaucoup moins élevées dans le cas de la résistance non-violente que dans celui de l'insurrection violente<sup>193</sup> ». L'ambiance festive sur une place occupée par des manifestants est plus facile à défendre et moins intimidante que le chaos d'une rue sous un déluge de pavés. C'est l'une des raisons pour lesquelles 1) la mobilisation de masse non violente devrait (chaque fois qu'elle est possible) être le premier recours, l'action militante plus combative, l'ultime ; et 2) aucun mouvement ne devrait délibérément renoncer à celle-là, à laquelle celle-ci ne peut que se raccrocher, non se substituer.

Cela dit, la popularité des pratiques de désobéissance civile est sans doute à relativiser. XR s'est mis en quatre pour déverser des flots d'amour sur la police. « Policiers, on vous aime – c'est pour vos enfants aussi<sup>194</sup> », pouvait-on entendre dans les rues de Londres. Après l'action de Malmö



en septembre 2019, leur section locale a publié la photo d'un tête-à-tête entre un flic et un militant, tout sourire et tendresse, le commentaire confirmant qu'« en fin de compte, on est tous dans le même bateau ». Dans le vade-mecum, on apprend que les Rebelles doivent « chercher activement à être arrêtés » et que ce désir est « au cœur d'Extinction Rebellion<sup>195</sup> ». C'est là une perspective qui séduira peut-être certaines personnes, sûrement pas tout le monde. Comme l'a souligné la lettre ouverte à XR<sup>196</sup> écrite par le réseau de militants pour le climat non blancs Wretched of the Earth – avec Ende Gelände, des occupants de la forêt de Hambach et de nombreux autres alliés – après le « soulèvement de printemps » à Londres en 2019, se jeter dans les bras de la police est un signe de privilège. On comprend que les personnes issues de communautés racisées hésitent à le faire. La bourgeoisie blanche peut compter sur les bonnes manières des flics; les prolétaires musulmans ou noirs ou les migrants sans-papiers, beaucoup moins. C'est peut-être une des choses qui expliquent qu'XR, lors de sa première année d'existence, ait été marqué d'une blanchité hors de toute proportion avec la démographie de villes comme Londres et Malmö. D'autres peuvent se sentir attirés par une approche plus conflictuelle ou fuyante de l'appareil d'État répressif. En fin de compte, comme le disaient les Wretched of the Earth, nous sommes

## *Comment saboter un pipeline*

trop nombreux et trop variés pour rentrer dans le même bateau : le seul véhicule susceptible d'accueillir le niveau de participation nécessaire pour remporter ce « combat de notre vie » est « *une diversité et une pluralité de tactiques* ». De fait, cette diversité et cette pluralité ouvrent la voie à ces tensions internes auxquelles aucun mouvement qui a transformé le cours de l'histoire n'a jamais pu échapper. Il y a quelque chose de suspect dans la conformité tactique totale.

S'appuyant sur la lecture des mouvements contre les dictatures, une autre objection invoque la démocratie : la violence nuit à l'objectif du débat pacifique, constitutionnel<sup>197</sup>. Si l'ennemi est brutalisé voire pire, il est chassé du cercle des héritiers légitimes de la nation et ne reviendra plus s'asseoir à la table comme il aurait dû. (Chenoweth et Stephan ajoutent que cela fera fuir les investisseurs étrangers.) Mais dans le type de lutte que mène le mouvement pour le climat – contre un ensemble de forces productives qui prospèrent dans les démocraties d'âge respectable – cet argument perd une part de sa pertinence. Il perd ce qu'il en reste dès lors que la violence se limite aux biens, comme un autre philosophe l'a souligné : « s'emparer du jet incrusté d'or d'un ploutocrate et le détruire est une forme saisissante et éminemment symbolique de protestation » et, « dans la mesure où le ploutocrate lui-même n'est pas menacé<sup>198</sup> », il n'y a là aucun ostracisme antidémocratique.

La seconde partie de la réponse de McKibben avançait l'objection du soutien populaire. Dès que la violence entre en jeu, celui-ci s'évapore<sup>199</sup>. Le mouvement peut susciter de la sympathie en formant une chaîne humaine autour de la Maison-Blanche ou en bloquant un terminal gazier avec une flottille de canoës, ou encore en organisant un die-in dans un musée d'histoire naturelle, mais il inspirera forcément de la répulsion au public s'il commence à mettre le feu à des choses ou à affronter la police. Il y a un peu de vrai dans cette affirmation, en particulier pour les États-Unis. Pour la France c'est différent. Un mouvement social français n'est pas automatiquement mis au ban s'il pimente la mobilisation de masse de destructions de biens et d'émeutes : il n'y a pas de loi biologique de la répulsion, même au sein des pays du Nord. Nous nous trouvons même face à un véritable paradoxe ici, puisque, mesurée à l'aune d'indicateurs tels que la diffusion des armes à feu, la fréquence des fusillades, le nombre de civils tués par la police, la vénération des héros armés dans la culture populaire, la belligérance de l'État, ou d'autres, la violence est bien plus considérable dans la société états-unienne qu'en France, et pourtant l'intolérance à l'égard de la violence des mouvements sociaux atteint là-bas des sommets. Mais ce paradoxe s'évanouit si l'on se souvient que c'est par la violence génocidaire que les États-Unis ont fait place nette pour l'instauration d'un

## *Comment saboter un pipeline*

capitalisme effréné. En revanche, la France peut compter sur une tradition constamment renouvelée d'insurrections populaires et une classe travailleuse relativement combative. La tolérance pour la violence subalterne est inversement proportionnelle à l'absolutisme de la domination capitaliste et à la violence qu'elle diffuse dans la formation sociale – en d'autres termes, l'allergie américaine est une pathologie<sup>200</sup>.

Les Américains ne sont toutefois pas les seuls à vivre dans des sociétés malades et les militants doivent bien entendu apprendre à se comporter en leur sein pour ne pas s'aliéner immédiatement le public visé. Ils ne devraient pas pour autant considérer l'aversion générale pour le sabotage, aussi modeste soit-il, comme un fait de nature. Les niveaux de réceptivité évoluent avec le temps et cela devrait être particulièrement vrai dans le cas de la lutte pour le climat. Si, en 2007, année encore pas si chaude, les Indiens de la jungle d'asphalte ont pu dégonfler des pneus de SUV en Suède sans subir aucune perte – ce sont les Cowboys qui avaient pris les armes –, quelle forme de sabotage pourrait être mal accueillie, même dans les formations sociales les plus dépolitisées, en 2025 ou en 2040 ? À six degrés d'augmentation, l'envie de faire sauter des pipelines pourrait bien être à peu près universelle dans ce qu'il restera d'humanité. On devrait poser une *loi de l'augmentation tendancielle de la réceptivité* dans un monde

en réchauffement rapide ; le contraire reviendrait à postuler un désir de mort dans la totalité de l'espèce humaine. Si les combustibles fossiles continuent à être brûlés et les températures à grimper, les attaques contre les sources de ces désastres toujours plus effroyables, toujours moins niables, devraient parler à des strates toujours plus larges de la population. La seule chose qui pourrait interférer avec cette tendance serait une annulation effective du *business-as-usual*, un *Green New Deal* ou un ensemble de mesures politiques de ce type pour infléchir la courbe et tendre vers zéro – auquel cas la destruction de biens apparaîtrait superflue pour beaucoup. C'est bien entendu la meilleure chose qu'on puisse espérer, ce à quoi tous nos efforts devraient contribuer. Sans cela, la réceptivité augmentera nécessairement, aussi faible soit-elle à l'origine, puisque le bouleversement climatique, lui, ne stagne pas ; il ne connaît pas de stase ; il sera exacerbé par des processus biochimiques et physiques avec lesquels on ne peut pas négocier, et à la lumière de cette temporalité, les pronostics habituels sur la violence et le soutien populaire qu'elle reçoit devront être révisés.

Le problème, bien sûr, c'est que faire sauter un pipeline dans un monde à six degrés de plus, ce serait agir un peu tard. Doit-on attendre un assentiment quasi général ? Celui de la majorité ? D'une importante minorité ? Les militants du climat ne peuvent pas se contenter d'accepter le niveau de

## *Comment saboter un pipeline*

sensibilité politique existant comme un état de fait mais ils doivent s'efforcer de l'amplifier. Ils doivent marcher devant – pas trop loin des masses, ce qui mènerait à l'isolement; pas non plus au milieu ou à l'arrière, ce qui ferait obstacle à leur mission. Ils doivent se préparer à être calomniés par certains (le contraire serait une preuve d'inefficacité) tout en se gardant des tactiques qui risquent d'effrayer trop de gens – l'exercice d'équilibrisme auquel toute avant-garde opérante se soumet. Les actions doivent être menées uniquement si le plan, l'objectif et l'exécution peuvent être expliqués et recueillir des soutiens, dans un rapport étroit avec le niveau de sensibilité existant, afin de le faire monter d'un cran<sup>201</sup>. C'est l'une des raisons pour lesquelles ce serait en effet une très mauvaise idée que d'assassiner un dirigeant de l'industrie du charbon ou d'envoyer un avion contre un gratte-ciel d'ExxonMobil. Le sabotage intelligent est d'une autre nature. Il doit être explicable et acceptable par suffisamment de gens à certains endroits, et si ce n'est aujourd'hui, à coup sûr après quelques nouvelles catastrophes.

Le temps et le timing sont essentiels. Chaque phénomène météorologique extrême s'abat désormais de toute la force des émissions accumulées jusque-là et donne un avant-goût des malheurs à venir. Ce devrait être le moment choisi pour frapper et monter d'un cran : la prochaine fois que des incendies dévastent les forêts d'Europe, saccager

un excavateur. La prochaine fois qu'une île des Antilles est défigurée par un cyclone, débarquer au beau milieu d'une débauche d'émissions de luxe ou au siège de la Shell. La météo est déjà politique mais elle est politique *dans une seule direction*, déchaînant toute la puissance de la vapeur accumulée par l'ennemi qui, de son côté, n'a pas à supporter la responsabilité ni les effets de la chaleur. Il est incompréhensible que les militants du climat n'aient pas encore su régler leurs actions sur la succession des catastrophes climatiques : c'est un autre aspect de l'énigme de Lanchester.

La temporalité de la crise pourrait bien faire glisser rapidement le curseur de la modération, comme dans les décennies de la lutte pour les droits civiques : Martin Luther King passait pour un radical à la fin des années 1950, Extinction Rebellion en 2019. Avec l'émergence d'un flanc, les positions évoluent<sup>202</sup>. C'est à ce moment qu'on peut avancer : lorsque les représentants d'XR s'assièrent avec le gouvernement britannique pour négocier une transition vers un arrêt des émissions en 2025 – les ministres insisteront peut-être pour repousser à 2028 –, on pourra enfin parler d'une véritable politique d'atténuation. Pour être invitées à cette table, XR ou les organisations équivalentes pourraient bien avoir besoin d'un peu d'aide non sollicitée, tout comme Luther King en son temps. C'est la fonction des radicaux d'antan de dénoncer le nouveau flanc et de l'accuser de saboter

## *Comment saboter un pipeline*

tous ses efforts. S'ils applaudissaient les auteurs de troubles violents ou qui menacent de l'être, ils ne gagneraient pas cette respectabilité qui leur vaut d'être invités à participer aux décisions gouvernementales. L'influence bénéfique d'un flanc radical présuppose, comme l'écrit Haines, « une division du travail où les radicaux et les modérés jouent des rôles très différents<sup>203</sup> » : les premiers portent la crise jusqu'à un point de rupture tandis que les seconds y proposent une issue. Les futurs militants radicaux doivent donc s'attendre à être condamnés par les militants traditionnels et même l'espérer, sans quoi rien ne les en distinguerait et leur influence serait perdue. Autrement dit, ils ne doivent pas chercher à convaincre XR, Bill McKibben ou tous ceux qui, dans le mouvement, restent attachés à une non-violence absolue, de se mettre aux cocktails – ce n'est pas leur boulot. C'est le boulot des factions à venir.

Il existe toutefois, comme Haines et d'autres l'ont démontré et comme McKibben l'a redouté, un risque réel d'effet *néfaste* du flanc radical. L'extrémisme peut parfois rendre un mouvement si déplaisant qu'il le prive de toute influence. Les exemples de balles tirées dans le pied ne manquent pas. En raison de l'ampleur de l'enjeu de la crise climatique, une influence néfaste pourrait être particulièrement désastreuse. Les formations militantes qui flanquent le mouvement doivent donc être elles aussi particulièrement circonspectes et



respectueuses des principes posés, par exemple, par William Smith : les praticiens de l'action directe sont responsables devant leur « communauté d'opinion<sup>204</sup> » et se doivent de faire progresser, non reculer, sa cause. Ils peuvent se lancer dans une campagne de destruction de biens à condition d'être prêts à l'infléchir ou à l'interrompre s'il devient évident qu'elle doit entraîner trop de représailles, de diffamation ou d'embarras pour le mouvement. C'est un vrai dilemme pour les militants radicaux. D'un côté, ils doivent compter sur les modérés pour se faire désavouer et renier – c'est le prix de la division du travail –, de l'autre, il n'y aura peut-être pas de meilleure source d'information sur les conséquences délétères de leurs actions sur l'ensemble du mouvement. À quel moment faut-il ignorer la censure et poursuivre, convaincus ? À quel moment faut-il écouter les reproches et ajuster les actions en conséquence ? Encore un exercice d'équilibrisme. Mais personne n'a jamais dit que le militantisme était une chose facile ou confortable.

Il en est de même pour l'inévitable objection de la répression. Pourquoi provoquer l'État et soumettre le mouvement aux mesures les plus sévères de l'État ? En octobre 2019, Jessica Reznicek et Ruby Montoya ont été mises en examen pour des chefs d'accusation passibles de cent dix ans d'emprisonnement<sup>205</sup>. L'année précédente, lors d'un congrès des compagnies pétrolières et gazières à

## *Comment saboter un pipeline*

Houston, au Texas, une table ronde a porté sur le risque grandissant de sabotage et la nécessité pour l'État de le juguler. Kelcy Warren – PDG d'Energy Transfer, milliardaire des combustibles fossiles, soutien de Perry et Trump – s'en est pris directement à ces deux femmes abominables : « je crois que vous parlez là de quelqu'un qui devrait être sorti du patrimoine héréditaire de l'espèce<sup>206</sup> ». Pour Reznicek et Montoya, la perspective de passer cent dix ans en prison semblait entrer dans la catégorie – là encore liée à la foi – du sacrifice, bien que d'un autre type que celui consistant à *endosser la souffrance imméritée*. Elles se sont exposées au châtement le plus draconien *par leur acte de résistance même* et elles étaient prêtes à en payer le prix. Faut-il les fustiger pour ce choix ? Chenoweth et Stephan reprochent à la résistance violente d'exiger « des niveaux élevés d'engagement comme de tolérance aux risques<sup>207</sup> », qui ne sont pas pour tout le monde. Mais d'un autre point de vue, le sacrifice est un signal pour les autres que *la cause mérite qu'on se batte*, voire qu'on passe la fin de ses jours en prison pour elle, et la crise climatique aurait bien besoin d'autres actions de ce calibre. Jusqu'ici, peu de militants se sont préparés à encourir davantage qu'une ou deux nuits en garde à vue. À côté de ce qu'ont enduré les gens qui ont lutté au cours de l'histoire, le niveau de confort du militantisme pour le climat dans les pays du Nord peut être jugé

passablement élevé, ce qui témoigne assez mal de l'importance du problème.

D'autres après Reznicek et Montoya finiront peut-être par trouver la motivation. Il n'est pas nécessaire de vouloir à tout prix s'exposer à la loi – au contraire, ce paragraphe du protocole de la désobéissance civile devient plus caduc chaque jour, un pouvoir qui détruit les fondements de la vie ne pouvant attendre aucune loyauté de ses sujets. Le sabotage peut s'accomplir dans l'obscurité. De fait, si on veut parvenir au moindre résultat, mieux vaudrait éviter de faire comme Roger Hallam, qui a annoncé qu'il allait envoyer des drones au-dessus de l'aéroport d'Heathrow pour protester contre son extension, avec pour conséquence prévisible qu'il a été arrêté avant de pouvoir faire quoi que ce soit<sup>208</sup>. Plus le mouvement prendra de la force, plus il devra se colleter avec ces forces de répression, même s'il s'en tient à des tactiques parfaitement non violentes : ainsi, en août 2018, une militante qui faisait du canoë à proximité d'un pipeline en Louisiane a été arrêtée et menottée par un agent de sécurité privé, puis inculpée d'une infraction passible de cinq ans de prison<sup>209</sup>. Des lois prévoyant de lourdes peines pour toute action de protestation contre les pipelines quelle que soit sa forme ont été promulguées dans une douzaine d'États américains pendant l'ère Trump. Lors du « soulèvement d'automne » de 2019, la police londonienne a interdit toute

### *Comment saboter un pipeline*

manifestation sous la bannière d'XR. La criminalisation de toutes les formes de manifestations non violentes pour le climat est « à l'horizon », pour parler comme Ranstorp. Si le militantisme radical l'accélérait au point de nuire irrémédiablement à la poursuite du mouvement, on aurait alors une influence néfaste du flanc radical. Si elle s'étendait, le mouvement serait confronté à un choix que tant d'autres ont dû faire avant lui : refluer ou bien poursuivre le combat, varier les tactiques, conjuguer travail souterrain et de surface et ne pas se rendre. Faire crouler les policiers sous les fleurs ne serait alors pas forcément la meilleure façon d'avancer.

\*

Quand des dizaines de milliers de militants s'engagent dans des actions illégales, il faut s'attendre à ce que des erreurs soient commises. Au cours des deux semaines de son « soulèvement d'automne », XR disposait d'environ 30 000 personnes dans les rues de Londres pour créer un maximum de désagréments et de perturbations ; un écart de conduite était sans doute inévitable. Mais on ne peut pas se permettre une erreur sur la cible et la méthode. Pendant l'heure de pointe de la matinée du 17 octobre 2019, un groupe de militants d'XR a pénétré dans le métro londonien pour interrompre sa circulation. Deux d'entre eux sont

entrés avec une échelle à la station Canning Town, l'ont posée contre un métro, ont grimpé sur le toit et déroulé une banderole sur laquelle ils avaient inscrit « *business as usual* = MORT ». Déconcertés dans un premier temps, les voyageurs sur le quai se sont vite mis en colère. Ils appartenaient apparemment à la classe travailleuse majoritairement non blanche de la ville. Sur les nombreuses vidéos qui ont circulé après coup, on entend clairement quelqu'un crier : « il faut que j'aïlle bosser, je dois nourrir mes enfants ». La foule se masse autour du métro, hurlant aux hommes sur le toit de descendre. Un voyageur – qui se trouve être un homme noir, en jeans et bonnet de laine – essaye de grimper sur le toit également, sur quoi l'un des militants – qui se trouve être un homme blanc, en costume et cravate – lui assène un violent coup de pied dans la tête. Un homme blanc au-dessus qui frappe un homme noir au-dessous. Le militant a ensuite été traîné sur le quai et malmené. Suscitant un tollé dans toute la ville, l'incident a constitué l'épilogue ignominieux du « soulèvement ».

Mais ce qui a fait de cet épisode l'action la plus stupide jamais menée par le mouvement pour le climat dans les pays du Nord, c'est la réaction d'XR Londres, centre opérationnel mondial de la Rébellion. Alors qu'il avait la possibilité de se laver les mains de l'action du métro, le communiqué officiel a justifié le coup de pied dans la tête comme un acte d'« autodéfense », excusé les

## *Comment saboter un pipeline*

militants en invoquant leur moralité irréprochable – « il y avait parmi eux un grand-père, un ancien professeur bouddhiste, un pasteur et un médecin à la retraite » – et défendu une action organisée « dans le respect des principes et des valeurs d’Extinction Rebellion, fondés sur la non-violence et la compassion<sup>210</sup> ». L’une des cofondatrices est intervenue sur la BBC pour donner sa bénédiction à cette action « pacifique » et « non violente ». D’autres au sein d’XR Londres – une majorité, selon un sondage – l’ont violemment condamnée. Mais étant donné la discipline et le niveau d’intériorisation des principes tactiques dont le mouvement a toujours fait preuve, il faut se demander comment un tel dérapage a pu se produire. Trois facteurs apparaissent immédiatement.

Premièrement, la stratégie d’XR a toujours été de semer le désordre général – un désordre non violent, attention – dans le tissu urbain, avec l’idée que cela devrait contraindre les politiciens à apporter une réponse adéquate à la crise ; c’est ainsi que le changement advient, ont décrété Hallam et les autres lecteurs de Chenoweth et Stephan. L’économie fossile est ici apparentée à une autocratie, une erreur de catégorie qui permet de prendre pour cible à peu près n’importe quoi. D’où cette extraordinaire aberration de bloquer un métro. C’est comme si le mouvement pour les droits civiques avait fait un sit-in devant une église

baptiste noire d'Alabama ou si les révolutionnaires égyptiens avaient quitté la place Tahrir pour prendre d'assaut un journal d'opposition. Cette action très spéciale ne visait pas les émissions de subsistance, comme la politique de Macron, mais plutôt les *non*-émissions de subsistance. Comme quiconque un minimum au fait du problème climatique en a conscience – et comme les voyageurs de la station de Canning Town le criaient aux militants d'XR – les transports publics font partie de la solution. Que des militants pour le climat aient pu avoir l'idée de les bloquer défie l'entendement.

Deuxièmement, XR s'est obstiné à tenir à l'écart les facteurs de la classe et de la race, maintenant son ancrage dans des strates intermédiaires blanches qui ne connaissent d'autre point de vue que le leur. Sa rhétorique et son esthétique dégoulaient d'une forme de piété et de suffisance qui est leur apanage – comme le demandait avec esprit une chroniqueuse du *Guardian* : « pourquoi tant d'occupations d'XR ressemblent à un public du National Theatre qui ne retrouve plus la salle ? Et pourquoi un militant d'XR juge-t-il convaincant de tweeter : “Nous sommes ingénieurs. Nous sommes avocats. Nous sommes médecins. Nous sommes tout le monde”<sup>211</sup> ? » Bien présents dans d'autres branches du mouvement, l'anticapitalisme et l'antagonisme de classe n'apparaissent absolument pas dans le discours d'XR – ils sont les Rebelles pour la Vie, prêts à faire

## *Comment saboter un pipeline*

tomber une cohorte de politiciens menteurs. Avec de meilleurs dirigeants, attentifs et respectueux de la science, la vie pourrait être sauvegardée. Pour les porter au pouvoir, XR se fie aux conclusions de Chenoweth et Stephan selon lesquels une certaine proportion de la population – 3,5 pour cent est le chiffre qui circule – doit se retrouver dans la rue<sup>212</sup>. Cela suppose de modérer, voire de couper court à toute rhétorique désignant des coupables et tapant sur les riches qui pourrait lui aliéner des défenseurs. Extinction Rebellion s'est donc positionné « au-delà de la politique », ni à droite ni à gauche, saluant les policiers comme des citoyens ordinaires, se souciant même des inquiétudes des électeurs conservateurs : « Si vous croyez au droit de propriété – entend-on dans une vidéo de propagande d'XR – et si vous pensez que l'État a le devoir de maintenir l'ordre et la sécurité, vous devez donc aussi être contre les effets du changement climatique catastrophique. » La droite doit être conquise, non affrontée<sup>213</sup>.

Le problème d'une telle proposition, bien sûr, c'est que le « droit de propriété » – plus précisément, à une forme très spécifique mais très commune de propriété – est ce qu'il faut briser. Et l'État qui maintient l'ordre est ce qui nous en empêche. D'où qu'on prenne le problème, sous l'angle de l'investissement, de la production ou de la consommation, ce sont les riches qui créent l'urgence, et un mouvement qui ne veut pas



manger les riches, avec toute la faim de ceux qui luttent pour leur croûte, ne touchera jamais son but. Un mouvement qui refuse de faire de distinction entre les classes et les intérêts en conflit finira toujours du mauvais côté de la barrière. C'est la meilleure façon de s'aliéner les gens qui ont le moins à gagner à la poursuite du *business-as-usual*. Un mouvement pour le climat sans colère sociale se privera de sa force de frappe. L'argument n'est pas difficile à développer – c'était d'ailleurs un slogan de certains Gilets jaunes : « Plus de banques, moins de banquiers. » Ou encore : « Fin du monde, fin du mois : mêmes responsables, même combat. »<sup>214</sup> Non seulement les riches rendent nos vies misérables mais ils travaillent à *mettre fin* à la vie même des multitudes. Voilà encore une dimension d'XR qui ménage un espace pour des flancs radicaux du mouvement : ceux qui osent nommer l'ennemi.

Troisièmement, la violence à laquelle XR a fini par se livrer ne visait pas la police ou des biens mais un homme noir qui se rendait sur son lieu de travail, et il est difficile d'y voir un hasard. On n'a pas non plus de raison de douter que si un militant avait frappé un flic au visage, la condamnation aurait été sans équivoque. Le pacifisme n'a sans doute jamais réellement existé. Ce qui existe, c'est la capacité ou non à distinguer entre des formes de violence. Le pacifisme a ceci de particulier qu'il drape ses partisans dans un pharisaïsme fondé

## *Comment saboter un pipeline*

sur la fétichisation d'une tactique parfois utile. Si elle reste hégémonique, cette doctrine assurera au mouvement pour le climat de demeurer, dans le meilleur des cas, le lointain cousin bien élevé de la révolte sociale dans les années 2020. Voici une photographie de la situation fin 2019 : des étudiants chiliens, défendant le principe de transports publics accessibles à tous, réagissent à l'augmentation du prix du ticket de métro en détruisant les tourniquets, en attaquant des distributeurs de tickets, des supermarchés et des sièges de grandes sociétés et en déclenchant un soulèvement national contre l'explosion des inégalités dans cette patrie du néolibéralisme. Pendant ce temps, le mouvement contre la catastrophe climatique : calme et posé. La tâche stratégique pressante est d'atteler ce mouvement aux forces du précédent.

L'échec d'XR sur ce plan n'enlève rien à ses réussites considérables : au Royaume-Uni en particulier, les deux campagnes de désobéissance civile de 2019 ont sensiblement déplacé le centre de gravité de la politique intérieure. Elles ont fait bien plus pour imposer l'idée de l'urgence climatique qu'un millier d'articles de revues scientifiques. Vers la fin de l'année, la conscience de la crise dans l'opinion publique avait atteint des niveaux sans précédent et la Chambre des communes comme le Parlement européen avaient donné suite à l'une des revendications d'XR en déclarant officiellement l'état

d'urgence climatique, sans toutefois, naturellement, prendre aucune mesure réelle à la hauteur de la situation. Mais le plus impressionnant avec XR reste sans doute la vitesse de son développement, la rapidité étant désormais la qualité la plus nécessaire à notre action. L'apprentissage pourrait bien se poursuivre à un rythme accéléré pour les prochaines étapes également.

\*

Mais s'il faut résister à la tentation de fétichiser un type de tactique, c'est vrai aussi, bien entendu, pour la destruction de biens et les autres formes de violence. La tactique la plus efficace pour ce mouvement pourrait bien en être une autre. C'est peut-être le camp climat. Alors que j'écrivais ce texte, le gouvernement suédois délibérait sur la demande de Swedegas qui souhaitait développer l'acheminement du gaz dans le pays, ce qui avait conduit au blocage du port de Göteborg. La décision est tombée ce matin, 10 octobre 2019 : contre toute attente, le gouvernement a rejeté la demande de Swedegas, invoquant explicitement les récentes actions de protestation. Nous avons gagné. Encore une de ces petites victoires si précieuses pour le mouvement, même si elle pourrait bien être aussi éphémère que le succès de la bataille de Keystone XL ; ici aussi, l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement d'extrême droite dans un avenir

## *Comment saboter un pipeline*

proche est une éventualité très probable. Mais le moindre répit, la moindre petite interruption du *business-as-usual* nous rappelle qu'un monde – pas un autre monde, ce monde – est encore possible.

Les camps climat ont une manière très particulière de se développer par accumulation d'expériences et de méthodes pour combattre le capital fossile sur le terrain. Contrairement aux campements du type Occupy qui ont surgi en 2011 – auxquels ils sont liés bien entendu – les camps climat sont organisés longtemps à l'avance, avec des dates fixées pour leur construction et leur démontage; ni spontanés ni réactionnels, ils répondent à un scénario de montée en puissance planifiée. Cela fait maintenant une demi-décennie qu'Ende Gelände a fait monter les enchères contre le capital fossile allemand, tout en formant des cadres étrangers qui organisent leurs propres camps une fois rentrés dans leur pays. Le retour sur investissement militant n'a pas encore commencé à décroître; Ende Gelände continue d'attirer beaucoup de monde et de se jouer des dispositifs policiers. Mais un tel succès peut être difficile à reproduire ailleurs. Moins nombreux que les cinq à dix mille personnes désormais facilement mobilisables en Rhénanie, les militants d'autres régions d'Europe ont pu constater qu'un campement annoncé à l'avance pouvait laisser le temps aux compagnies de se préparer et de déménager suffisamment de stocks de combustible et

d'équipements pour atténuer les effets du blocage. Compte tenu du faible dérangement occasionné par l'action dans ces conditions, la police peut l'émousser davantage encore en choisissant de ne pas intervenir. Il y a des discussions au sein du mouvement sur la possibilité de combiner les camps à des actions secrètes inopinées pour susciter de véritables perturbations. Quoi qu'il en ressorte, le camp climat est un laboratoire incomparable pour apprendre ce combat.

Quiconque a déjà mis les pieds dans un de ces camps aura pu se faire une idée de leur déroulement : le porridge gluant servi au coup de gong matinal, l'épluchage des oignons par roulement, les cargaisons de nourriture qui se matérialisent miraculeusement sur la voie ferrée. Un camp climat est un amalgame unique de l'archaïque et du plus contemporain – le bourdonnement métallique du drone qui filme la vidéo de trois minutes bientôt diffusée sur les réseaux sociaux, au-dessus des toilettes en planches de bois vidées manuellement. Les militants pédalent sur des vélos stationnaires pour charger leur ordinateur. Au rythme des chants et des slogans, ils remplissent des filets de foin pour fabriquer des coussins qui serviront à enfoncer les cordons de police et à se protéger du gaz poivre. On trouve là un mélange de jeunes politisés depuis peu, de hippies aguerris, de lesbiennes aux cheveux courts, de mâles musclés et tatoués, d'étudiants, de travailleurs précaires, d'antifascistes, de mères

## *Comment saboter un pipeline*

avec leurs enfants sur les talons, tous un poil plus miteux que dans leur vie quotidienne, comme dans un festival de musique.

Les groupes d'affinité se solidifient au cours de réunions interminables. Des délégués sont envoyés à des plénières et reviennent partager les informations et sonder les opinions; bien souvent, le processus prend un temps difficilement supportable. Des microphones humains annoncent la prochaine séance de formation. Dans les champs, des colonnes s'alignent devant les drapeaux correspondant à leur « doigt » – or, rouge, argent, rose – et s'entraînent à percer ou à contourner des obstacles. Il y a une dimension militaire dans cette forme de non-violence : le corps des officiers sous l'étendard, en liaison avec le commandement via des casques, tandis que l'infanterie se presse derrière. Plans d'action pour différents scénarios, éclaireurs rapportant les mouvements de police et décrivant la situation dans la zone cible. Dans un cliquetis d'aérosols, des noms d'avocats et les numéros de téléphone de l'équipe juridique sont griffonnés sur les bras (personne, ici, ne veut être arrêté) tandis que les combinaisons blanches sont ornées du logo aux marteaux croisés. Quelqu'un se démène pour accrocher une banderole avec le texte : « Bats-toi pour ce que tu aimes. » On y voit la silhouette d'une fille avec une queue-de-cheval qui donne un coup de pied dans une cheminée qui fume.

## *Rompre le charme*

Et au matin, on se met en marche, par centaines ou par milliers, sac au dos, dans l'éclat des torches, au rythme des chants – « *who shut shit down? we shut shit down!* » – et au bout de plusieurs heures, invariablement, on arrive à la mine, à la voie ferrée, au terminal. Parfois, tandis qu'on tient notre position autour d'un complexe de centrales électriques, on peut voir le panache de fumée des cheminées s'effiler. S'effacer. Il a disparu.





## Combattre le désespoir

Si la contestation et la résistance semblent vaines, il reste toujours une solution : renoncer à l'humanité et à cette planète. Elle a déjà ses champions. L'un d'eux est Roy Scranton, dont le titre de gloire est un livre intitulé *Learning to Die in the Anthropocene*, suivi de *We're Doomed. Now What?* Scranton est catégorique : « on est foutus ». Il est déjà trop tard – « trop tard pour arrêter un réchauffement mondial apocalyptique » ; on a « dépassé le stade où on aurait encore pu faire quelque chose » ; on est « déjà en haut de la falaise », d'où on ne peut plus que contempler le gouffre d'une « souffrance humaine infinie, insondable, inapaisable<sup>215</sup> ». Cela « tournera au désastre, quoi qu'il arrive<sup>216</sup> ». Il ne nous reste plus qu'à apprendre à mourir.

Ce fatalisme climatique est une contradiction performative. Loin de refléter passivement une certaine distribution de probabilités, il *l'affirme activement*. Plus on nous répète qu'une réorientation radicale est « à peine imaginable<sup>217</sup> », moins elle le sera. L'imagination est ici une faculté centrale. La crise climatique est un révélateur d'absurdités en

## *Comment saboter un pipeline*

cascade : non seulement il est plus facile d'imaginer la fin du monde que la fin du capitalisme, ou une intervention humaine volontaire à grande échelle sur le système climatique – ce qu'on appelle la géo-ingénierie – que sur le système économique; il est aussi plus facile, du moins pour certains, d'imaginer apprendre à mourir qu'apprendre à se battre, se résigner à la fin de tout ce à quoi l'on tient qu'envisager des formes de résistance active. Le fatalisme climatique fait tout son possible pour confirmer ces absurdités paralysantes. C'est même sa vocation.

Mais s'il était en effet trop tard<sup>218</sup>? C'est l'argument pseudoscientifique du fatalisme climatique : les émissions ont déjà été si excessives que quelles que soient les réductions qu'on s'impose dorénavant, ce sera toujours insuffisant et cela ne justifie donc pas l'effort herculéen demandé. Le problème, c'est que cet argument n'a aucun fondement scientifique. « La question n'est pas de savoir si nous pouvons limiter le réchauffement mais si nous choisissons de le faire<sup>219</sup> » – voilà l'énoncé type d'un article scientifique sur l'état du climat au début des années 2020 (« nous » désignant ici l'humanité, qui se divise en blocs antagonistes). « Le niveau exact du réchauffement futur », disent clairement Tong et ses collègues, « dépend largement de l'infrastructure qui n'a pas encore été construite<sup>220</sup>. » Ces constructions *pourraient* être empêchées.

Le principe même du changement climatique – son caractère cumulatif – contredit les axiomes du fatalisme. *Chaque gigatonne compte*, chaque centrale à charbon, chaque terminal, pipeline, SUV, super-yacht change quelque chose au niveau de détérioration global et c'est au moins aussi vrai à 400 ppm et 1 °C de réchauffement qu'en dessous. Ça le restera à 500 ppm ou 2 °C de réchauffement ou plus encore. La totalité du réchauffement mondial sera toujours une fonction de la totalité des émissions – moins de celles-ci, moins de celui-là. Les mécanismes de rétroaction positive n'annulent pas cette fonction, ils la renforcent seulement. Wallace-Wells a la science avec lui quand il écrit : « Le combat n'est pas encore perdu, vraiment – en réalité, il ne le sera jamais, tant que nous évitons l'extinction, car, quelle que soit la chaleur qui régnera sur la Terre, la décennie suivante pourra toujours contenir plus de souffrances, ou moins<sup>221</sup>. » Si les fatalistes pensent que l'atténuation n'a de sens que tant que la détérioration n'a pas encore commencé, c'est qu'ils n'ont rien compris à la climatologie ni au mouvement pour le climat.

Le mouvement pour le climat n'a jamais eu la naïveté de croire que le réchauffement mondial pouvait encore être évité. Il tire précisément sa précipitation et sa rage de la pleine conscience que la catastrophe est en cours, que la détérioration est déjà trop avancée – comme le disent les noms mêmes des groupes : 350.org, Extinction

### *Comment saboter un pipeline*

Rebellion, Ende Gelände... – et qu'il ne faut ménager aucun effort pour empêcher qu'elle se poursuive. Le mouvement sait que l'enjeu est celui d'une gigantesque opération de sauvetage : il s'agit de préserver le plus d'espace possible sur cette planète meurtrie pour que la vie humaine et d'autres vies survivent, prospèrent peut-être et, dans le meilleur des cas, de cicatriser certaines blessures héritées des siècles passés. Une demande telle que la prohibition de tout nouveau dispositif émetteur de CO<sub>2</sub> ne perd rien de sa pertinence à des niveaux de concentration ou de température plus élevés, bien au contraire ; plus il sera tard, plus il sera nécessaire de l'imposer par tous les moyens. Le non-respect des objectifs d'atténuation appelle à l'intensification de la résistance, pas à son abandon. C'est vrai aussi pour les scénarios de géo-ingénierie – les tentatives de contrôle du rayonnement solaire, le lancement de technologies à émissions négatives – qui tomberaient rapidement à l'eau sans une fermeture concomitante des sources de CO<sub>2</sub>. Jusqu'à ce que le *business-as-usual* ne soit plus qu'un lointain souvenir, tant qu'il y a des humains sur Terre, la résistance est la voie de la survie par tous les temps.

\*

À ce point, le lecteur versé dans l'histoire de l'écologisme dans les pays du Nord demandera

peut-être : et les écologistes qui ont pratiqué le sabotage des années 1980 au début des années 2000 alors ? C'était la grande époque d'Earth First! (EF!), du Front de libération des animaux (*Animal Liberation Front*, ALF) et du Front de libération de la Terre (*Earth Liberation Front*, ELF). Leurs campagnes d'« *ecotage* » (« éco-sabotage ») ont fait florès dans une certaine sous-culture qui a connu son apogée dans les années 1990, mêlant le punk et le hardcore au déchétarisme et au véganisme, les voyages spirituels et la médecine holistique aux squats et à la guérilla jardinière, les fanzines aux herbes sous toutes leurs formes<sup>222</sup>. EF!, l'ALF et l'ELF puisaient à deux sources idéologiques : l'écologie profonde et la libération animale. L'une comme l'autre ont désormais perdu toute crédibilité. Ni l'une ni l'autre n'ont un grand rapport avec la crise climatique. L'écologie profonde est, comme l'écologisme des pays du Nord a fini par le comprendre sans trop de peine, un type d'écologie profondément réactionnaire, qui localise la source du malaise dans la civilisation humaine elle-même, se concentre sur la surpopulation et préconise la réduction de l'humanité à une fraction de sa taille actuelle pour y remédier.

Une tentative tardive de dépoussiérer ce courant et de ressusciter l'éco-sabotage est *Deep Green Resistance* d'Aric McBay, Lierre Keith et Derrick Jensen, qui réaffirme que la civilisation

## *Comment saboter un pipeline*

humaine doit maintenant être démantelée dans sa totalité. Ils la désignent comme la « civilisation industrielle » mais ils y rattachent l'agriculture, qui doit être abolie. La chute s'est produite quand la chasse et la cueillette ont été évincées par l'agriculture, fondée d'emblée – il y a quelque dix mille ans – « sur un principe de croissance perpétuelle<sup>223</sup> ». Il faudra désormais s'en passer. Il faut se passer des énergies solaire et éolienne aussi ; elles sont aussi exécrables que le charbon et le pétrole. Les écoles et les villes doivent être fermées et il faut tailler sérieusement dans les populations humaines : « De fait, une estimation plus probable d'une population mondiale soutenable se situe quelque part entre 300 et 600 millions d'êtres humains<sup>224</sup>. » Les moyens pour mettre en œuvre une telle extinction de masse sont, comme toujours, laissés dans l'ambiguïté.

Voilà pour l'idéologie de ce sous-mouvement. Qu'en est-il de ses tactiques ? EF!, l'ALF, l'ELF et les groupuscules et les personnes qui s'y rattachent plus ou moins étroitement ont mené à bien un total de 27 100 actions entre 1973 et 2010, méticuleusement consignées par la principale autorité scientifique sur le sujet, Michael Loedenthal<sup>225</sup>. La plupart consistaient en dégradations de biens par des inscriptions peintes à la bombe – une autre forme modeste de sabotage que le mouvement pour le climat n'a pas encore intégrée à son arsenal – mais il y a eu aussi des pneus tailladés,

des véhicules incendiés, des vitrines brisées, des serrures remplies de colle, des arbres garnis de pointes, des bombes et des bombes sonores lancées, la très longue liste témoignant d'une imagination assez vive. Les cibles étaient choisies dans une certaine confusion. L'éco-sabotage a frappé des restaurants McDonald's, des banques, des bureaux de recherche sur les OGM, des marchands de fourrure, des élevages de visons (c'est l'époque où des milliers de visons ont été « libérés » dans les forêts américaines et suédoises), des pavillons de chasse, un musée d'histoire naturelle – l'idée des militants étant de mettre le feu aux expositions d'animaux empaillés –, des ranchs, des couvoirs, des chantiers de construction de logements, une station de ski qui empiétait sur l'habitat du lynx et divers autres objectifs. En 1996, l'ELF a saboté à la colle les serrures d'une station-service Chevron à Eugene, dans l'Oregon<sup>226</sup>. En 1998, des explosions ont détruit des équipements d'extraction de gaz et de pétrole à Alberta, au Canada. En 2003, des cellules de l'ELF ont revendiqué les attaques contre quatre concessionnaires automobiles de la vallée de San Gabriel, dans le sud de la Californie; un parking sur lequel étaient garés des SUV neufs a vu 40 Hummer partir en fumée (le *Los Angeles Times* a eu la perspicacité de parler de « vandalisme » et non de terrorisme)<sup>227</sup>. C'est l'une des dernières actions d'envergure du sous-mouvement, qui s'est

## *Comment saboter un pipeline*

éteint au moment où le mouvement pour le climat commençait à s'imposer.

Que peut-on garder de cet interlude ? Loedenthal insiste sur le fait que les 27 100 actions ont causé la mort de quatre personnes, toutes du fait d'agresseurs qui n'étaient affiliés à aucun groupe (en l'occurrence, Unabomber et l'homme qui a assassiné Pim Fortuyn)<sup>228</sup>. EF!, l'ALF et l'ELF n'ont jamais tué personne. 99,9 pour cent des actions n'ont pas fait de blessés. C'était, bien entendu, un choix délibéré : « On s'est assurés qu'aucun être vivant ne se trouvait dans les maisons et on a même sorti une bonbonne de propane d'une maison pour éviter tout risque que des pompiers soient blessés<sup>229</sup> », expliquait ainsi l'ELF dans un communiqué typique. C'est sans doute la meilleure preuve à ce jour de la possibilité de détruire des biens sans violence contre les gens. Et il semble que l'énigme de Lanchester s'épaississe encore – si tout cela s'est produit si récemment, comment se fait-il que si peu d'actions de ce type soient menées aujourd'hui ? Mais d'un autre point de vue, on peut y voir l'une des solutions de l'énigme : le mouvement pour le climat a décollé précisément parce qu'il n'avait aucun lien avec l'écosystème d'EF!/ALF/ELF. S'il avait commencé par l'éco-sabotage, il ne serait arrivé nulle part. Ces milliers d'actions de sabotage ont eu très peu d'effets immédiats et avec le recul, leur bilan apparaît parfaitement nul. Faut de rapport



dynamique avec un mouvement de masse, elles ont été menées très largement dans le vide.

La valeur d'usage limitée de cette histoire se vérifie entièrement dans *Deep Green Resistance*. Ce volume ne jure que par le substitutisme pur : des petits noyaux de combattants armés sortent de leurs bunkers à la place des masses. « Nous estimons [...] qu'aucun mouvement de masse ne se formera » – « êtes-vous prêt à abandonner cet ultime rêve farouche de courageux soulèvement de millions de personnes<sup>230</sup> ? » C'est là du désespoir, contredit par les faits dans le cas de la question climatique, déguisé en militantisme. Ou, si on veut, c'est la thèse de l'incompatibilité du pacifisme stratégique, mais renversée : plus de masses, seule l'avant-garde armée. McBay et ses collègues sont des élitistes éhontés. Il suffit de recruter une personne sur 100 000, tant que les « guerriers » sont d'un tempérament irréprochable – « mieux vaut être sûrs de quelques-uns que compter sur des instables en nombre<sup>231</sup> ». Cette fine fleur de vaillants a alors la mission de défaire la civilisation humaine telle qu'elle s'est développée depuis la période glaciaire. Comme l'éco-sabotage d'antan, *Deep Green Resistance* vise aussi large que l'ennemi est flou : les attaques porteront contre des ponts, des tunnels, des cols de montagne, des barrages, des usines, le réseau électrique, Internet – Jensen a également proposé la « destruction immédiate de toutes les antennes-relais de téléphonie mobile

### *Comment saboter un pipeline*

dans le monde<sup>232</sup> » –, des banques et la Bourse de Bombay, outre les centrales électriques et les pipelines.

Les 300 dernières pages de *Deep Green Resistance* constituent un manuel de ce qu'ils appellent la « Guerre écologique décisive ». L'objectif est de « provoquer un effondrement industriel général, au-delà de tout système économique ou politique<sup>233</sup> » – de faire table rase de la vie humaine organisée et de rendre la planète au règne animal. Quelques années de guerre suffiront aux commandos itinérants pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> de 90 pour cent. Vraisemblablement, il y aura aussi des réductions de population en cours de route. Le meurtre n'est plus abhorré – « les individus d'une valeur particulière font des cibles d'assassinat d'une valeur particulière<sup>234</sup> » – tandis que les guérilleros « vert profond » mènent le combat sur tous les continents, pataugent dans des ruisseaux de sang et ramassent du feu de bois pour les anciens qui auront survécu, dans une Apocalypse dont les batailles paroxystiques rappellent *Les Carnets de Turner* et autres fantasmes américains de guerre des races. C'est un autre aboutissement de l'écologie profonde. À vous écœurer de toute idée de résistance violente.

Somme toute, peut-être que le mouvement pour le climat en a tiré les bonnes leçons en s'abstenant de faire le moindre pas dans cette direction. Moins qu'une carte des mouvements de troupes, *Deep*

*Green Resistance* devrait nous apparaître comme le symptôme d'une impasse et d'un désespoir exacerbé. Il y aura peut-être davantage d'hallucinations fiévreuses de ce type sur une planète qui brûle. Peut-être ce même syndrome est-il à l'œuvre chaque fois qu'on caresse l'idée de violence. La raison nous a été volée.

\*

Comment une lutte radicale pour le climat peut-elle éviter de dérailler vers de tels gouffres ? Le plan consiste d'abord à renverser l'écologie profonde : tandis que celle-ci veut mener une guerre contre la civilisation et, de fait, contre l'humanité, la lutte pour le climat se battra pour la *possibilité* de la civilisation, au sens de vie sociale organisée pour *Homo sapiens*. Contrairement à sa déclinaison profonde, elle prendrait pour cible un type de civilisation déformée particulier – celle qui se dresse sur le socle du capital fossile – qu'elle démolirait pour qu'une autre forme de civilisation puisse durer (sans quoi aucune ne durera). Cela suppose que le militantisme pour le climat s'articule à une lame de fond anticapitaliste plus globale, comme on a pu le voir dans les changements de modes de production antérieurs, où les atteintes physiques aux classes dirigeantes ne jouaient qu'un rôle mineur au sein d'une réorganisation de toute la société. Comment cela

## *Comment saboter un pipeline*

pourrait-il se passer ? C'est ce qu'on ne peut pas savoir à l'avance. Seule l'immersion dans la pratique permettra de le découvrir.

\*

En 2016, Ende Gelände a pris pour cible la mine et les voies ferrées autour de *Schwarze Pumpe*, « la pompe noire », une gigantesque centrale électrique en Lusace, dans l'est de l'Allemagne, alimentée au lignite et crachant des colonnes de fumée volcaniques par ses cheminées concaves. Le charbon est acheminé depuis la mine voisine par voie ferrée. Jusqu'à l'année de l'action, Schwarze Pumpe et quatre complexes similaires en Allemagne étaient la propriété de Vattenfall, une compagnie énergétique détenue par l'État suédois et soumise aux directives de son gouvernement. Au moment des élections législatives suédoises de 2014, Gustav Fridolin, le leader des Verts, a gardé un morceau de charbon dans sa poche pendant toute la campagne. Partout où il allait, à chaque discours et à chaque débat télévisé, il brandissait ce morceau de charbon et promettait d'une voix ferme de mettre le couvercle sur les gisements de charbon. Les mines et les centrales à lignite de Vattenfall en Allemagne produisaient des émissions de CO<sub>2</sub> égales à 133 pour cent des émissions du territoire de la Suède ; aucune mesure ne pouvait produire à elle seule

une réduction des émissions aussi drastique que leur fermeture. Fridolin et les Verts ont promis de le faire s'ils entraient au gouvernement. Ils sont entrés au gouvernement et deux ans plus tard, la Schwarze Pumpe et ses quatre sœurs quittaient le giron suédois. Elles étaient *vendues* à un consortium de capitalistes tchèques – comprenant notamment l'homme le plus riche du pays – qui cherchaient désespérément de nouvelles sources pour alimenter le boom du lignite sur lequel ils misaient. L'État suédois, dirigé par des sociaux-démocrates et des Verts, avait donc décidé de ne pas fermer l'un des plus importants gisements de charbon du continent et de le livrer en pâture au capital fossile.

Au milieu des voies, tous les wagons à l'arrêt, le blocage à son plein effet, mon groupe d'affinité trépignait. Nous voulions aller plus loin. Comme des centaines d'autres personnes en combinaisons blanches, qui tenaient des assemblées improvisées et se regroupaient pour une manœuvre qui n'avait pas été organisée à l'avance et n'était pas couverte par le consensus d'action. Abandonnant les voies ferrées, nous avons marché en direction de la centrale. Dans le bout de forêt qui l'entoure, nous sommes tombés sur une clôture. Marchant – courant presque – en tête, mon groupe d'affinité l'a arrachée, démontée, piétinée avant de poursuivre avec les autres jusqu'au périmètre de la centrale. Celui-ci était marqué par une autre clôture,

## *Comment saboter un pipeline*

plus solide, qui a été également abattue. Face à quelques gardiens pris au dépourvu et totalement débordés, nous nous sommes engouffrés sur le site. De toutes mes années de militantisme pour le climat, je n'ai jamais senti une telle euphorie : pendant quelques instants surréels, haletants, nous avions entre nos mains un morceau de l'infrastructure qui détruit cette planète. Nous pouvions en faire ce que nous voulions. Nous nous sommes répandus sur le site, aussi stupéfaits que les gardes d'être parvenus à entrer et sans la moindre idée de comment nous y prendre à ce point ; nous avons inspecté les entrées ici, pénétré dans une tour là, taggé un slogan dans un coin, jusqu'à ce que les forces de police arrivent et nous pourchassent avec leurs matraques et leurs aérosols. Nous avons alors rejoint la ceinture de barrages autour du site. Le lendemain, Vattenfall annonçait qu'Ende Gelände avait imposé la suspension de toute production électrique, une première pour une centrale alimentée aux combustibles fossiles en Europe.

La compagnie, les médias, les hommes politiques étaient effarés. « C'est un phénomène totalement nouveau dès lors qu'une pression violente est exercée pour arrêter la production et interférer directement sur le système énergétique allemand », a déclaré le directeur général des opérations continentales de Vattenfall. Il s'est désolé du « sillage de dévastation » et a qualifié

la destruction des clôtures de *massiven kriminellen Gewalttaten*, violence criminelle massive. Cette formule a été reprise par la maire de la ville, qui a déclaré : « Vous ne pouvez pas imaginer pires dégâts que ce que ces gens ont fait. L'un des principaux arguments de cette région et du complexe industriel Schwarze Pumpe est l'accueil favorable que nous réservons à l'industrie. Tout cela casse l'image que nous nous efforçons d'établir auprès des investisseurs. » (Moins d'un an après, les nouveaux propriétaires tchèques ont rempoché leurs projets d'agrandissement de la mine desservant Schwarze Pumpe et d'un autre puits, invoquant une évolution défavorable de la situation politique ; Ende Gelände a revendiqué une part de cette victoire.) La désobéissance civile s'arrête « quand des choses sont détruites », a dénoncé une radio publique relatant cette action. Gustav Fridolin l'a qualifiée d'« illégale »<sup>235</sup>.

L'affaire de l'invasion du complexe a continué son chemin sans nous, comme un symptôme de la prétendue violence d'Ende Gelände dans l'est de l'Allemagne. Elle a fait ressortir une fois de plus toute l'absurdité de la situation : la dégradation d'une clôture pouvait être qualifiée officiellement de *massiven kriminellen Gewalttaten*, dévastation, dégât inimaginable, tandis que le nuage de CO2 perpétuel qui sortait de Schwarze Pumpe était le signe d'une normalité paisible. Cette déformation n'était pas sans lien avec la conjoncture

## *Comment saboter un pipeline*

politique dans ces régions orientales, où l'AfD – le parti d'extrême droite qui nie le changement climatique, voue un culte au charbon et voudrait racler les fonds de mine de l'Allemagne – possède ses principaux bastions. L'incursion a mis l'AfD dans une rage folle. Dans les heures qui ont suivi, des habitants des villages voisins et des militants d'extrême droite ont attaqué plusieurs barrages d'Ende Gelände en lançant des pétards et en poursuivant les militants en voiture. Il faut sans doute s'attendre à davantage de violences de ce type, la mission de défendre le capital fossile étant désormais dévolue à l'extrême droite en Europe et ailleurs<sup>236</sup>.

Mais si la destruction de clôtures était un acte de violence, c'était une violence des plus douces. Je suis resté sur un nuage pendant des semaines. Pour un moment, tout le désespoir que génère la crise climatique jour après jour avait été évacué; j'avais reçu une injection de puissance collective. Il y a un passage célèbre des *Damnés de la terre* où Frantz Fanon parle de la violence qui « désintoxique ». Elle libère l'indigène « de ses attitudes contemplatives ou désespérées. Elle le rend intrépide, le réhabilite à ses propres yeux<sup>237</sup> ». Peu de processus suscitent autant de désespoir que le réchauffement mondial. Imaginez qu'un jour, les réserves de désespoir qui s'accumulent dans le monde – et en particulier dans les pays du Sud – trouvent leur exutoire. Le mouvement pour le



*Combattre le désespoir*

climat a eu son moment gandhien ; sans doute le temps vient-il d'un moment fanonien. La dégradation de clôtures pourrait bien apparaître un jour comme un délit très mineur.

## Post-scriptum

Le manuscrit de ce livre a été terminé avant que le coronavirus baptisé covid-19 ne frappe. À l'heure où j'écris ces lignes, la pandémie tue quelque 2000 personnes chaque jour. Elle fait aussi des victimes politiques, la première d'entre elles étant le mouvement pour le climat, dont les mobilisations populaires massives sont retombées d'un coup. Les grèves pour le climat qui se sont étendues à toute la planète en 2019 ont été mises entre parenthèses. Juste avant qu'une grande partie de l'Europe n'entre en confinement, j'ai rencontré des camarades d'Amsterdam qui avaient passé l'année à se préparer pour l'une des actions de masse les plus enthousiasmantes envisagées à ce jour, baptisée « Shell must fall » [Shell doit tomber] : une descente de militants au sein de l'assemblée générale annuelle des actionnaires de Shell, annoncée par les organisateurs de l'action comme la dernière du genre. Dépités, ils ont compris qu'elle ne pourrait avoir lieu. À Berlin, où je me trouve actuellement, Ende Gelände, qui avait des projets tout aussi ambitieux pour 2020, a dû interrompre ses assemblées ; le campement de deux semaines

au cœur de la ville prévu par Extinction Rebellion a été annulé. Avant le covid-19, le mouvement pour le climat grimpait vers des niveaux de participation toujours plus massifs, mais le carburant de tout mouvement social – les foules – est soudain devenu si insalubre qu’il a été interdit. On aurait des raisons de se dire que le destin de la planète est entre les mains de quelque force céleste malveillante.

Mais le capitalisme mondial aussi a dû fermer ses boutiques comme jamais auparavant. Il y a là une chance à saisir. Les émissions vont chuter – une fois encore, comme après la crise financière de 2008, pour des raisons qui n’ont rien à voir avec la politique du climat –, ce qui est en soi une bonne chose. Le tabou de l’ingérence dans la propriété privée a été brisé. Si une pandémie peut pousser des gouvernements à adopter des mesures d’urgence, pourquoi pas une crise climatique qui menace d’anéantir les respirateurs qui maintiennent la vie sur cette planète ? Après cela, il n’y aura plus d’excuses pour la passivité. Ce qui ne veut pas dire que des mesures agressives pour le climat seront prises spontanément, que les couvre-feux, les industries fermées et les aéroports à l’arrêt se prolongeront nécessairement par une transition vers un abandon des combustibles fossiles. Il faut plutôt s’attendre au contraire : le *business-as-usual* qui rebondit dès que la pandémie s’atténue. Les compagnies automobiles sont

## *Comment saboter un pipeline*

déjà impatientes de reprendre la production, les compagnies aériennes de revoler, les compagnies pétrolières et gazières de profiter des prix qui grimperont à nouveau. Si la crise du coronavirus peut constituer une chance pour les politiques d'atténuation, encore faudra-t-il la saisir.

Autrement dit, le mouvement pour le climat est peut-être pour l'heure en hibernation, en quarantaine comme tout le monde, mais dès que ce régime d'exception s'assouplira, il doit rejaillir de toutes les forces qu'il est capable de rassembler. Qu'on ait perdu ou gagné du temps dans l'affaire, la lutte contre la catastrophe climatique restera aussi urgente que jamais. Une pandémie peut déferler sur le monde pendant un an ou deux. Elle peut s'arrêter. Elle peut éventuellement être combattue par un vaccin. Mais le réchauffement climatique *ne peut qu'empirer progressivement jusqu'à ce que les émissions de gaz à effet de serre cessent* et que la concentration de CO<sub>2</sub> dans l'atmosphère commence à diminuer. Rien ne laisse penser que cela se fera spontanément – que le capital fossile mourra de mort naturelle –, ce qui signifie que le devoir historique du mouvement pour le climat sera plus impérieux encore d'ici un an, deux ans, cinq ans. Les choix tactiques que ce livre considère réapparaîtront alors. J'aimerais croire que les arguments avancés ici ont une bonne chance de survivre à la pandémie, du moment que le mouvement rebondit. Le

*Post-scriptum*

besoin d'action militante radicale ne devrait pas décroître. J'ai donc bon espoir que les propos qui précèdent seront tout aussi utiles au mouvement dans sa phase post-covid-19 – et même pendant le covid-19 ou toute autre pandémie future. Après tout, le sabotage n'est pas incompatible avec la distanciation sociale.

Berlin, fin mars 2020

## *Remerciements*

Les idées dans ce texte relèvent de ma seule responsabilité. Tout comme les omissions et les erreurs éventuelles. Cependant, mes idées se sont développées au fil d'intenses conversations avec des camarades du mouvement depuis plusieurs années. Merci à Tadzio, Lise, Viktor, Anna, Thea, Gabriel, aux camarades de Code Rood, de Klimacamp Leipziger Land, de Folk mot fossilgas et à beaucoup d'autres. Je remercie tout particulièrement Lise, Viktor et Troy, qui ont lu le manuscrit et m'ont fait part de leurs observations critiques. Je remercie tout particulièrement aussi le groupe d'affinité merveilleux avec lequel j'ai eu le privilège de mener des actions ces dernières années. Merci à Jessie et Sebastian chez Verso et à Stella et Jean à La fabrique. À Blanck Mass pour *Animated Violence Mild*. À Atousa, Shahrokh et Farahnaz pour leur générosité et leur hospitalité. À Shora pour tout, encore, et à Latifa. Ce livre est pour Nadim Walter Thaer.

## Notes

1. Volume des émissions calculé par : Tom Boden, Bob Andres & Gregg Marland, « Global CO2 Emissions from Fossil-Fuel Burning, Cement Manufacture, and Gas Flaring: 1751-2014 », Carbon Dioxide Information Analysis Center, [cdiac.ess-dive.lbl.gov](http://cdiac.ess-dive.lbl.gov), 3 mars 2017 ; Corinne Le Quééré, Robbie M. Andrew, Pierre Friedlingstein *et al.*, « Global Carbon Budget 2018 », *Earth System Science Data*, 10, 2018, p. 2141-2194. Les années 2019 et 2020 sont incluses dans l'estimation des émissions au cours des vingt-cinq années qui ont suivi la COP1, en se fondant sur l'hypothèse basse (et irréaliste) que les émissions pour ces deux dernières années resteront au niveau de celles de 2018.
2. Kilométrage du réseau de pipelines fourni par le Bureau américain des statistiques des transports : « U.S. Oil and Gas Pipeline Mileage », [bts.gov](http://bts.gov), 28 March 2019 ; American Petroleum Institute, *Pipeline 101*, [pipeline101.org](http://pipeline101.org), 2016 (consulté le 28 août 2019).
3. Concentration de CO2 dans l'atmosphère mesurée à l'observatoire de Mauna Loa et rapportée par l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique, publiée sur *CO2 Earth*, [co2.earth](http://co2.earth) (consulté le 28 août 2019).
4. Jonathan Watts, « Arctic

Wildfires Spew Soot and Smoke Cloud Bigger than EU », *The Guardian*, [theguardian.com](http://theguardian.com), 12 août 2019.

5. Kevin E. Trenberth, Lijing Cheng, Peter Jacobs *et al.*, « Hurricane Harvey Links to Ocean Heat Content and Climate Change Adaptation », *Earth's Future*, 6, 2018, p. 730-744.
6. Voir, par exemple, Patrick Cloos & Valéry Ridde, « Research on Climate Change, Health Inequities, and Migration in the Caribbean », *The Lancet*, 2, 2018, p. 4-5.
7. On peut voir le discours de Skerrit sur YouTube : « PM Roosevelt Skerrit of Dominica speech to the General Assembly at the United Nations 2017 », mis en ligne le 23 septembre 2017. Il a été retranscrit par *UN News* : « "To Deny Climate Change is to Deny a Truth We Have Just Lived", says Prime Minister of Storm-hit Dominica », [news.un.org](http://news.un.org), 23 septembre 2017.
8. Sur l'ouragan Maria et les différentes estimations du nombre de victimes, voir, par exemple, David Keellings & José J. Hernández Ayala, « Extreme Rainfall Associated with Hurricane Maria over Puerto Rico and its Connections to Climate Change », *Geophysical Research Letters*, 46, 2019, p. 2964-2973 ; Nishant Kishore, Domingo Marqués, Ayesha Mahmud *et al.*, « Mortality in Puerto Rico after Hurricane Maria », *The New England Journal of Medicine*, 379, 2018, p. 162-170 ; Carlos Santos-Burgoa, John Sandberg,

## Comment saboter un pipeline

Erick Suárez *et al.*, « Differential and Persistent Risk of Excess Mortality from Hurricane Maria in Puerto Rico: A Time-Series Analysis », *Lancet Planet Health*, 2, 2018, p. 478-488.

9. John Lanchester, « Warmer, Warmer », *London Review of Books*, 29, n° 6, 2007, p. 3.

10. Parmi les synthèses utiles de l'évolution du mouvement, on peut citer Matthias Dietz & Heiko Garrelts (éd.), *Routledge Handbook of the Climate Change Movement*, Abingdon, Routledge, 2014 ; Carl Cassegård, Linda Soneryd, Håkan Thörn & Åsa Wettergren (éd.), *Climate Action in a Globalizing World: Comparative Perspectives on Environmental Movements in the Global North*, New York, Routledge, 2017 ; Andrew Cheon & Johannes Urpelainen, *Activism and the Fossil Fuel Industry*, Abingdon, Routledge, 2018 (ce dernier ouvrage est consacré exclusivement au mouvement aux États-Unis).

11. Sveriges Kommuner och Landsting, *Klimatförändringarnas lokala effekter. Exempel från tre kommuner*, skl.se, juin 2019.

12. Greta Thunberg, *No One is Too Small to Make a Difference*, Londres, Penguin, 2018, p. 7, 10 [discours publié en français dans Greta Thunberg, *Rejoignez-nous, #grevepourleclimat*, trad. de Flore Vasseur, Paris, Kero, 2019, p. 8, 11].

13. Greta Thunberg, « If World Leaders Choose to Fail Us, My Generation Will Never Forgive Them », *The Guardian*,

23 septembre 2019 [en français : « "Comment osez-vous ?" : voici la traduction in extenso de ce qu'a dit Greta Thunberg à l'ONU », *France Inter*, franceinter.fr, 24 septembre 2019].

14. Maria G. Francke, « En ny Greta är född », *Sydsvenska Dagbladet*, sydsvenskan.se, 23 septembre 2019.

15. À l'heure où j'écris ces lignes, malgré sa puissance, Ende Gelände brille toujours par son absence dans la recherche anglophone sur le mouvement. Une exception est Leah Temper, « Radical Climate Politics: From Ogoniland to Ende Gelände », in Ruth Kinna & Uri Gordon (éd.), *Routledge Handbook of Radical Politics*, New York, Routledge, 2019.

16. Pour un excellent compte rendu du conflit sur le gaz en Groningue, voir Meike Vedder, *From « Not in My Backyard » to « Not on My Planet »: The Potential of Blockadia for the Climate Justice Movement. A Case Study of Fossil Fuel Resistance in Groningen, the Netherlands*, mémoire de master en écologie humaine, Université de Lund, printemps 2019.

17. Agence internationale de l'énergie, *World Energy Investment 2019*, iea.org/wei2019. Les citations sur les nouveaux pipelines sont à la p. 105. La mesure du profit employée pour ExxonMobil est le « taux de rentabilité interne » (p. 89).

18. Dominic Dudley, « Renewable Energy Costs Take another Tumble, Making Fossil Fuels Look More Expensive than



Ever », *Forbes*, forbes.com, 29 mai 2019.

**19.** Agence internationale de l'énergie, « Global Energy Investment Stabilised above USD 1.8 Trillion in 2018, but Security and Sustainability Concerns are Growing », *iea.org*, 14 mai 2019.

**20.** Jonathan Watts, Jillian Ambrose & Adam Vaughan, « Oil Firms to Pour Extra 7m Barrels Per Day into Markets, Data Shows », *The Guardian*, 10 octobre 2019. Voir, par exemple, Clifford Krauss, « Flood of Oil is Coming, Complicating Efforts to Fight Global Warming », *New York Times*, nytimes.com, 3 novembre 2019.

**21.** Patrick Greenfield, « World's Top Three Asset Managers Oversee \$300bn Fossil Fuel Investments », *The Guardian*, 12 octobre 2019.

**22.** Dan Tong, Qiang Zhang, Yixuan Zheng *et al.*, « Committed Emissions from Existing Energy Infrastructure Jeopardize 1,5 °C Climate Target », *Nature*, 572, 2019, p. 373, 374.

**23.** Pour une vue d'ensemble du fonctionnement de ce processus, voir Karen C. Seto, Steven J. Davis, Ronald B. Mitchell *et al.*, « Carbon Lock-In: Types, Causes, and Policy Implications », *Annual Review of Environment and Resources*, 41, 2016, p. 425-452.

**24.** Ben Smees, « Clive Palmer Company Reapplies for Mine Four Times Size of Adani's Charamichael », *The Guardian*, 21 octobre 2019.

**25.** Alexander Pfeiffer, Cameron

Hepburn, Adrien Vogt-Schilb & Ben Caldecott, « Committed Emissions from Existing and Planned Power Plants and Asset Stranding Required to Meet the Paris Agreement », *Environmental Research Letters*, 13, 2018, p. 1-11. Les conclusions de cet article sont contestées par Christopher J. Smith, Piers M. Forster, Myles Allen *et al.* dans « Current Fossil Fuel Infrastructure Does not yet Commit Us to 1,5 °C Warming », *Nature Communications*, 10, 2019, p. 1-10.

**26.** Ottmar Edenhofer, Jan Christoph Steckel, Michael Jakob & Christoph Bertram, « Reports of Coal's Terminal Decline May Be Exaggerated », *Environmental Research Letters*, 2018, 13, p. 1-9.

**27.** *Ibid.*, p. 7.

**28.** Seto *et al.*, « Carbon Lock-In », art. cit., p. 429.

**29.** Pour un inventaire plus détaillé, écrit d'un point de vue pacifiste, voir Andrew Fiala, « Pacifism », *The Stanford Encyclopaedia of Philosophy* (2018), plato.stanford.edu.

**30.** Cette action terroriste piteusement menée s'est produite alors qu'il n'y avait que trois fidèles à l'intérieur de la mosquée Al-Noor mais de toute évidence, Philip Manshaus était en mesure de faire un massacre ; avant d'arriver à la mosquée, il avait tué sa demi-sœur (qui était d'origine asiatique). Mohammed Rafiq a été largement salué comme un héros en Norvège.

**31.** Un article classique sur les incohérences du pacifisme

## Comment saboter un pipeline

moral est celui de Jan Narveson, « Pacifism: A Philosophical Analysis », *Ethics*, 75, 1965, p. 259-271. Pour une démolition plus savoureuse du pacifisme moral, voir celui de Gerald Runkle, « Is Violence Always Wrong? », *The Journal of Politics*, 38, 1976, p. 367-389.

**32.** Le pacifisme contingent retombe dans la théorie de la juste guerre, comme le souligne, par exemple, Cécile Fabre, « On Jan Narveson's "Pacifism: A Philosophical Analysis" », *Ethics*, 125, 2015, p. 824.

**33.** Hans Baer, « Activist Profile: Bill McKibben », in Dietz & Garrelts, *Routledge*, op. cit., p. 223.

**34.** Bill McKibben, *Falter: Has the Human Game Begun to Play Itself Out?*, Londres, Headline, 2019, p. 220 (je souligne). Voir, par exemple, son *Oil and Honey: The Education of an Unlikely Activist*, New York, Times Books/Henry Holt, 2013, p. 15 ; « How the Active Many Can Overcome the Ruthless Few », *The Nation*, 30 novembre 2016. Une tentative plus explicite et plus globale de fonder la lutte pour le climat sur un pacifisme moral d'esprit chrétien est Kevin J. O'Brien, *The Violence of Climate Change: Lessons of Resistance from Nonviolent Activists*, Washington, Georgetown University Press, 2017.

**35.** Martin Luther King Jr., *A Testament of Hope: The Essential Writings and Speeches*, New York, HarperCollins, 1991, par exemple, p. 18, 41, 219, 466

[sélection de textes en français : « Je fais un rêve » : les grands textes du pasteur noir, trad. de Marc Saporta, Paris, Bayard, 1987, où on trouve l'expression, par exemple, p. 66].

**36.** Sur le passage du pacifisme moral au pacifisme stratégique, voir Mark Engler & Paul Engler, *This is an Uprising: How Nonviolent Revolt is Shaping the Twenty-First Century*, New York, Nation Books, 2017.

**37.** McKibben, *Falter*, op. cit., p. 193, 219 ; Bill McKibben, « Foreword », in Mark Engler & Paul Engler, *This Is an Uprising: How Nonviolent Revolt is Shaping the Twenty-First Century*, New York, Nation Books, 2017, p. viii.

**38.** Roger Hallam, « The Civil Resistance Model », in Clare Farrell, Alison Green, Sam Knights & William Skeaping (éd.), *This Is Not a Drill: An Extinction Rebellion Handbook*, Londres, Penguin, 2019 ; les citations qui suivent sont aux p. 100-101. Voir, par exemple, Roger Hallam, « Now We Know: Conventional Campaigning Won't Prevent Our Extinction », *The Guardian*, 1<sup>er</sup> mai 2019.

**39.** McKibben, « Foreword », art. cit., p. viii.

**40.** Maxine Burkett, « Climate Disobedience », *Duke Environmental Law and Policy Forum*, 27, 2016, p. 2.

**41.** Pour cette analogie, voir, par exemple, *ibid.*, p. 19-23 ; Naomi Klein, *This Changes Everything: Capitalism vs the Climate*, Londres, Penguin, 2014, p. 6, 462-464

[éd. en français : *Tout peut changer : capitalisme et changement climatique*, trad. de Geneviève Boulanger et Nicolas Calvé, Montréal/Arles, Lux/Actes Sud, 2015, p. 17, 511-514] ; Andrew Winston, « The Climate Change Abolitionists », *The Guardian*, 27 février 2013 ; Chris Hayes, « The New Abolitionism », *The Nation*, 22 avril 2014 ; *Climate Home News*, « Al Gore Likens Climate Movement to Suffrage and Abolition of Slavery », [climatechangenews.com](http://climatechangenews.com), 20 juin 2017 ; Ed Atkinson, « A Voice from Our History: The 1833 Slavery Abolition Act », *Citizens' Climate Lobby*, [citizensclimatelobby.uk](http://citizensclimatelobby.uk), 8 avril 2018.

**42.** Eric Beinhocker, « I Am a Carbon Abolitionist », *Oxford Martin School*, [oxfordmartin.ox.ac.uk](http://oxfordmartin.ox.ac.uk), 4 juillet 2019. Voir Erich Beinhocker, « Climate Change is Morally Wrong. It Is Time for a Carbon Abolition Movement », *The Guardian*, 20 septembre 2019.

**43.** Par exemple, Jay Griffiths, « Courting Arrest », in Farrell *et al.*, *This Is Not*, *op. cit.*, p. 96 ; Ronan, « 12 Extinction Rebellion Activists Willingly Arrested in Semi-Nude Protest to Highlight Climate Emergency during Brexit Debate in House of Commons », *Extinction Rebellion*, [rebellion.earth](http://rebellion.earth), 1<sup>er</sup> avril 2019 ; Ylenia Gostoli, « Extinction Rebellion Launches London "Tax Strike" », *Al Jazeera*, [aljazeera.com](http://aljazeera.com), 18 juillet 2019 ; BBC Radio 4: Beyond Today, « Are

Extinction Rebellion the New Suffragettes? », [bbc.co.uk](http://bbc.co.uk), 12 avril 2019 ; Natalie Gil, « Why We Joined Extinction Rebellion AKA the 'New Suffragettes' », *Refinery 29*, [refinery29.com](http://refinery29.com), 15 avril 2019.

**44.** George Monbiot, « Today, I Aim to Get Arrested. It Is the Only Real Power Climate Protesters Have », *The Guardian*, 16 octobre 2019.

**45.** Bill McKibben, « The End of Growth », *Mother Jones*, novembre/décembre 1999, [motherjones.com](http://motherjones.com).

**46.** Bill McKibben, « Gandhi: A Man for All Seasons », *Common Dreams*, 29 décembre 2007.

Voir également, par exemple, Cheon & Urpelainen, *Activism*, *op. cit.*, p. 41, 83, 155 ; McKibben, « Foreword », art. cit., p. vii-viii ; McKibben, *Falter*, *op. cit.*, p. 220 ; Vandana Shiva, « Foreword », in Farrell *et al.*, *This Is Not*, *op. cit.*, p. 7 ; *The Economist*, « Could Extinction Rebellion Be the Next Occupy Movement? », [economist.com](http://economist.com), 17 avril 2019.

**47.** Pour cette analogie et d'autres mentionnées ici, voir, par exemple, Griffiths, « Courting », art. cit., p. 96 ; Danny Burns & Cordula Reimann, « Movement Building », in Farrell *et al.*, *This Is Not*, art. cit., p. 106-108 ; Cheon & Urpelainen, *Activism*, *op. cit.*, p. 94-97 ; McKibben, *Falter*, *op. cit.*, p. 224.

**48.** McKibben, cité dans Darren Goode, « McKibben: Sandy "Wake-Up Call" on Climate Change », *Politico*, [politico.com](http://politico.com), 30 octobre 2012.

## Comment saboter un pipeline

**49.** McKibben, cité dans V. L. Baker, « Remembering Nelson Mandela and his Fight for Climate Justice », *Daily Kos*, [dailykos.com](http://dailykos.com), 16 décembre 2013.

**50.** La bibliographie sur le sujet est bien sûr immense. Deux ouvrages majeurs sont Robin Blackburn, *The Overtrow of Colonial Slavery, 1776-1848*, Londres, Verso, 1988 ; Manisha Sinha, *The Slave's Cause: A History of Abolition*, New Haven, Yale University Press, 2016. La révolution haïtienne est elle-même le sujet d'un grand nombre d'ouvrages, un classique étant C. L. R. James, *The Black Jacobins: Toussaint L'Ouverture and the San Domingo Revolution*, Londres, Penguin, [1938] 2001 [éd. en français : *Les Jacobins noirs : Toussaint Louverture et la Révolution de Saint-Domingue*, trad. de Pierre Naville, Paris, [Gallimard, 1949] Amsterdam, 2008] ; parmi les études plus récentes, voir, par exemple, l'ouvrage brillant de Carolyn E. Fick, *The Making of Haiti: The Saint Domingue Revolution from Below*, Knoxville, The University of Tennessee Press, 1990 [éd. en français : *Haïti, naissance d'une nation : la révolution de Saint-Domingue vue d'en bas*, trad. de Frantz Voltaire, Mordelles, Les Perséides, 2014]. Sur John Brown, voir David S. Reynolds, *John Brown, Abolitionist: The Man Who Killed Slavery, Sparked the Civil War, and Seeded Civil Rights*, New York, Vintage, 2005 ; la citation est extraite de la p. 292.

Sur certains aspects des cultures marrons à la lumière de la crise écologique actuelle, voir Andreas Malm, « In Wildness Is the Liberation of the World: On Maroon Ecology and Partisan Nature », *Historical Materialism*, 26, 2018, p. 3-37. McKibben n'oublie pas la guerre civile dans *Falter*, *op. cit.*, p. 218.

**51.** Robin Blackburn, « The Role of Slave Resistance in Slave Emancipation », in Seymour Drescher & Pieter C. Emmer (éd.), *Who Abolished Slavery? Slave Revolts and Abolitionism: A Debate with João Pedro Marques*, New York, Berghahn Books, 2010, p. 172.

**52.** Diane Atkinson, *Rise Up, Women! The Remarkable Lives of the Suffragettes*, Londres, Bloomsbury, 2018.

**53.** Citée dans Atkinson, *Rise Up*, *op. cit.*, p. 362.

**54.** C. J. Bearman, « An Examination of Suffragette Violence », *The English Historical Review*, 120, 2005, p. 365-397.

**55.** Citée dans Atkinson, *Rise Up*, *op. cit.*, p. 369.

**56.** Bearman, « An Examination », art. cit., p. 368. L'incendie est rapporté dans le *Manchester Guardian*, « South Shields Harbour Fire », 26 janvier 1914.

**57.** Kathryn Tidrick, *Gandhi: A Political and Spiritual Life*, Londres, Verso, [2006] 2013, p. 56, 66, 73 ; Mohandas K. Gandhi, *Autobiography: The Story of My Experiments with Truth*, New York, Dover, 1983, p. 313 [éd. en français : *Autobiographie*

ou *Mes expériences de vérité*, trad. de Georges Belmont, Paris, PUF, [1950] 2012].

**58.** O'Brien, *The Violence*, op. cit., p. 43.

**59.** Cité dans Domenico Losurdo, « Moral Dilemmas and Broken Promises: A Historical-Philosophical Overview of the Nonviolent Movement », *Historical Materialism*, 18, 2019, p. 96. Voir également Tidrick, *Gandhi*, op. cit., p. 104, 125-132.

**60.** Voir Tidrick, *Gandhi*, op. cit., par exemple, p. 171, 174-176, 225-226, 232-233, 299-301.

**61.** Lettre citée et analysée dans P. R. Kumaraswamy, « The Jews: Revisiting Mahatma Gandhi's November 1938 Article », *International Studies*, 55, 2018, p. 146-166. Sur la pathologie du pacifisme appliqué au III<sup>e</sup> Reich, voir Ward Churchill, *Pacifism as Pathology: Reflections on the Role of Armed Struggle in North America*, Oakland, AK Press, 2007, p. 47-52.

**62.** Les déclarations de Gandhi sur le sujet ont été compilées dans la section « Gandhi, the Jews and Zionism » de la Jewish Virtual Library ([jewishvirtuallibrary.org](http://jewishvirtuallibrary.org)), d'où ces citations sont extraites. Gandhi est très partiellement sauvé par ses prises de position en faveur de la résistance palestinienne contre le colonialisme sioniste.

**63.** Tidrick, *Gandhi*, op. cit., p. xii.

**64.** Charles E. Cobb Jr., *This Nonviolent Stuff'll Get you Killed: How Guns Made the Civil Rights*

*Movement Possible*, Durham, Duke University Press, 2014.

**65.** *Ibid.*, p. 155, 152.

**66.** La campagne de *kneel-ins* visait plus spécifiquement la ségrégation dans les églises. Les protestataires s'agenouillaient parmi les fidèles blancs ou restaient à genoux à la porte des églises quand ils en étaient chassés. Une fois arrêtés pour leurs activités militantes, certains faisaient le choix d'aller en prison (*jail-in*) plutôt que de payer une amende [ndt].

**67.** « Letter from Birmingham City Jail », in King Jr., *A Testament*, op. cit., p. 289-302 (p. 297) [« Lettre de la geôle de Birmingham », dans « *Je fais un rêve* » : les grands textes du pasteur noir, op. cit., p. 30-61 (p. 49, 48)].

**68.** G. Mennen Williams, secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, à Kennedy, cité dans Herbert H. Haines, *Black Radicals and the Civil Rights Mainstream, 1954-1970*, Knoxville, University of Tennessee Press, 1988, p. 161.

**69.** *Ibid.*, p. 179. Voir, par exemple, Churchill, *Pacifism*, op. cit., p. 55-57, 109.

**70.** McGeorge Bundy, cité dans Haines, *Black Radicals*, op. cit., p. 179.

**71.** Verity Burgmann, « The Importance of Being Extinct », *Social Alternatives*, 37, 2010, p. 10.

**72.** Nelson Mandela, *Long Walk to Freedom*, Londres, Abacus, 1995, p. 433, 320 [éd. en français : *Un long chemin vers la liberté*].

## Comment saboter un pipeline

: *autobiographie*, trad. de Jean Guiloineau, Paris, Fayard, 1995, p. 379, 283]. Mandela décrit son désenchantement à l'égard de la non-violence dès les années 1950 : voir p. 182-183 [éd. en français : p. 169-170]. C'est le Parti communiste sud-africain qui a rompu le premier avec le dogme gandhien. Pour un examen extrêmement détaillé de la genèse et des activités de MK, voir Thula Simpson, *Umkhonto we Sizwe: The ANC's Armed Struggle*, Le Cap, Penguin, 2016.

**73.** Mandela, *Long Walk*, *op. cit.*, p. 336 [éd. en français : p. 295-296].

**74.** Gay Seidman, « Guerrillas in Their Midst: Armed Struggle in the South African Anti-Apartheid Movement », *Mobilization: An International Journal*, 6, 2001, p. 111-127. « Quand bien même on l'invoquait de façon purement rhétorique, la lutte armée était le signe que nous combattons activement l'ennemi. Elle avait donc une popularité hors de proportion avec les résultats obtenus sur le terrain » (Mandela, *Long Walk*, *op. cit.*, p. 702 ; voir, par exemple, p. 338-339 [éd. en français : citation p. 605 (traduction modifiée) ; exemple p. 298-299]).

**75.** Voir, par exemple, Lindsey German & John Rees, *A People's History of London*, Londres, Verso, 2012, p. 282.

**76.** Mandela, *Long Walk*, *op. cit.*, p. 147, 322 [éd. en français : p. 139 (mais il se trouve que cette phrase a été omise dans la traduction), 284]. Voir p. 183, 351

[éd. en français : p. 170].

**77.** Burkett, « Climate Disobedience », art. cit., p. 19-21, 9.

**78.** Hallam, « The Civil », art. cit., p. 104.

**79.** Erica Chenoweth & Maria J. Stephan, *Why Civil Resistance Works: The Strategic Logic of Nonviolent Conflict*, New York, Columbia University Press, 2013. La comparaison entre la Palestine et la Slovénie est à la p. 218.

**80.** Charles Kurzman, *The Unthinkable Revolution in Iran*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, p. vii-viii.

**81.** Misagh Parsa, *Social Origins of the Iranian Revolution*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1989 ; citations tirées des p. 229-230.

**82.** Michael Axworthy, *Revolutionary Iran: A History of the Islamic Republic*, Londres, Penguin, 2014, p. 122.

**83.** Asef Bayat, *Revolution without Revolutionaries: Making Sense of the Arab Spring*, Stanford, Stanford University Press, 2017, p. 32. Axworthy y voit également « la confrontation décisive » (dans *Revolutionary Iran*, *op. cit.*, p. 8 ; le prologue de ce livre propose une reconstitution détaillée de la bataille). Parmi les travaux précurseurs de Bayat sur la révolution, on peut citer *Workers and Revolution in Iran: A Third World Experience of Workers' Control* (Londres, Zed) et *Street Politics: Poor People's Movements in Iran* (New York, Columbia University Press).

**84.** Pour la « preuve »

égyptienne, lire, par exemple, Chenoweth & Stephan, *Why Civil*, op. cit., p. 6, 229-230 ; Engler & Engler, *This Is*, op. cit., p. 252-260.

**85.** M. Cherif Bassiouni, *Chronicle of the Egyptian Revolution and its Aftermath: 2011-2016*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 31 ; voir également p. 291-295.

**86.** Neil Ketchley, *Egypt in a Time of Revolution: Contentious Politics and the Arab Spring*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, ch. 2.

**87.** *Ibid.*, p. 21.

**88.** Mohammad Ali Kadivar & Neil Ketchley, « Sticks, Stones, and Molotov Cocktails: Unarmed Collective Violence and Democratization », *Socius: Sociological Research for a Dynamic World*, 4, 2018, p. 1-16.

**89.** Par exemple, Fabrice Lehoucq, « Does Nonviolence Work? », *Comparative Politics*, 48, 2016, p. 269-287.

**90.** King, « Letter from Birmingham », art. cit., p. 292, 293 [éd. en français : p. 38, 39].

**91.** Leon Trotsky, *The Struggle Against Fascism in Germany*, New York, Pathfinder, 1971, p. 139 [éd. en français : *Comment vaincre le fascisme*, trad. de Jean Renaud, Paris, Buchet-Chastel, 1973, p. 77].

**92.** Voir, par exemple, M. R. Raupach, M. Gloor, J. L. Sarmiento *et al.*, « The Declining Uptake Rate of Atmospheric CO<sub>2</sub> by Land and Ocean Sinks », *Biogeosciences*, 11, 2014, p. 3453-3475.

**93.** Voir, par exemple, Elizabeth M. Herndon, « Permafrost Slowly Exhales Methane », *Nature Climate Change*, 8, 2018, p. 273-274 ; Christian Knoblauch, Christian Beer, Susanne Liebner *et al.*, « Methane Production as Key to the Greenhouse Gas Budget of Thawing Permafrost », *Nature Climate Change*, 8, 2018, p. 309-312 ; César Plaza, Elaine Pegoraro, Rosvel Bracho *et al.*, « Direct Observation of Permafrost Degradation and Rapid Soil Carbon Loss in Tundra », *Nature Geoscience*, 12, 2019, p. 627-631.

**94.** Voir, par exemple, W. Matt Jolly, Mark A. Cochrane, Patrick H. Freeborn *et al.*, « Climate-induced Variations in Global Wildfire Danger from 1979 to 2013 », *Nature Communications*, 6, 2015, p. 1-11 ; Khante J. Walker, Jennifer L. Baltzer, Steven G. Cumming *et al.*, « Increasing Wildfires Threaten Historic Carbon Sink of Boreal Forest Soils », *Nature*, 572, 2019, p. 520-523 ; Zhihua Liu, Ashley P. Ballantyne & L. Annie Cooper, « Biophysical Feedback of Global Forest Fires on Surface Temperatures », *Nature Communications*, 10, 2019, p. 1-9.

**95.** Voir, par exemple, Jason A. Lowe & Daniel Bernie, « The Impact of Earth System Feedbacks on Carbon Budgets and Climate Response », *Philosophical Transactions of the Royal Society A*, 376, 2018, p. 1-13 ; Eleanor J. Burke, Sarah E. Chadburn, Chris Huntingford

## Comment saboter un pipeline

& Chris D. Jones, « CO2 Loss by Permafrost Thawing Implies Additional Reductions to Limit Warming to 1,5 or 2 °C », *Environmental Research Letters*, 13, 2018, p. 1-9 ; Edward Comyn-Platt, Garry Hayman, Chris Huntingford *et al.*, « Carbon Budgets for 1.5 and 2 °C Targets Lowered by Natural Wetland and Permafrost Feedbacks », *Nature Geoscience*, 11, 2018, p. 568-573. Voir également, par exemple, Will Steffen, Johan Rockström, Katherine Richardson *et al.*, « Trajectories of the Earth System in the Anthropocene », *PNAS*, 115, 2018, p. 8252-8259 ; Paul Voosen, « New Climate Models Forecast a Warming Surge », *Science*, 364, 2019, p. 222-223 ; Timothy M. Lenton, Johan Rockström, Owen Gaffney *et al.*, « Climate Tipping Points – Too Risky to Bet Against », *Nature*, 575, 2019, p. 592-595.

**98.** J. R. Lamontagne, P. M. Reed, G. Marangoni *et al.*, « Robust Abatement Pathways to Tolerable Climate Futures Require Immediate Global Action », *Nature Climate Change*, 9, 2019, p. 290.

**97.** Tong *et al.*, « Committed Emissions », art. cit., p. 376. Souligné par moi. Voir, par exemple, l'appel à un moratoire « sur les investissements dans les combustibles fossiles » dans Filip Johnsson, Jan Kjærstad & Johan Rootzén, « The Threat to Climate Change Mitigation Posed by the Abundance of Fossil Fuels », *Climate Policy*, 19, 2018, p. 269.

**98.** McKibben, *Falter*, *op. cit.*, p. 222. McKibben cite ici Naomi Klein (sans donner la source exacte).

**99.** Pfeiffer *et al.*, « Committed Emissions », art. cit.

**100.** R. H. Lossin, « Sabotage as Environmental Activism », *Public Seminar*, 3 juillet 2018, publicseminar.org. Voir Jeff Diamanti & Mark Simpson, « Five Theses on Sabotage in the Shadow of Fossil Capital », *Radical Philosophy*, 2, 2, 2018, p. 3-12.

**101.** Seto *et al.*, « Carbon Lock-In », art. cit., p. 426.

**102.** Ulrike Meinhof, « From Protest to Resistance », in *Everybody Talks About the Weather... We Don't: The Writings of Ulrike Meinhof*, New York, Seven Stories Press, 2008, p. 239.

**103.** Gal Luft, « Pipeline Sabotage is Terrorist's Weapon of Choice », *Pipeline and Gas Journal*, 232, 2005, p. 42-44.

**104.** L'action est décrite en détail dans Simpson, *Umkhonto*, *op. cit.*, p. 267-269. D'autres actions ont visé des installations de Sasol en 1981 et en 1985 : voir *ibid.*, p. 284-285, 363-364.

**105.** Ginwala citée dans Lee Jones, *Societies Under Siege: Exploring How International Economic Sanctions (Do Not) Work*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 68.

**106.** Mandela, *Long Walk*, *op. cit.*, p. 603 [éd. en français : *Un long chemin vers la liberté*, *op. cit.*, p. 522].

**107.** Seidman, « Guerillas »,



art. cit., p. 118. Soulligné par l'auteur.

**108.** Sur le pipeline et sa place dans la révolte de 1936-1939, voir, par exemple, Rachel Havrelock, « The Borders Beneath:

On Pipelines and Resource Sovereignty », *The South Atlantic Quarterly*, 116, 2017, p. 408-416 ; Matthew Hughes, « Terror in the Galilee: British-Jewish Collaboration and the Special Night Squads in Palestine during the Arab Revolt, 1938-9 », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 43, 2015, p. 590-610 ; Steven Pressfield, *The Lion's Gate: On the Front Lines of the Six Day War*, New York, Penguin, 2015, p. 77.

**109.** Ghassan Kanafani, *The 1936-39 Revolt in Palestine*, New York, Committee for a Democratic Palestine, 1972, p. 58.

**110.** Zachary Davis Cuyler, « Toward the Target and the Goal: Infrastructure Sabotage and Palestinian Liberation in the Pages of *Al-Hadaf* », *Historical Materialism*, à paraître.

**111.** Cyril Obi & Siri Aas Rustad (éd.), *Oil and Insurgency in the Niger Delta*, Londres, Zed, 2011 ; Freedom C. Onuoha, « Oil Pipeline Sabotage in Nigeria: Dimensions, Actors and Implications for National Security », *African Security Studies*, 17, 2008, p. 99-115 ; Michael Watts, « Petro-Insurgency or Criminal Syndicate? Conflict and Violence in the Niger Delta », *Review of African Political Economy*, 34, 2007, p. 637-660.

**112.** Watts, « Petro-Insurgency », art. cit., p. 645.

**113.** *Ibid.*

**114.** Bassiouni, *Chronicle*, op. cit., p. 301, 580.

**115.** Utpal Bhaskar, « Naxals Put the Squeeze on Transport of Jharkhand Coal », *LiveMint*, livemint.com, 1<sup>er</sup> décembre 2019 ; Ruchira Singh, « Maoist Threat Hampering India Coal Output-Minister », *Reuters*, reuters.com, 23 juin 2010 ; Ruchira Singh & Krittivas Mukherjee, « Govt Clamps Down on Maoists to Woo Investors », *Reuters*, 3 août 2010 ; Shivani Gite, « Maoists Blow Up Diesel Tanker in Chhatisgarh, Three Dead », *Track*, newstracklive.com, 24 septembre 2019 ; FP Staff, « Gadchiroli Naxal Attack Today, Updates: 15 Security Personnel, Driver Killed; Sharad Pawar Demands CM's Resignation », *Firstpost*, firstpost.com, 1<sup>er</sup> mai 2019 ; IANS, « Jharkhand: Maoists Set 16 Vehicles Ablaze, Assault Six Labourers », *India Today*, indiatoday.in, 12 juillet 2019.

**116.** Martin Chulov, « Middle East Drones Signal End to Era of Fast Jet Air Supremacy », *The Guardian*, 16 septembre 2019 ; P. W. Singer, « The Future of War Is Already Here », *New York Times*, 18 septembre 2019.

**117.** Anthony Diapola & Verity Radcliffe, « Saudi Attacks Reveal Oil Supply Fragility in Asymmetric War », *Bloomberg*, bloomberg.com, 15 septembre 2019.

**118.** Par exemple, Hanno

## Comment saboter un pipeline

Sandvik, « Public Concern Over Global Warming Correlates Negatively with National Wealth », *Climatic Change*, 90, 2008, p. 333-341 ; So Young Kim & Yael Wolinsky-Nahmias, « Cross-National Public Opinion on Climate Change: Effects of Affluence and Vulnerability », *Global Environmental Politics*, 14, 2014, p. 79-106 ; Alex Y. Lo & Alex T. Chow, « The Relationship Between Climate Change Concern and National Wealth », *Climatic Change*, 131, 2015, p. 335-348.

**119.** Voir Robert Springborg, « Egypt: The Challenge of Squaring the Energy-Environment-Growth Triangle », in Robert E. Looney (éd.), *Routledge Handbook of Transitions in Energy and Climate Security*, Abingdon, Routledge, 2017, p. 272-284.

**120.** Edenhofer *et al.*, « Reports of Coal's », art. cit., p. 4, 7.

**121.** Brynjar Lia & Áshild Kjæk, « Energy Supply as Terrorist Targets? Patterns of "Petroleum Terrorism" 1968-99 », in Daniel Heradstveit & Helge Hveem (éd.), *Oil in the Gulf: Obstacles to Democracy and Development*, Aldershot, Ashgate, 2004, p. 105-106, 109, 114, 120-121.

**122.** AFP, « Increase in Arson at German Refugee Centres: Police », *The Local*, thelocal.de, 14 mai 2016.

**123.** Le blog est toujours en ligne : asfaltsdjungelnsindianer.wordpress.com.

**124.** Isabella Iverius, « "Vi pyser däck för miljös skull" », *Dagens*

*Nyheter*, 9 septembre 2007.

**125.** Redaktionén, « Asfaltsdjungelns indianer kanske lever farligt », *Motorlife Today*, motor-life.com, septembre 2007.

**126.** Le « cessez-le-feu » a été annoncé sur le blog d'Asfaltsdjungelns indianer : « "Nu tar vi indianer en paus" », *Aftonbladet*, aftonbladet.se, 10 décembre 2007.

**127.** Voir, par exemple, Emily Huddart Kennedy, Harvey Krahn & Naomi T. Krogman, « Egregious Emitters: Disproportionality in Household Carbon Footprints », *Environment and Behavior*, 46, 2014, p. 535-555 ; Dominik Wiedenhofer, Dabo Guan, Zhu Liu *et al.*, « Unequal Household Carbon Footprints in China », *Nature Climate Change*, 7, 2017, p. 75-80 ; Kyle W. Knight, Juliet B. Schor & Andrew K. Jorgensen, « Wealth Inequality and Carbon Emissions in High-income Countries », *Social Currents*, 4, 2017, p. 403-412 ; Klaus Hubacek, Giovanni Baiocchi, Kuishuang Feng *et al.*, « Global Carbon Inequality », *Energy, Ecology and Environment*, 2, 2017, p. 361-369.

**128.** Dario Kenner, *Carbon Inequality: The Role of the Richest in Climate Change*, Abingdon, Routledge, 2019, p. 12.

**129.** *Ibid.*, p. 17. Souligné par l'auteur.

**130.** Oxfam, *Extreme Carbon Inequality*, Oxfam.org, 2 décembre 2015.

**131.** Ilona M. Otto, Kyoung Mi Kim, Nika Dubrovsky &

Wolfgang Lucht, « Shift the Focus from the Super-poor to the Super-rich », *Nature Climate Change*, 9, 2019, p. 82-87.

**132.** Michael J. Lynch, Michael A. Long, Paul B. Stretesky & Kimberly L. Barrett, « Measuring the Ecological Impact of the Wealth: Excessive Consumption, Ecological Disorganization, Green Crime, and Justice », *Social Currents*, 6, 2019, p. 377-395.

**133.** Niko Kommenda, « How Your Flight Emits as Much CO<sub>2</sub> as Many People Do in a Year », *The Guardian*, 19 juillet 2019.

**134.** Niko Kommenda, « 1% of English Residents Take One-Fifth of Overseas Flights, Survey Shows », *The Guardian*, 25 septembre 2019.

**135.** Dario Kenner, « Inequality of Overconsumption: The Ecological Footprint of the Richest », Anglia Ruskin University & Global Sustainability Institute, document de travail, novembre 2015, p. 6.

**136.** Lynch *et al.*, « Measuring », art. cit., p. 389.

**137.** Anil Agarwal & Sunita Narain, *Global Warming in an Unequal World: A Case of Environmental Colonialism*, New Delhi, Centre for Science and Environment, 1991, p. 3.

**138.** Henry Shue, « Subsistence Emissions and Luxury Emissions », *Law and Policy*, 15, 1993, p. 39-59 ; réédité dans Henry Shue, *Climate Justice: Vulnerability and Protection*, Oxford, Oxford University Press, 2014, ch. 2 [le début et

la fin de l'article sont publiés en français sous le titre « Émissions de subsistance et émissions de luxe », in Dominique Bourg et Augustin Fragnière (éd.), *La pensée écologique. Une anthologie*, Paris, PUF, 2014, p. 773-784].

**139.** Voir également l'excellente discussion sur le sujet dans Wouter Peeters, Andries De Smet, Lisa Diependaele & Sigrid Sterckx, *Climate Change and Individual Responsibility: Agency, Moral Disengagement and the Motivational Gap*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2015, p. 29-32.

**140.** Phil Popham, cité dans Kenner, *Carbon*, op. cit., p. 18.

**141.** Shue, « Subsistence Emissions », art. cit., p. 55 [en français : « Émissions de subsistance et émissions de luxe », art. cit., p. 779 (traduction modifiée)].

**142.** Shue, *Climate*, op. cit., p. 7.

**143.** *Ibid.*, p. 46.

**144.** Voir Shue, « Subsistence Emissions », art. cit., p. 52, 56-58 [seul le deuxième tableau figure dans la section traduite en français, p. 781-781] ; Shue, *Climate*, op. cit., p. 46 ; Henry Shue, « Subsistence Protection and Mitigation Allocation Necessities, Economic and Climatic », *The British Journal of Politics and International Relations*, 21, 2019, p. 233-236.

**145.** Voir Shue, *Climate Justice*, op. cit., p. 328-331 ; Shue, « Subsistence Protection », art. cit., p. 52 ; Alex McLaughlin, « Footprint Subsistence Emissions: Protect

## Comment saboter un pipeline

Present », *The British Journal of Politics and International Relations*, 21, 2019, p. 263-269.

**146.** Shue, *Climate*, op. cit., p. 7.

**147.** *Ibid.*, p. 329.

**148.** Voir, par exemple, David Schlosberg, « Further Uses for the Luxury/Subsistence Distinction: Impacts, Ceilings, and Adaptation », *The British Journal of Politics and International Relations*, 21, 2019, p. 298-299 ;

John Nolt, « Casualties as a Moral Measure of Climate Change », *Climatic Change*, 130, 2015, p. 347-358 ; Peeters et al., *Climate Change*, op. cit., p. 52.

**149.** Lynch et al., « Measuring », art. cit., p. 378 ; développé plus longuement dans Michael J. Lynch, Michael A. Long, Kimberley L. Barrett & Paul B. Stretesky, « Is It a Crime to Produce Ecological Disorganization? Why Green Criminology and Political Economy Matter in the Analysis of Global Ecological Harms », *British Journal of Criminology*, 53, 2013, p. 997-1016.

**150.** Voir Kenner, Otto et al., « Shift the Focus », art. cit., p. 82 ; Kenner, *Carbon*, op. cit., p. 18-19.

**151.** Voir Otto et al., « Shift the Focus », art. cit., p. 82-83 ; Lynch et al., « Is It a Crime », art. cit., p. 1005.

**152.** Voir Shue, « Subsistence Protection », art. cit., p. 257 ; McLaughlin, « Justifying », art. cit., p. 266.

**153.** Voir Peeters et al., *Climate Change*, op. cit., p. 120.

**154.** Otto et al., « Shift the Focus », art. cit., p. 83.

**155.** Lynch et al., « Is It a Crime », art. cit., p. 998 ; Lynch et al., « Measuring », art. cit., p. 390.

**156.** Didier Fassin & Anne-Claire Defossez, « An Improbable Movement? Macron's France and the Rise of the Gilets Jaunes », *New Left Review*, 2, 115, 2019, p. 79 [une version abrégée et remaniée de cet article a paru en français dans *AOC*, 15 mars 2019, <https://aoc.media/analyse/2019/03/15/gilets-jaunes-objet-politique-non-identifie/>].

**157.** Amir Parviz Pouyan, *On the Necessity of Armed Struggle and Refutation of the Theory of « Survival »*, New York, Support Committee for the Iranian People's Struggles, 1977, citations extraites des p. 42, 35-36.

**158.** Laura Cozzi & Apostolos Petropoulos, « Growing Preference for SUVs Challenge Emissions Reductions in Passenger Car Markets », International Energy Agency, 15 octobre 2019. Voir Niko Kommenda, « SUVs Second Biggest Cause of Emissions Rise, Figures Reveal », *The Guardian*, 25 octobre 2019 ; Transport and Environment, *Mission Possible: How Car Makers Can Reach their CO2 Targets and Avoid Fines*, Bruxelles, Transport and Environment, 2019, par exemple p. 3, 18-20 ; Laura Laker, « "A Deadly Problem": Should We Ban SUVs from Our Cities? », *The Guardian*, 7 octobre 2019.

**159.** AP, « 2016 U.S. Auto Sales

Set a New Record High, Led by SUVs », *Los Angeles Times*, latimes.com, 4 janvier 2017. Les ventes ont baissé légèrement en 2017.

**160.** Transport and Environment, *Mission Possible*, *op. cit.*, p. 18-20.

**161.** Matthew Robinson, « Frankfurt Motor Show Hit by Huge Climate Protests », *CNN*, 15 septembre 2019.

**162.** Philip Oltermann, « Berliners Call for 4X4 Ban after Four People Killed in Collision », *The Guardian*, 9 septembre 2019 ; Laker, « "A Deadly Problem" », art. cit.

**163.** Pauline Moullot, « Le "Gang" des dégonfleurs de pneus est-il de retour à Paris ? », *Libération*, liberation.fr, 1<sup>er</sup> novembre 2019.

**164.** Je m'appuie ici sur le récit de Reznicek et Montoya elles-mêmes dans leur communiqué de presse (« Ruby Montoya & Jessica Reznicek: DAPL Ecosabotage Press Release », *Stop Fossil Fuels*, stopfossilfuels.org, 24 juillet 2017). Voir, par exemple, Anna Spoorre, « Women who "Sabotaged" Dakota Access Pipeline Charged Almost 3 Years after Damages First Reported », *Des Moines Register*, eu.desmoinesregister.com, 1<sup>er</sup> octobre 2019.

**165.** Voir, par exemple, Alleen Brown, « Dakota Access Pipeline Activists Face 110 Years in Prison, Two Years after Confessing Sabotage », *The Intercept*, 4 octobre 2019.

**166.** « Ruby Montoya & Jessica

Reznicek: DAPL », art. cit.

**167.** Voir « Ruby Montoya & Jessica Reznicek: DAPL Ecosaboteurs », *Stop Fossil Fuels*, stopfossilfuels.org, s. d.

**168.** Voir, par exemple, AFP, « German Police Confront Treehouse Activists after Six-Year Standoff », *The Guardian*, 13 septembre 2018 ; AP/DPA, « Arson Attacks on German Companies Linked to Hambach Forest Protest? », *Deutsche Welle*, dw.com, 4 octobre 2018 ; AFP, « Thousands of Anti-Coal Protesters Celebrate German Forest's Reprieve », *The Guardian*, 6 octobre 2018.

**169.** Jessica Reznicek sur Democracy Now!, 28 juillet 2017, YouTube.

**170.** Jean 2:15 [trad. en français : Nouvelle Bible Segond].

**171.** Par exemple, Runkle dans « Is Violence », art. cit., p. 370.

**172.** Robert Audi, « On the Meaning and Justification of Violence », in Jerome A. Shaffer, *Violence: Award-Winning Essays in the Council for Philosophical Studies Competition*, New York, David McKay, 1971, citations extraites des p. 50, 59. Souligné par l'auteur. Voir l'excellent commentaire qu'en a donné Vittorio Bufacchi, « Two Concepts of Violence », *Political Studies Review*, 3, 2005, p. 193-204. Notez qu'on laisse de côté la question d'autres formes de violence au sens large : violence psychologique, violence structurelle, violence lente...

**173.** Ted Honderich, *Terrorism for Humanity: Inquiries in Political*

## Comment saboter un pipeline

*Philosophy*, Londres, Pluto, 2003, p. 15 (également p. 154).

**174.** Chenoweth & Stephan, *Why Civil*, *op. cit.*, p. 13.

**175.** C'est ce que soutiennent, par exemple, Engler & Engler, *This Is*, *op. cit.*, p. 236.

**176.** Ce paragraphe s'appuie sur N. P. Adams, « Uncivil Disobedience: Political Commitment and Violence », *Res Publica*, 24, 2018, p. 487-489 ; John Morreall, « The Justifiability of Violent Civil Disobedience », *Canadian Journal of Philosophy*, 6, 1976, p. 38 ; Steve Vanderheiden, « Eco-terrorism of Justified Resistance? Radical Environmentalism and the "War on Terror" », *Politics and Society*, 33, 2005, p. 431 ; Runkle, « Is Violence », *art. cit.*, p. 370.

**177.** Martin Luther King Jr., « The Trumpet of Conscience », in King Jr., *A Testament*, *op. cit.*, p. 634-653 (p. 648-649) [éd. en français : *La seule révolution*, trad. de Jacques Potain, Paris, Casterman, 1968, p. 86-88].

**178.** Pankhurst citée dans Atkinson, *Rise Up*, *op. cit.*, p. 288.

**179.** Morreall, « The Justifiability », *art. cit.*, p. 43.

**180.** William Smith, « Disruptive Democracy: The Ethics of Direct Action », *Raisons politiques*, 69, 2018, citations extraites des p. 13, 22, 24.

**181.** Voir, par exemple, Morreall, « The Justifiability », *art. cit.* ; Vanderheiden, « Eco-terrorism », *art. cit.* ; Adams, « Uncivil Disobedience », *art. cit.* ; Simo Kyllönen, « Civil

Disobedience: Climate Protests and a Rawlsian Argument for "Atmospheric" Fairness », *Environmental Values*, 23, 2014, p. 593-613. Pour des analyses subtiles et plus généreuses encore quant à la légitimité du recours à la violence révolutionnaire, en particulier dans le contexte de la lutte contre les occupations étrangères, voir Christopher J. Finlay, *Terrorism and the Right to Resist: A Theory of Just Revolutionary War*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015 ; Michael L. Gross, *The Ethics of Insurgency: A Critical Guide to Guerrilla Warfare*, Cambridge, Cambridge University Press, 2015.

**182.** Voir, par exemple, Finlay, *Terrorism*, *op. cit.*, p. 5, 100, 247 ; Gross, *Ethics*, *op. cit.*, p. 155-156 ; Christopher J. Finlay, « How to Do Things with the Word "Terrorist" », *Review of International Studies*, 35, 2009, p. 751-774.

**183.** Je m'appuie ici sur Vanderheiden, « Eco-terrorism », *art. cit.*, par exemple p. 427, 432, 436, 440.

**184.** Sara Malm, « Experter varnar: Desperata klimataktivister kan ta till terrorism », *Expressen*, *expressen.se*, 18 mai 2019.

**185.** Peter Viggo Jakobsen cité dans Simone Skyum, « Ekspertter frygter vold og terror fra frustrerede klimaaktivister », *Jyllands-Posten*, *jyllands-posten.dk*, 18 mai 2019.

**186.** Vanderheiden, « Eco-terrorism », *art. cit.*, p. 432.

**187.** Lia & Kjøek, « Energy

Supply », art. cit. Citation extraite de la p. 116.

**188.** Mandela, *Long Walk*, p. 322, 337 [éd. en français : *Un long chemin*, op. cit., p. 285 (traduction modifiée), 295]. Il serait toutefois malhonnête, d'un point de vue historique, de dissimuler le fait que MK ne s'est pas limité au sabotage. Mandela raconte comment son premier attentat à la voiture piégée, en mai 1983, visant un bureau de l'aviation et du renseignement militaire, a fait 19 morts et 200 blessés. « La mort de civils émit un accident tragique qui m'a causé une horreur profonde. Mais aussi bouleversé que je pouvais l'être par ces victimes, je savais que de tels accidents étaient les conséquences inévitables de la décision prise de se lancer dans la lutte armée. L'erreur humaine est toujours un élément de la guerre, et le prix à payer est toujours élevé. C'était précisément parce que nous savions que de tels accidents se produiraient que nous avions pris à contrecœur la grave décision d'avoir recours aux armes. Mais comme le dit Olivier [Tambo] à l'époque de l'attentat, la lutte armée nous avait été imposée par la violence du régime d'apartheid » (*ibid.*, p. 617-618 [éd. en français : p. 534-535]).

**189.** *Ibid.*, p. 337 [éd. en français : p. 296 (traduction modifiée)] ; Smith, « Disruptive », art. cit., p. 18-19. Voir Vanderheiden, « Eco-terrorism », art. cit., p. 441, 445.

**190.** « Si vous êtes une compagnie pétrolière, à qui

préférez-vous avoir affaire ? Un type avec un fusil ne pose pas de problème ; vous avez accès à tous les fusils du monde. Mais un type avec des panneaux solaires, un accès aux réseaux sociaux et un brin de jugeote a trois moyens de vous faire perdre la boule » (McKibben, *Falter*, op. cit., p. 225). Comme si les compagnies pétrolières ne disposaient pas de sources d'énergie, d'accès aux réseaux sociaux et d'intelligence. Voir, par exemple, Englers & Englers, *This Is*, op. cit., p. 6, 237-238.

**191.** Voir, par exemple, Jacqueline Charles, « As Protests and Deaths Escalate in Haiti, Mayors Cancel Pre-Carnival Parties », *Miami Herald*, miamiherald.com, 8 février 2019 ; Gonzalo Solano, « Ecuador's Protesters March; Clashes Break Out in Quito », *AP*, apnews.com, 10 octobre 2019 ; Peter Stublely, « Protesters Use Lasers to Tackle Heavily Armed Police and Bring Down Drone in Chile », *The Independent*, independent.co.uk, 16 novembre 2019 ; Verna Yu, « "Mini Stonehenges": Hong Kong Protesters Take on Police, One Brick at a Time », *The Guardian*, 15 novembre 2019 ; AFP, « Flaming Arrows and Catapults: Hong Kong Protesters Recreate Medieval Tech to Battle Police », *Hong Kong Free Press*, 15 novembre 2019.

**192.** George Monbiot, « With Eyes Wide Shut », *The Guardian*, 12 août 2003. Pour une discussion nuancée de l'objection du mauvais

## Comment saboter un pipeline

moment, voir Gross, *The Ethics*, *op. cit.*, p. 265-267.

**193.** Chenoweth et Stephan, *Why Civil*, *op. cit.*, p. 10. Voir, par exemple, p. 30-37 ; Engler & Engler, *This Is*, *op. cit.*, p. 26, 246-247.

**194.** James Poulter, « Extinction Rebellion's Tube Protest Isn't the Last of Its Problems », *Vice*, *vice.com*, 17 octobre 2019.

**195.** J. S. Rafaei, avec la collaboration de Neil Woods, « Fighting the Wrong War », in Farrell *et al.*, *This Is Not*, art. cit., p. 41 ; Griffiths, « Courting », art. cit., p. 96.

**196.** Wretched of the Earth, Argentina Solidarity Campaign, Black Lives Matter UK *et al.*, « An Open Letter to Extinction Rebellion », *Red Pepper*, [redpepper.org.uk](http://redpepper.org.uk), 3 mai 2019. Voir Damien Gayle, « Does Extinction Rebellion Have a Race Problem? », *The Guardian*, 4 octobre 2019.

**197.** Voir, par exemple, Chenoweth & Stephan, *Why Civil*, *op. cit.*, p. 60-61, 202-207.

**198.** Adams, « Uncivil », art. cit., p. 489.

**199.** Pour des exemples d'études corroborant cette idée, voir Brent Simpson, Robb Willer & Matthew Feinberg, « Does Violent Protest Backfire? Testing a Theory of Public Reactions to Activist Violence », *Socius: Sociological Research for a Dynamic World*, 4, 2018, p. 1-14 ; Jordi Muñoz & Eva Anduiza, « "If a Fight Starts, Watch the Crowd": The Effect of Violence on Popular Support for Social

Movements », *Journal of Peace Research*, 56, 2019, p. 485-498.

**200.** L'ouvrage classique sur le sujet est ici Churchill, *Pacifism*, *op. cit.*

**201.** Voir Mike Ryan, « On Ward Churchill's "Pacifism as Pathology": Toward a Revolutionary Practice », in Churchill, *Pacifism*, *op. cit.*, p. 129.

**202.** Ainsi, Bill McKibben a pu être analysé comme le représentant d'un flanc radical à la fin des années 2010 dans Todd Schifeling & Andrew J. Hoffman, « Bill McKibben's Influence on U.S. Climate Change Discourse: Shifting Field-Level Debates through Radical Flank Effects », *Organization & Environment*, 32, 2019, p. 213-233.

**203.** Haines, *Black Radicals*, *op. cit.*, p. 184. Voir, par exemple, p. 2-4, 8-9, 65-66, 180-183.

**204.** Smith, « Disruptive », art. cit., p. 17-18, 20-21. Voir Finlay, *Terrorism*, *op. cit.*, p. 309.

**205.** Brown, « Dakota Access », art. cit.

**206.** Tom DiChristopher, « Pipeline CEOs Vow to Fight Back against Environmental Activism and Sabotage », *CNBC*, [cnbc.com](http://cnbc.com), 9 mars 2018.

**207.** Chenoweth & Stephan, *Why Civil*, *op. cit.*, p. 37.

**208.** Damien Gayle, « Heathrow Third Runway Activists Arrested before Drone Protest », *The Guardian*, 13 septembre 2019.

**209.** Susie Cagle, « "Protesters as Terrorists": Growing Number of States Turn Anti-Pipeline



Activism into a Crime », *The Guardian*, 8 juillet 2019.

**210.** Extinction Rebellion, « Statement on Today's Tube Action », *Extinction Rebellion*, rebellion.earth, 17 octobre 2019.

**211.** Catherine Bennett, « The Extinction Rebels Have a Noble Cause. What They Don't Need Now is Tactical Stupidity », *The Guardian*, 20 octobre 2019. [Le *National Theatre* est le plus grand théâtre public de Londres (ndt).]

**212.** Voir Poulter, « Extinction », art. cit.

**213.** Je m'appuie ici sur Salvage Editorial Collective, « Tragedy of the Worker: Toward the Proletarocene », *Salvage*, 7, 2019, p. 40-41.

**214.** *Ibid.*, p. 15.

**215.** Roy Scranton, *Learning to Die in the Anthropocene: Reflections on the End of a Civilization*, San Francisco, City Lights, 2015, citations tirées des p. 16-17 ; Roy Scranton, *We're Doomed. Now What? Essays on War and Climate Change*, New York, Soho Press, 2018, citations tirées des p. 7, 73. Pour une excellente critique de Scranton, voir Ted Stolze, « Against Climate Stoicism: Learning to Fight in the Anthropocene », in Jan Jagodzinski (éd.), *Interrogating the Anthropocene: Ecology, Aesthetics, Pedagogy and the Future in Question*, Cham, Palgrave Macmillan, 2018, p. 317-337.

**216.** Roy Scranton, « No Happy Ending: On Bill McKibben's "Falter" and

David Wallace-Wells's "The Uninhabitable Earth" », *Los Angeles Review of Books*, lareviewofbooks.org, 3 juin 2019.

**217.** Scranton, *We're Doomed*, *op. cit.*, p. 320.

**218.** « Mais alors surgit une question préalable : que signifie dans le cas présent "trop tard" ? Faut-il comprendre que même le tournant le plus audacieux sur la voie de la politique révolutionnaire ne peut déjà plus radicalement changer le rapport de forces ? Ou cela signifie-t-il simplement qu'il n'y a plus aucune possibilité ni espoir d'obtenir le tournant indispensable ? Ce sont là deux questions distinctes » (Trotsky, *The Struggle*, *op. cit.*, p. 342-343 [éd. en français : p. 327]). Trotsky écrit ces lignes en février 1933.

**219.** Lamontagne *et al.*, « Robust Abatement », art. cit., p. 290.

**220.** Tong *et al.*, « Committed Emissions », art. cit., p. 376.

**221.** David Wallace-Wells, *The Uninhabitable Earth*, Londres, Allen Lane, 2019, p. 32 [éd. en français : *La terre inhabitable*, Paris, Robert Laffont, 2019 (traduction légèrement modifiée)].

**222.** Sur cet aspect du mouvement, voir, par exemple, Adam Weissman, « The Revolution in Everyday Life », in Steven Best & Anthony J. Nocella (éd.), *Igniting a Revolution: Voices in Defense of the Earth*, Oakland, AK Press, 2006, p. 127-136.

**223.** Aric McBay, Lierre Keith & Derrick Jensen, *Deep Green*

## Comment saboter un pipeline

*Resistance: Strategy to Save the Planet*, New York, Seven Stories Press, 2011, p. 34 [éd. en français (première partie seulement) : *Deep green resistance, un mouvement pour sauver la planète. Tome 1, Résistance*, trad. sous la direction de Nicolas Casaux, Herblay, Libre, 2018, p. 40].

**224.** *Ibid.*, p. 210 [éd. en français : p. 244]. Voir, par exemple, p. 194 [éd. en français : p. 227], 441.

**225.** Michael Loadenthal, « “Eco-Terrorism”: An Incident-Driven History of Attack (1973-2010) », *Journal for the Study of Radicalism*, 11, 2017, p. 1-104. Sur la diversité des attaques, lire également Best & Nocella, *Igniting*, *op. cit.*

**226.** Noel Molland, « A Spark that Ignited a Flame: The Evolution of the Earth Liberation Front », in Best & Nocella, *Igniting*, *op. cit.*, p. 55-57.

**227.** Julie Tamaki, Jia-Rui Chong & Mitchell Landsberg, « Radicals Target SUVs in Series of Southland Attacks », *Los Angeles Times*, latimes.com, 23 août 2003. L'ELF fournit le matériau empirique de la discussion conceptuelle dans Vanderheiden, « Ecoterrorism », art. cit.

**228.** Loadenthal, « “Eco-Terrorism” », art. cit., p. 4-5, 8, 17. Voir Vanderheiden, « Ecoterrorism », art. cit., p. 426.

**229.** ELF, « Earth Liberation Front FAQ », in Best & Nocella, *Igniting*, *op. cit.*, p. 407.

**230.** McBay *et al.*, *Deep Green*, *op. cit.*, p. 26 [éd. en français : p. 31], 494.

**231.** *Ibid.*, p. 299, 506.

**232.** Derrick Jensen, « What Goes Up Must Come Down », in Best & Nocella, *Igniting*, *op. cit.*, p. 289.

**233.** McBay *et al.*, *Deep Green*, *op. cit.*, p. 458.

**234.** *Ibid.*, p. 409.

**235.** Citations tirées de *Die Nachrichten*, « Ende im Lausitzer Gelände », deutschlandfunk.de, 15 mai 2016 ; *RBB 24*, « Viel Kritik nach Kohle-Protestwochenende in der Lausitz », rbb24.de, 17 mai 2016 ; TT, « Fridolin tar avstånd från kolprotest », *Sydsvenska Dagbladet*, 16 mai 2016 (directeur général : Hartmuth Zeiss ; maire : Christine Hermtier ; radio publique : *RBB 24*).

**236.** Voir Andreas Malm et The Zetkin Collective, *White Skin, Black Fuel: On the Danger of Fossil Fascism*, Londres, Verso, 2020.

**237.** Frantz Fanon, *The Wretched of the Earth*, Londres, Penguin, 2001, p. 74 [éd. originale en français : *Les damnés de la terre*, Paris, La Découverte, [1961] 2002, p. 90].

## Chez le même éditeur

Giorgio Agamben, Alain Badiou, Daniel Bensaïd, Wendy Brown, Jean-Luc Nancy, Jacques Rancière, Kristin Ross, Slavoj Žižek, *Démocratie, dans quel état ?*

Tariq Ali, *Obama s'en va-t-en guerre.*

Zahra Ali (dir.), *Féminismes islamiques.*

Grey Anderson, *La guerre civile en France, 1958-1962. Du coup d'État gaulliste à la fin de l'OAS.*

Sophie Auoullé, Pierre Bruno, Franck Chaumon, Guy Lérès, Michel Plon, Erik Porge, *Manifeste pour la psychanalyse.*

Bernard Aspe, *L'instant d'après. Projectiles pour une politique à l'état naissant.*

Éric Aunoble, *La Révolution russe, une histoire française. Lectures et représentations depuis 1917.*

Alain Badiou, *Petit panthéon portatif.*

Alain Badiou, *L'aventure de la philosophie française.*

Alain Badiou, *Petrograd, Shanghai. Les deux révolutions du xx<sup>e</sup> siècle.*

Alain Badiou & Eric Hazan, *L'antisémitisme partout. Aujourd'hui en France.*

Alain Badiou, Pierre Bourdieu, Judith Butler, Georges Didi-Huberman, Sadri Khiari, Jacques Rancière, *Qu'est-ce qu'un peuple ?*

Jean-Christophe Bailly, Jean-Marie Gleize, Christophe

Hanna, Hugues Jallon, Manuel Joseph, Jacques-Henri Michot, Yves Pagès, Véronique Pittolo, Nathalie Quintane, « *Toi aussi, tu as des armes.* » *Poésie & politique.*

Moustapha Barghouti, *Rester sur la montagne. Entretiens sur la Palestine avec Eric Hazan.*

Omar Barghouti, *Boycott, désinvestissement, sanctions. BDS contre l'apartheid et l'occupation de la Palestine.*

Marc Belissa & Yannick Bosc, *Le Directoire. La république sans la démocratie.*

Mathieu Bellahsen, *La santé mentale. Vers un bonheur sous contrôle.*

Sous la direction de Omar Bendorra, François Gèze, Rafik Lebjaoui et Salima Mellah, *Hirak en Algérie. L'invention d'un soulèvement.*

Walter Benjamin, *Essais sur Brecht.*

Walter Benjamin, *Baudelaire.* Édition établie par Giorgio Agamben, Barbara Chitussi et Clemens-Carl Härle.

Daniel Bensaïd, *Les dépossédés. Karl Marx, les voleurs de bois et le droit des pauvres.*

Daniel Bensaïd, *Tout est encore possible.* Entretiens avec Fred Hilgemann.

Marc Bernard, *Faire front. Les journées ouvrières des 9 et 12 février 1934.* Introduction de Laurent Lévy.

Jacques Bidet, *Foucault avec Marx.*

Bertrand Binoche, « *Érasez l'infâme!* » *Philosopher à l'âge des Lumières.*

Ian H. Birchall, *Sartre et l'extrême gauche française. Cinquante ans de relations tumultueuses.*

Auguste Blanqui,  
*Maintenant, il faut des armes.*  
Textes présentés par Dominique Le Nuz.

Félix Boggio Éwangé-Épée & Stella Magliani-Belkacem, *Les féministes blanches et l'empire.*

Bruno Bosteels, *Alain Badiou, une trajectoire polémique.*

Houria Bouteldja, *Les Blancs, les Juifs et nous. Vers une politique de l'amour révolutionnaire.*

Alain Brossat,  
*Pour en finir avec la prison.*

Philippe Buonarroti, *Conspiration pour l'égalité dite de Babeuf.*  
Présentation de Sabrina Berkane.

Pilar Calveiro,  
*Pouvoir et disparition. Les camps de concentration en Argentine.*

Laurent Cauwet, *La domestication de l'art. Politique et mécénat.*

Grégoire Chamayou, *Les chasses à l'homme.*

Grégoire Chamayou, *Théorie du drone.*

Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire.*

Louis Chevalier, *Montmartre du plaisir et du crime.* Préface d'Eric Hazan.

Ismahane Chouder, Malika Latrèche, Pierre Tevanian,  
*Les filles voilées parlent.*

George Ciccariello-Maher, *La révolution au Venezuela. Une histoire populaire.*

Cimade, *Votre voisin n'a pas de papiers. Paroles d'étrangers.*

Julien Cohen-Lacassagne,  
*Berbères juifs. L'émergence du monothéisme en Afrique du Nord.*  
Préface de Shlomo Sand.

Comité invisible, *À nos amis.*

Comité invisible, *L'insurrection qui vient.*

Comité invisible, *Maintenant.*

Angela Davis, *Une lutte sans trêve.*  
Textes réunis par Frank Barat.

Joseph Déjacque, *À bas les chefs! Écrits libertaires.* Présenté par Thomas Bouchet.

Christine Delphy, *Classer, dominer. Qui sont les « autres » ?*

Alain Deneault, *Offshore. Paradis fiscaux et souveraineté criminelle.*

Raymond Depardon,  
*Images politiques.*

Raymond Depardon  
*Le désert, allers et retours.*  
Propos recueillis par Eric Hazan

Yann Diener, *On agite un enfant. L'État, les psychothérapeutes et les psychotropes.*

Cédric Durand (coord.), *En finir avec l'Europe.*

Dominique Eddé, *Edward Said, le roman de sa pensée*

Éric Fassin, Carine Fouteau,

Serge Guichard, Aurélie Windels, *Roms & riverains. Une politique municipale de la race.*

Jean-Pierre Faye, Michèle Cohen-Halimi, *L'histoire cachée du nihilisme. Jacobi, Dostoïevski, Heidegger, Nietzsche.*

Silvia Federici, *Le capitalisme patriarcal.*

Norman G. Finkelstein, *L'industrie de l'holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs.*

Joëlle Fontaine, *De la résistance à la guerre civile en Grèce. 1941-1946.*

Charles Fourier, *Vers une enfance majeure.*  
Textes présentés par René Schérer.

Françoise Fromonot, *La comédie des Halles. Décor et mise en scène.*

Isabelle Garo, *L'idéologie ou la pensée embarquée.*

Gabriel Gauny, *Le philosophe plébéen.* Textes rassemblés et présentés par Jacques Rancière.

Antonio Gramsci, *Guerre de mouvement et guerre de position.* Textes choisis et présentés par Razmig Keucheyan.

Christophe Granger, *La destruction de l'université française.*

Daniel Guérin, *Autobiographie de jeunesse. D'une dissidence sexuelle au socialisme.*

Chris Harman, *La révolution allemande 1918-1923*

Amira Hass,

*Boire la mer à Gaza, chroniques 1993-1996.*

Eric Hazan, *Chronique de la guerre civile.*

Eric Hazan, *Notes sur l'occupation. Naplouse, Kalkilyia, Hébron.*

Eric Hazan, *Paris sous tension.*

Eric Hazan, *Une histoire de la Révolution française.*

Eric Hazan & Eyal Sivan, *Un État commun. Entre le Jourdain et la mer.*

Eric Hazan & Kamo, *Premières mesures révolutionnaires.*

Eric Hazan, *La dynamique de la révolte. Sur des insurrections passées et d'autres à venir.*

Eric Hazan, *Pour aboutir à un livre.* Entretiens avec Ernest Moret.

Eric Hazan, *À travers les lignes.* Textes politiques.

Eric Hazan, *Balzac, Paris.*

Henri Heine, *Lutèce. Lettres sur la vie politique, artistique et sociale de la France.* Présentation de Patricia Baudoin.

Victor Hugo, *Histoire d'un crime.* Préface de Jean-Marc Hovasse, notes et notice de Guy Rosa.

Hongsheng Jiang, *La Commune de Shanghai et la Commune de Paris.*

Raphaël Kempf, *Ennemis d'État. Les lois scélérates des anarchistes aux terroristes.*

Sadri Khiari, *La contre-révolution coloniale en France. De de Gaulle à Sarkozy.*

Stathis Kouvélakis, *Philosophie et révolution. De Kant à Marx.*

Georges Labica, *Robespierre. Une politique de la philosophie.*  
Préface de Thierry Labica.

Yitzhak Laor, *Le nouveau philosémitisme européen et le « camp de la paix » en Israël.*

Henri Lefebvre, *La proclamation de la Commune. 26 mars 1871.*

Lénine, *L'État et la révolution.*

Mathieu Léonard, *L'émancipation des travailleurs. Une histoire de la Première Internationale.*

Gideon Levy, *Gaza. Articles pour Haaretz, 2006-2009.*

Laurent Lévy, « *La gauche* », *les Noirs et les Arabes.*

Frédéric Lordon, *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza.*

Frédéric Lordon, *Imperium. Structures et affects des corps politiques.*

Frédéric Lordon, *Vivre sans ? Institutions, police, argent, travail. Conversation avec Félix Boggio Éwanjé-Épée.*

Herbert R. Lotman, *La chute de Paris, 14 juin 1940.*

Pierre Macherey, *De Canguilhem à Foucault. La force des normes.*

Pierre Macherey, *La parole universitaire.*

Andreas Malm, *L'antropocène contre l'histoire. Le réchauffement climatique à l'ère du capital.*

Karl Marx, *Sur la question juive.*  
Présenté par Daniel Bensaïd.

Karl Marx & Friedrich Engels, *Inventer l'inconnu. Textes et correspondance autour de la Commune.*  
Précédé de « *Politique de Marx* » par Daniel Bensaïd.

Albert Mathiez, *La réaction thermidorienne.*  
Présentation de Yannick Bosc et Florence Gauthier.

Louis Ménard, *Prologue d'une révolution (fév.-juin 1848).*  
Présenté par Maurizio Gribaudi.

Jean-Yves Mollier, *Une autre histoire de l'édition française.*

Marie José Mondzain, *K. comme Kolonie. Kafka et la décolonisation de l'imaginaire.*

Elfriede Müller & Alexander Ruoff, *Le polar français. Crime et histoire.*

Alain Naze, *Manifeste contre la normalisation gay.*

Olivier Neveux, *Contre le théâtre politique.*

Dolf Oehler, *Juin 1848, le spleen contre l'oubli. Baudelaire, Flaubert, Heine, Herzen, Marx.*

Ilan Pappé, *La guerre de 1948 en Palestine. Aux origines du conflit israélo-arabe.*

François Pardigon, *Épisodes des journées de juin 1848.*

La Parisienne Libérée, *Le nucléaire, c'est fini.*

Karine Parrot, *Carte blanche. L'État contre les étrangers.*

Nathalie Quintane, *Les années 10.*

Nathalie Quintane, *Ultra-Proust. Une lecture de Proust, Baudelaire, Nerval.*

Alexander Rabinowitch, *Les bolcheviks prennent le pouvoir. La révolution de 1917 à Petrograd.*

Jacques Rancière, *Le partage du sensible. Esthétique et politique.*

Jacques Rancière, *Le destin des images.*

Jacques Rancière, *La haine de la démocratie.*

Jacques Rancière, *Le spectateur émancipé.*

Jacques Rancière, *Moments politiques. Interventions 1977-2009.*

Jacques Rancière, *Les écarts du cinéma.*

Jacques Rancière, *La leçon d'Althusser.*

Jacques Rancière, *Le fil perdu. Essais sur la fiction moderne.*

Jacques Rancière, *En quel temps vivons-nous ? Conversation avec Eric bazan.*

Jacques Rancière, *Les temps modernes. Art, temps, politique.*

Jacques Rancière, *Le temps du paysage. Aux origines de la révolution esthétique.*

Textes rassemblés par J. Rancière & A. Faure, *La parole ouvrière 1830-1851.*

Amnon Raz-Krakotzkin, *Exil et souveraineté. Judaïsme, sionisme et pensée binationale.*

Tanya Reinhart, *Détruire la Palestine, ou comment terminer la guerre de 1948.*

Tanya Reinhart, *L'héritage de Sharon. Détruire la Palestine, suite.*

Mathieu Rigouste, *La domination policière. Une violence industrielle.*

Robespierre, *Pour le bonheur et pour la liberté. Discours choisis.*

Paul Rocher, *Gazer, mutiler, soumettre. Politique de l'arme non létale.*

Kristin Ross, *L'imaginaire de la Commune.*

Julie Roux, *Inévitablement (après l'école).*

Christian Ruby, *L'interruption Jacques Rancière et le politique.*

Alain Rustenholz, *De la banlieue rouge au Grand Paris. D'Ivry à Clichy et de Saint-Ouen à Charenton.*

Malise Ruthven, *L'Arabie des Saoud. Wabbabisme, violence et corruption.*

Gilles Sainati & Ulrich Schalk hli, *La décadence sécuritaire.*

Julien Salingue, *La Palestine des ONG. Entre résistance et collaboration.*

Thierry Schaffauser, *Les luttes des putes.*

André Schiffrin, *L'édition sans éditeurs.*

André Schiffrin, *Le contrôle de la parole. L'édition sans éditeurs, suite.*

André Schiffrin,  
*L'argent et les mots.*

Ivan Segré, *Judaïsme et révolution.*

Ivan Segré, *Le manteau de Spinoza.*  
*Pour une éthique hors la Loi.*

Ella Shohat, *Le sionisme du point*  
*de vue de ses victimes juives.*  
*Les juifs orientaux en Israël.*

Eyal Sivan & Armelle Laborie,  
*Un boycott légitime. Pour le BDS*  
*universitaire et culturel d'Israël.*

Jean Stern, *Les patrons de la presse*  
*nationale. Tous mauvais.*

Marcello Tarì, *Autonomie !*  
*Italie, les années 1970.*

N'gugi wa Thiong'o,  
*Décoloniser l'esprit.*

E.P. Thompson,  
*Temps, discipline du travail*  
*et capitalisme industriel.*

Tiqqun, *Théorie du Bloom.*

Tiqqun, *Contributions à la guerre*  
*en cours.*

Tiqqun, *Tout a failli,*  
*vive le communisme !*

Alberto Toscano,  
*Le fanatisme. Modes d'emploi.*

Enzo Traverso,

*La violence nazie,*  
*une généalogie européenne.*

Enzo Traverso,  
*Le passé : modes d'emploi.*  
*Histoire, mémoire, politique.*

Françoise Vergès, *Un féminisme*  
*décolonial.*

Louis-René Villermé,  
*La mortalité dans les divers*  
*quartiers de Paris.*

Sophie Wahnich,  
*La liberté ou la mort.*  
*Essai sur la Terreur et le terrorisme.*

Michel Warschawski (dir.),  
*La révolution sioniste est morte.*  
*Voix israéliennes contre l'occupation,*  
*1967-2007.*

Michel Warschawski,  
*Programmer le désastre.*  
*La politique israélienne à l'œuvre.*

Eyal Weizman,  
*À travers les murs. L'architecture*  
*de la nouvelle guerre urbaine.*

Slavoj Žižek, *Mao. De la pratique*  
*et de la contradiction.*

Collectif, *Contre l'arbitraire du*  
*pouvoir. 12 propositions.*

Collectif,  
*Le livre : que faire ?*

Cet ouvrage a été reproduit et achevé  
d'imprimer par l'imprimerie CPI Firmin Didot  
à Mesnil-sur-l'Estrée en octobre 2020.  
Numéro d'impression : 160965  
Dépôt légal : 2<sup>e</sup> trimestre 2020.  
Imprimé en France.







« Nous dressons nos campements de solutions durables. Nous manifestons, nous bloquons, nous adressons des listes de revendications à des ministres, nous nous enchaînons aux grilles, nous nous collons au bitume, nous manifestons à nouveau le lendemain. Nous sommes toujours parfaitement, impeccablement pacifiques. Nous sommes plus nombreux, incomparablement plus nombreux. Il y a maintenant un ton de désespoir dans nos voix ; nous parlons d'extinction et d'avenir annulé. Et pourtant, les affaires continuent tout à fait comme avant – *business as usual*. À quel moment nous déciderons-nous à passer au stade supérieur ? »

Confrontant l'histoire des luttes passées à l'immense défi du réchauffement climatique, Andreas Malm interroge un précepte tenace du mouvement pour le climat : la non-violence et le respect de la propriété privée. Contre lui, il rappelle que les combats des suffragettes ou pour les droits civiques n'ont pas été gagnés sans perte ni fracas, et ravive une longue tradition de sabotage des infrastructures fossiles. La violence comporte des périls, mais le statu quo nous condamne. Nous devons apprendre à lutter dans un monde en feu.

**Andreas Malm** est maître de conférences en géographie humaine en Suède et militant pour le climat. Il est notamment l'auteur de *Fossil Capital* (2016) et *L'Anthropocène contre l'Histoire* (2017).

14 euros

